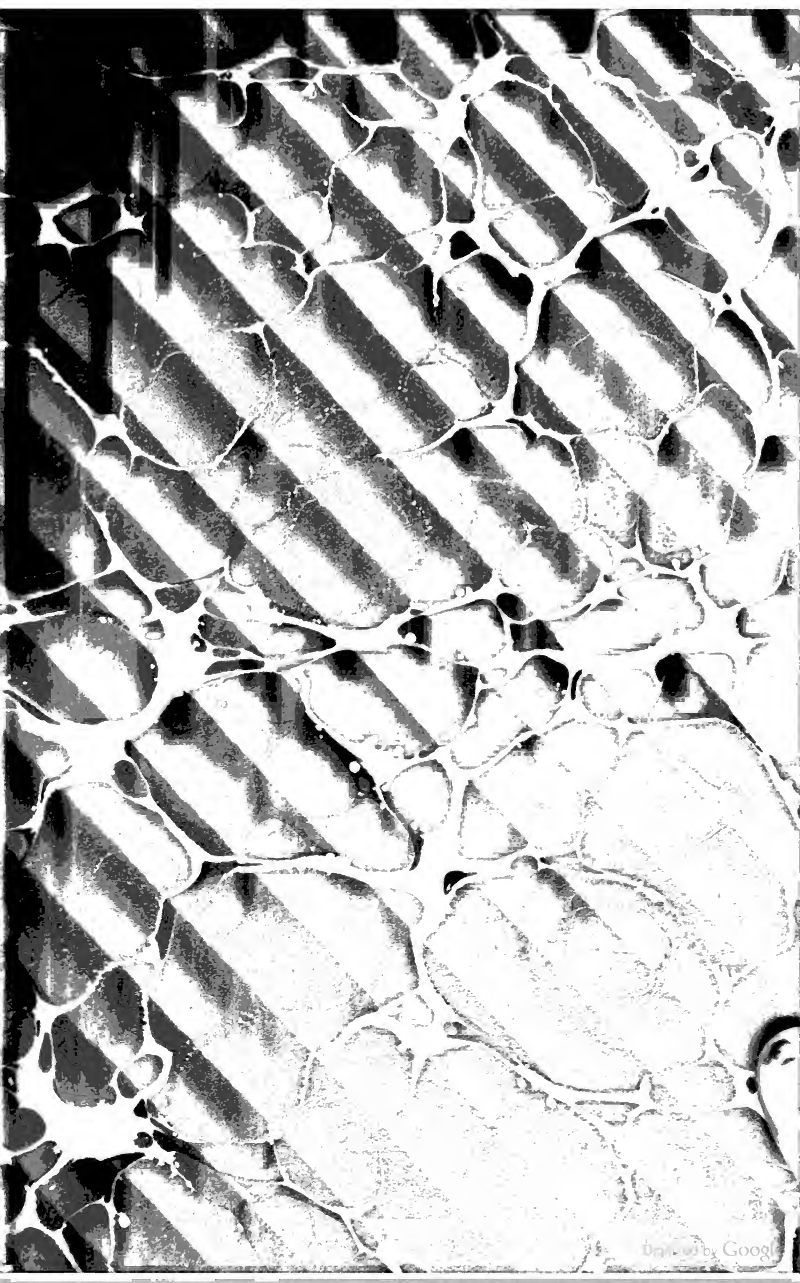






<36619300290019

s'établirent ; les Francs eurent un marché à Jérusalem, et tous les ans on tenoit, le 15 septembre, sur le Calvaire, une foire, dans laquelle on échangeoit les marchandises d'Orient et d'Occident. Mais les Chrétiens furent bientôt exposés à de nouvelles persécutions sous les successeurs d'Harroun-al-Raschild.

Vers la fin du dixième siècle, Jean Zimiscès, qui avoit assassiné Nicéphore Phocas, et usurpé l'empire grec, voulut faire pardonner son crime et son usurpation, en combattant les Sarrazins; déjà il s'étoit emparé de la plupart des villes de la Palestine, lorsqu'il fut empoisonné. Jérusalem retombe au pouvoir des Infidèles, et le sort des Chrétiens devient plus misérable que jamais, sans que toutefois le zèle des pélerins se ralentisse. Le pape Sylvestre II, vivement touché de leurs maux, excite les peuples d'Occident à prendre leur défense : l'histoire ne fournit presque aucun détail sur cette expédition, qui peut être considérée comme une première croisade; on sait seulement qu'elle n'eut aucun résultat : les Pisans, les Génois, commandés par Boson, roi de Bourgogne, et beau-frère de Charles le Chauve, roi de France, prirent seuls les armes; ils firent une descente sur les côtes de Syrie, et se rembarquèrent après avoir dévasté quelques lieues de pays. Cette tentative inutile ne pouvoit qu'enve-

366

APERÇU NOUVEAU

SUR

LES CAMPAGNES DES FRANÇAIS EN PORTUGAL,

EN 1807, 1808, 1809, 1810 et 1811.

IMPRIMERIE DE FAIN, PLACE DE L'ODÉON.



APERÇU NOUVEAU

SUR LES

CAMPAGNES DES FRANÇAIS

EN PORTUGAL,

EN 1807, 1808, 1809, 1810 et 1811;

CONTENANT

Des Observations sur les Écrits de MM. le baron Thiébaut, lieutenant général; Naylies, officier supérieur des gardes du corps de MONSIEUR; Gingret, chef de bataillon en demi-activité.

. . . . L'Espagne et le Portugal ont mille fois plus de raison d'avoir en horreur et le dernier gouvernement de la France et presque la France elle-même, qui en a été le redoutable instrument.

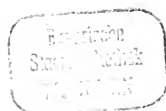
Exposé comparatif de la France et des principales puissances de l'Europe, par M. le baron Bignon, ch. 7, 3e. partie.

A PARIS,

CHEZ DELAUNAY, LIBRAIRE, PALAIS-ROYAL,

GALERIES DE BOIS, no. 243.

1818.



INTRODUCTION.

Les tentatives infructueuses des armées françaises pour s'emparer du Portugal à trois reprises successives, forment l'épisode le plus intéressant de la guerre de la péninsule. La première, qui a usurpé à tort le titre d'expédition, conduite et consommée par la perfidie et non par la force des armes, eut un commencement de réussite, qui s'évanouit bientôt. Les deux autres, tentées à main armée par deux généraux célèbres, à la tête des plus belles troupes de l'armée française, ont complètement échoué. Le défaut de succès de ces opérations imprudentes, non-seulement contribua puissamment à la délivrance de l'Espagne, si elle n'en fut la seule cause efficace, mais encore attira plus tard l'armée anglo-hispano-portugaise dans les provinces méridionales de France, précisément au moment critique de l'invasion des provinces de l'Est et du Nord de cet empire par les puissances alliées; circonstances dont le concours simultanée amena la chute du terrible colosse du pouvoir impérial, qui, quelques mois auparavant, donnait la loi à la plus grande partie de l'Europe, et menaçait la liberté de toutes les nations.

De tels événemens, intéressans par eux-mêmes et bien plus remarquables par leur influence sur les changemens survenus dans l'ordre politique de l'Europe, lesquels en sont la suite nécessaire, et laissent à peine entrevoir l'étendue des conséquences qu'elles préparent; de tels événemens, disons-nous, sont faits pour

exciter vivement la curiosité publique, sur tous les écrits qui pourraient lui présenter le récit fidèle et véridique des opérations des armées françaises en Portugal. Les gens de l'art attendaient avec impatience qu'un officier distingué, qui eût été lui-même sur les lieux à portée d'en connaître les opérations, s'emparât de cette période des guerres de la péninsule; et tous les désirs paraissaient être satisfaits à cet égard, quand on apprit que M. le général Foi s'était chargé de cette tâche difficile. Personne, sans doute, n'était à même de la remplir aussi bien que lui : instruit, éclairé, doué de beaucoup de talent, cet officier général a été de toutes les expéditions, et peut dire : *et quorum pars magna fui*. Ce travail, que l'auteur laisse probablement mûrir pour l'offrir au public, comme il convient à la gloire des armées françaises, se faisant impatiemment attendre, d'autres écrivains ont jugé à propos de publier, dans le courant de cette année, des récits particuliers de chacune des trois expéditions, et, quoiqu'ils aient été eux-mêmes acteurs plus ou moins marquans dans les opérations qu'ils décrivent, leur travail est non-seulement incomplet, mais, leurs assertions étant souvent contraires à la vérité historique, et leurs réflexions tendant par fois à ravaler les ennemis, qui ont eu l'avantage de combattre pour une plus noble cause, nous avons cru qu'il était nécessaire de relever des erreurs, qui finiraient par s'accréditer dans l'opinion, au détriment de la nation portugaise et de son gouvernement, si personne ne se présentait pour réclamer contre des assertions fausses ou hasardées, consignées dans les ou-

vrages qui ont paru sur les campagnes des armées françaises en Portugal.

L'objet que se sont proposé MM. le baron Thiébaut, de Naylies et Gingret, a dû être la recherche et l'exposé historique des événemens et de leurs causes; mais, comme ils se sont trompés quelquefois dans le récit de ces événemens, et bien plus souvent dans le développement des circonstances antérieures qui en ont été les causes, cette tâche reste encore à remplir. C'est cette considération qui nous a porté à esquisser un nouvel aperçu des faits qui appartiennent à cette époque, tout en menant de front les observations que les écrits des auteurs ci-dessus mentionnés nous ont porté à faire, afin de relever les erreurs dans lesquelles ils peuvent être tombés. L'impartialité sera notre guide unique dans ce travail.

Tros, Tyriusve, mihi nullo discrimine agetur.

La gloire factice n'est jamais durable : c'est en montrant les choses comme elles sont, et les faits comme ils se sont passés, que nous contribuerons à élever un monument de plus à l'impérissable gloire des armées françaises, beaucoup mieux qu'en cherchant à déguiser la vérité aux dépens de la gloire des nations qu'elles ont eu à combattre. La nation française n'a rien à craindre de la sévérité de l'histoire; il n'y a que l'excès de l'adulation ou la jactance qui puissent obscurcir l'éclat dont brillèrent ses armes pendant le quart de siècle que nous venons de parcourir.

Les ouvrages que nous avons ci-dessus indi-

qués et que nous nous proposons d'examiner, sont :

1°. Relation de l'expédition de Portugal, faite en 1807 et 1808; par le baron Thiébaut, lieutenant général;

2°. Les Mémoires sur la guerre d'Espagne pendant les années 1808, 1809, 1810 et 1811; par de M. Naylies, officier supérieur des gardes du corps de MONSIEUR;

3°. Relation historique et militaire de la campagne de Portugal, sous le maréchal Masséna, prince d'Esling; par M. Gingret, chef de bataillon.

APERÇU NOUVEAU

SUR LES CAMPAGNES

DES FRANÇAIS EN PORTUGAL,

EN 1807, 1808, 1809, 1810 et 1811.

CHAPITRE PREMIER.

Occupation du Portugal en 1807. — Campagne de 1808 sous le général Junot, duc d'Abrantès.

Il paraîtrait que M. le baron Thiébaut a eu en vue le précepte d'Horace, *nonumque prematur in annum*, en ne donnant au public la relation de l'expédition de Portugal que neuf ans après qu'elle a été écrite, s'il ne nous apprenait lui-même, page 3, qu'il n'a rien changé en 1817 à ce qu'il avait écrit en 1808, pour *conserver aux événemens les couleurs des temps auxquels ils appartiennent.* Cependant le critique latin ne conseille aux auteurs de mettre un si long intervalle entre la composition et la publication de leurs ouvrages, qu'afin de leur ménager le temps d'examiner, de polir, de re-

trancher ce qu'une froide et sévère critique pourrait rencontrer de répréhensible, et que la chaleur d'une verve féconde ne permettrait pas de remarquer. L'amour-propre agit plus ou moins fortement chez tout écrivain, principalement au moment du premier jet, en faveur de ses ouvrages; et cet amour-propre s'accroît, chez celui qui se fait son propre historien, de tout le prix qu'il met à ses propres actions. Peu de guerriers, avant et après César, ont écrit des commentaires.

M. le général Thiébaut, *acteur et témoin* dans cette expédition, placé en sa qualité de chef d'état major *pour tout voir et tout vérifier*, comme il a soin de nous l'apprendre, prétend ne nous donner, à très-peu de changemens près, que la copie des bulletins de l'armée successivement adressés à Son Exc. le ministre de la guerre; à ce compte, ce n'est pas l'historien qui se présente au public, mais le chef d'état major cherchant à rajeunir de vieux rapports, auxquels le gouvernement d'alors mit si peu d'importance, qu'il ne jugea pas à propos de les faire connaître dans le temps, et les relégua dans un coin des bureaux, si tant est néanmoins qu'ils n'aient pas été fabriqués après coup. D'après cet aveu de l'auteur, ceux qui s'attendaient à lire un récit historique écrit avec sim-

plicité, dont la jactance et l'emphase seraient bannies, doivent être étrangement *désappointés*, s'ils se rappellent l'espèce de proverbe vulgaire sur ces sortes d'écrits : *menteur comme un bulletin.*

L'expédition du général Junot, puisqu'il est convenu de l'appeler ainsi, bien loin d'avoir été une opération militaire, ne fut, pour me servir aussi des expressions du temps, qu'un *escamotage politique* conçu par le machiavélisme de Buonaparte, et exécuté par l'abnégation de toute idée propre du général en chef : l'armée ne lui servit, pour ainsi dire, que d'escorte, et fut absolument étrangère au succès de l'entreprise, car elle n'eut ni combats à livrer, ni manœuvres à exécuter, ni d'autres mouvemens à opérer que ceux qu'aurait pu faire la suite tant soit peu nombreuse d'un ambassadeur. Ainsi, tout l'échafaudage de la relation du général Thiébaut s'écroule de lui-même, puisqu'il n'a d'autre base que la prétention étrange de donner au public la relation *militaire* d'un événement purement politique. Il a beau se retourner de mille manières pour le faire envisager sous un point de vue militaire, aucun lecteur, même d'après son propre récit, ne s'avisera certainement de prendre pour un fait d'armes l'entrée de l'armée française en

Portugal sans avoir éprouvé aucune opposition de la part des habitans. L'occupation de la Pologne en 1792, par les Russes et les Prussiens, ne fut jamais regardée par eux comme un exploit militaire.

L'auteur, qui, comme nous l'avons observé, n'est pas grand amateur des préceptes d'Horace, commence sa relation *ab ovo*, ce qui grossit le volume de plusieurs chapitres inutiles : tels sont le premier et le second, qui ne contiennent que des trivialités d'état major communes à toutes les réunions de troupes sur un point quelconque, et qui pourraient servir d'introduction à tout ouvrage qui aurait pour objet toute autre expédition. L'auteur débute ainsi :

« La paix de Tilsit était à peine signée, et » déjà les ordres pour le rassemblement du » premier corps de la Gironde avaient été » expédiés. » Rien n'est plus vrai, et il ne l'est pas moins qu'à cette époque le Portugal était dans la meilleure intelligence avec la France, qu'il avait scrupuleusement rempli tous ses engagemens envers elle, en payant les contributions au prix desquelles il avait plu à son chef de lui faire payer sa neutralité. Il n'y avait donc aucun grief à réparer, aucune injure à venger, aucun prétexte même plausible pour la guerre entre les deux puissances. Le prince

régent, malgré les avis qu'il reçut du rassemblement de ce corps, que la voix publique désignait comme destiné à l'invasion du Portugal, et jugeant Napoléon d'après les sentimens de son âme royale, ne sortit pas de la sécurité que lui inspirait la conscience de la loyauté de sa propre conduite; et, pour éviter de donner de l'ombrage par des mesures qu'on n'aurait pas manqué de peindre comme hostiles, S. A. R. s'abstint d'ordonner des préparatifs de défense. La religion du prince fut donc surprise jusqu'au *bout; Buonaparte* en avait la certitude: autrement, sans un excès de démence ou d'orgueil, comment aurait-il composé d'escadrons de jeunes conscrits et de bataillons provisoires une armée, qu'il destinait à la conquête d'une nation belliqueuse, et habitant le pays le plus difficile de l'Europe? La cavalerie surtout était pitoyable en hommes et en chevaux. Les jeunes gens, qu'on appelait dragons, ne savaient même comment s'y prendre pour monter à cheval, à tel point, que, quelques mois encore après, ceux qu'on commanda pour recevoir les chevaux de la cavalerie portugaise licenciée mettaient indistinctement l'un ou l'autre pied à l'étrier pour monter, sans pouvoir y réussir qu'à l'aide des spectateurs, qui ne pouvaient s'empêcher de rire de tant de maladresse. L'auteur indi-

que d'autres causes encore du mauvais état de la cavalerie au moment de passer *la Bidassoa* : elles me paraissent bien justes, mais qu'il me permette de lui demander s'il aurait pu publier, en 1808; cette relation avec les réflexions qu'il fait sur cet objet. Il est permis d'en douter, et ce n'est pas l'unique passage de son ouvrage qui pourrait porter à croire que cette relation a été retouchée, pour le moins, depuis 1814.

Le général Junot avait le commandement de cette armée; nous ne prétendons pas lui en faire un reproche, puisque la reconnaissance était pour lui une vertu et non pas un devoir; mais qu'il nous soit permis de payer ici le tribut de notre admiration aux mânes du maréchal Lannes, qui, n'ayant pas réussi à détourner Buonaparte d'une entreprise aussi inique, refusa avec indignation de s'en charger, ne voulant pas méconnaître les bienfaits dont le prince régent de Portugal l'avait comblé. Le général Junot en devait autant à S. A. R.; et il fut fort heureux pour la réputation de ce général de ne plus trouver le prince à Lisbonne; car enfin qu'en aurait-il fait? Ce souverain n'était-il pas destiné à courir en France les mêmes chances qu'a courues depuis la famille royale d'Espagne? Le général Junot pouvait-il éviter d'être complice de cet attentat? Pouvait-

il ignorer les intrigues d'Izquierdo terminées par l'abominable traité de Fontainebleau?

Nous ne ferions aucune autre remarque sur les deux premiers chapitres de l'ouvrage, sans l'étonnement que l'auteur marque dans le dernier alinéa, page 11, et qu'il veut faire partager aux lecteurs sur la conduite des embaucheurs espagnols « qui, pendant que cette armée *alliée* » traversait l'Espagne pour aller combattre son » ennemi naturel et alors si acharné, répartis » sur la route, fomentaient la désertion dans » plusieurs corps, et notamment dans les corps » étrangers qui en faisaient partie. » Ce n'est pas apparemment sans dessein que l'auteur a souligné le mot *alliée;* il a voulu sans doute faire entendre qu'il s'exprimait ironiquement. En effet, la nation portugaise n'a été l'ennemie naturelle de l'Espagne qu'autant que cette dernière puissance a voulu lui ravir son indépendance, et c'est à quoi les rois catholiques ne pensaient plus depuis long-temps. Elle était donc bien loin d'être acharnée contre les Espagnols, puisqu'on ignorait encore le traité de Fontainebleau, qu'en dernière analyse on n'aurait pas attribué à cette nation loyale, mais uniquement à la folle ambition de Godoy, qui eut assez peu de jugement pour se fier aux promesses de Buonaparte, lequel avait d'autres

choses à faire que de satisfaire les caprices du favori. Les Espagnols de toutes les classes improuvaient hautement la marche des Français sur le Portugal : le gros bon sens et la loyauté du peuple lui faisaient abhorrer la guerre d'un père contre sa fille, et tout le monde était convaincu que Buonaparte ne commençait par le Portugal, que pour tomber sur l'Espagne quand elle serait entièrement dégarnie de troupes : aussi cette armée *alliée* ne fut considérée que comme armée ennemie. Les Espagnols se sont-ils trompés?

L'auteur commence le troisième chapitre par le détail des positions que, d'après les ordres reçus à Bayonne, l'armée devait occuper sur les frontières de Portugal : pourquoi ne pas ajouter que tout cela n'était que le bruit qu'on faisait courir exprès pour prolonger la sécurité du ministère du prince régent ; mais qu'à l'armée c'était le secret de la comédie, puisque le moindre sous-lieutenant, en partant de Bayonne, ne douta pas un instant qu'il ne marchait que pour entrer en Portugal? Les employés dans les administrations, et même quelques militaires, n'ont pas omis de se charger de pacotilles d'éventails et autres objets de modes, pour les vendre avantageusement dans ce royaume. Cette tactique, au reste, a été toujours

employée par Buonaparte ; il en fit aussi usage en 1812 avant l'invasion de la Russie : tout près du Niémen, les ordres du jour prescrivaient à l'armée de continuer à tenir un langage pacifique ; mais alors l'exemple du Portugal servit de leçon aux Russes : il prêchait des convertis.

D'après l'auteur, le général Junot, en se rendant de Valladolid à Salamanque, reçut l'ordre de marcher sur Lisbonne, et dès lors il ne fut plus question que des dispositions qui avaient la guerre pour objet. Le général Thiébaut commence ici à mettre en avant sa prétention de faire envisager l'occupation du Portugal par l'armée française, comme le résultat d'une opération militaire ; l'auteur reproduit cette mauvaise plaisanterie dans tout le cours de l'ouvrage, tout en avouant qu'on n'a point rencontré d'ennemi, et que l'armée aurait été détruite si elle en eût rencontré.

Quoi qu'il en soit, l'auteur aborde la question de la difficulté de l'entreprise, ou plutôt de la presque impossibilité de la réussite, et il énumère, avec une parfaite connaissance de cause, les obstacles résultant des localités, des transports, des vivres, des munitions, de la fatigue des troupes, de la saison avancée, de la résistance probable qu'opposeraient les ennemis,

parmi lesquels les seuls paysans étaient en état d'arrêter les efforts de l'armée qui tenterait de franchir les inexpugnables positions de la Beira-Baxa (et non du Haut-Beira). Après cette énumération, le lecteur présume qu'il va excuser la témérité de l'entreprise sur les ordres positifs de Buonaparte, auquel on ne concevait pas à cette époque qu'il fût possible de présenter des observations; mais il n'a garde. Au contraire, il ajoute « que toutes ces considérations, pro» fondément méditées par le général en chef, » lui inspirèrent la pensée de brusquer la con» quête du Portugal, pensée vraiment lumi» neuse, que la position dans laquelle il se » trouvait achève de rendre mémorable. » Cette conclusion une fois adoptée, il ne lui coûte rien de faire précisément tout le contraire de ce que les règles de l'art et le sens commun prescrivaient. Toutes les troupes extrêmement fatiguées, mal chaussées, ayant laissé beaucoup de monde en arrière, avaient un besoin égal de repos. Eh bien! au lieu de leur en donner, les colonnes impaires doublèrent d'abord une marche, et l'armée se trouva formée par brigades, et ainsi de suite pour les brigades paires, et pour celles des deuxième et troisième divisions. On a peine à concevoir qu'un homme du métier fasse un mérite au général Junot d'une

détermination qui le mettrait dans le cas de la plus grande responsabilité, puisqu'il s'agissait d'exposer d'un seul coup l'existence et l'honneur de son armée, s'il se fût décidé dans cette occasion, d'après ce que l'auteur appelle *des pensées lumineuses*. La question est toute simple : le général Junot avait-il des ordres positifs de marcher sur Lisbonne, ou lui avait-on laissé la latitude de différer l'entreprise et de faire des observations ? Dans la première hypothèse, il n'avait pas le choix de ses mesures, il n'avait qu'à marcher en avant ; dans la seconde, il devait faire tout le contraire de ce qu'il a fait. On conçoit encore moins ce que c'est que *la position dans laquelle il se trouvait*, pour venir de là à conclure que sa détermination devenait mémorable en raison de cette position, puisque celle-ci ne pouvait pas être plus favorable. Le général venait d'avoir la certitude, non-seulement de trouver à Alcantara un corps de troupes espagnoles qui se joindrait à son armée, mais que deux autres corps espagnols entreraient en même temps en Portugal, l'un par l'Alemtejo et l'autre par le Minho pour le seconder. On n'a sans doute jamais eu plus de chances de succès ; mais quand on compose un roman, au lieu d'écrire l'histoire, on risque de tomber dans d'étranges contradictions.

Si l'armée avait perdu du monde par les maladies et la fatigue, des chevaux par le changement de nourriture, l'incurie et l'ignorance des cavaliers nullement exercés au pansement, par le doublement des marches jusqu'à Ciudad-Rodrigo; ce fut encore bien pis après avoir dépassé cette place, et être entré dans les montagnes escarpées et arides de cette partie de l'Estremadure espagnole, fort peu peuplée et dépourvue de routes, *précisément là où elles sont plus nécessaires*. On peut attribuer, si l'on veut, à la mauvaise volonté des Espagnols les privations des secours de toute espèce souffertes par l'armée jusqu'à Ciudad-Rodrigo; plus loin, tout le zèle des autorités locales aurait été insuffisant; et, puisque la cavalerie avait manqué de ferrage dans un pays de mines comme la Biscaye, de bon pain dans les Castilles qui sont le grenier de l'Espagne, de viande à San Muñòs au milieu d'une forêt où paissaient quatre-vingt mille bêtes à cornes, que pouvait-on en attendre en traversant les montagnes de l'Estremadure? N'importe, on poursuit; et, dès le second jour, des déluges de neige et de pluie désorganisent l'armée. L'artillerie perd une partie de ses attelages; la cavalerie un grand nombre de chevaux. Des soldats, faute des distributions, exerçant forcé-

ment le pillage, sont massacrés par les habitans. On erre çà et là à l'aventure dans l'état le plus misérable, et l'armée, ou plutôt quelques bandes d'hommes, sans souliers, sans bottes, avec des fusils brisés, arrivent à la file à Alcantara, rendez-vous général de l'armée et lieu de sa jonction avec le corps du général Caraffa, destiné à agir avec elle et sous les ordres du général français. « Là on croyait tout trouver, » on manque encore de tout. »

Si M. le général Thiébaut voulait assigner les *véritables* causes de la désorganisation de l'armée française avant d'arriver au point où devaient commencer ses opérations, personne assurément ne pourrait le faire mieux que lui; et l'on cherche encore à concevoir pourquoi il ne rompt pas aujourd'hui le silence qu'il aurait été dangereux de ne pas garder en 1808. Il aurait pu dire que Bonaparte, voulant à toute force faire adopter son système continental, de l'exécution duquel il attendait l'empire universel, qui a été et sera toujours l'objet et l'écueil des conquérans, s'était décidé à s'emparer du Portugal à tout prix; que, pour y parvenir, n'ayant pas une exacte connaissance des difficultés de cette entreprise, il se laissa éblouir par le brillant que présentait le projet plutôt ébauché qu'approfondi par Dumourier. En consé-

quence il donna ses ordres, estimant comme positives les fausses données de cet officier, depuis célèbre, jeune et inexpérimenté quand il composa son *État présent du royaume de Portugal.* Bonaparte ne réfléchit pas que ce qui était peut-être faisable d'après ce même plan, pour une armée espagnole qui serait dans le cas de se réunir à Alcantara, où tous les régimens se rendraient par différentes directions à travers leur propre pays, cessait de l'être pour tout un corps d'armée étranger, réuni et filant sur une seule route dans la saison des pluies, qui au second jour rendent les chemins impraticables, avec la certitude de ne trouver ni vivres, ni gîte, ni fourrages. Personne en Espagne, il faut en convenir, ne voulait cette guerre impie, à l'exception du seul Godoy, prince de la Paix. Cette disposition des esprits devait influer sur l'exécution des mesures ordonnées par le gouvernement; de là les justes réclamations des chefs français, mal reçues et souvent inutilement réitérées. Quand on en vient à ce point l'aigreur s'en mêle et rien ne marche. L'auteur sait fort bien que dès Salamanque, sans parler d'autres faits, l'affront domestique fait par le général en chef au gouverneur, M. de Zaias, a vivement aigri les esprits contre les Français.

« On aurait dû, dit l'auteur, trouver à Al-

» cantara un dépôt de cartouches qui ne s'y » trouva point; on voulut en faire, on man» qua de papier : on y pourvut par l'emploi » des archives des chevaliers d'Alcantara. » Il est fâcheux que l'auteur ait jugé nécessaire de pousser l'exactitude jusqu'à consigner ce fait dans sa relation, puisqu'il veut par elle élever un monument de plus à l'impérissable gloire de l'armée. Que diraient les Français, si une armée étrangère, même ennemie, en entrant à Metz ou à Nancy, employait les papiers des bureaux de la préfecture ou de la cour royale à un pareil usage? Combien se trouveraient-ils offensés, si cette armée, arrivée à Paris, se servait des archives des chevaliers de Saint-Louis ou de la légion d'honneur pour le même objet? Les alliés, quoique ennemis, ont respecté tout autrement les établissemens publics; et c'est une armée alliée qui marque ce mépris à la nation espagnole! et on s'étonne qu'elle ne seconde pas de bon cœur, contre ses propres intérêts, un soi-disant ami qui l'outrage, et qu'on ait été obligé de renvoyer quelques régimens du corps de Caraffa, à cause de leur mauvais esprit! Qu'entend l'auteur par mauvais esprit, en parlant des corps espagnols par rapport à l'armée française?

Trompé, continue l'auteur, dans ses espé-

rances sur les ressources qu'il comptait trouver à Alcantara, ayant en arrière plus du cinquième de son infanterie, la totalité de l'artillerie, et la cavalerie présente dans un tel état qu'elle était plus embarrassante qu'utile, ayant la certitude de plus grandes privations encore à essuyer en dépassant les frontières, il fait observer que, dans cet état de choses, bien des chefs auraient hésité; mais qu'il doit à la vérité de dire que le général Junot, *vraiment supérieur* dans cette occasion, ne fut pas même ébranlé, et qu'invariable dans sa résolution, il persévéra dans cet axiome incontestable, qu'*il ne faut jamais laisser à son ennemi un temps qu'on peut gagner sur lui*.

Le général Junot croyait-il qu'il allait rencontrer un ennemi à combattre, oui ou non? S'il était persuadé, ou, pour mieux dire, s'il avait la certitude de ne pas rencontrer de résistance de la part des Portugais, tout le pathos de l'auteur sur les souffrances de l'armée est employé mal à propos; s'il craignait d'en rencontrer, il est bien plus que répréhensible, il est criminel. Bonaparte voulait sans doute s'emparer du Portugal; mais il n'avait pas, par ce motif, dispensé le général en chef qu'il avait chargé de l'entreprise, des devoirs les plus communs de sa charge, qui lui commandaient

de réunir son armée, de la ravitailler, d'approvisionner son artillerie et réparer le matériel, de faire prendre haleine à sa cavalerie pour être à même de présenter le combat à l'ennemi, et soutenir l'honneur et la gloire de ses armes. Le général en chef, en faisant précisément le contraire, s'exposa à passer le premier sous les fourches caudines avec plus de probabilité que le corps français qui, quelques mois plus tard, essuya cet affront à Bailen.

Si le général Junot n'a pas hésité d'entrer en Portugal, on doit à cet égard avancer le contraire de ce qu'écrit l'auteur; c'est-à-dire, qu'aucun autre général français, placé à cette époque à la tête de cette armée, n'aurait pas plus hésité de marcher en avant que lui. C'est le général Thiébaut lui-même qui en révèle les motifs, page 109. « On eût été criminel alors, » si l'on eût regardé comme possible une chance » fâcheuse, eût-elle été certaine. » Tout le monde sait d'ailleurs que Bonaparte sut fort mauvais gré à son lieutenant de s'être arrêté à Alcantara et à Abrantès, attribuant à ce retard la non-exécution du dessein de s'emparer de la personne du prince régent et de la famille royale, quand il est évident qu'à moins d'arriver seul de sa personne, Junot ne pouvait pas faire une abnégation plus complète de tout amour-propre, en

oubliant tout soin de la conservation de son armée, que de marcher en avant avec des malheureux jeunes gens, pieds nus, exténués de fatigue et de misère, ayant plutôt l'air de pèlerins le bourdon blanc à la main, que de soldats marchant à l'ennemi: Il paraît qu'il ne fallait pas écrire, ou, en écrivant, avoir le courage d'assigner les véritables causes des événemens, sans craindre de paraître *se ravaler au niveau des hommes qui ne voient jamais de mérite dans le malheur.* Ce sentiment est louable, mais la vérité est plus louable encore. Quand on ne veut, ou quand on ne peut pas la dire, il vaut mieux se taire.

Le général Junot a jugé convenable de se faire précéder par une proclamation avant de passer l'Elja. En contradiction avec Bonaparte, qui venait de publier dans le Moniteur un décret d'après lequel la maison de Bragance avait cessé de régner, il s'attache à faire envisager sa marche comme celle d'un ami et d'un allié qui venait délivrer le Portugal du joug des Anglais. Ce tendre intérêt du gouvernement impérial, comme des autres gouvernemens révolutionnaires qui l'ont précédé, pour la dignité et la liberté des autres nations, a été étrangement méconnu par les peuples. Bientôt les Portugais et les Espagnols se sont soulevés

contre ces libérateurs d'une espèce nouvelle; les Russes les ont imités, et les choses en sont venues au point que Bonaparte, ne se lassant pas de vouloir être leur bienfaiteur malgré eux, et ceux-ci s'opiniâtrant à refuser ses bienfaits, il finit par tout perdre. Étrange résultat d'un aussi grand bienfait! *Risum teneatis.*

Le général en chef, décidé à se jeter en Portugal, opéra son mouvement le 20 novembre avec son armée, après s'être fait précéder d'un jour par son avant-garde, qui n'avait rencontré aucune opposition. En se rendant d'Alcantara à Castelo-Branco, sur deux colonnes, par les routes d'Idanha-a-Nova et par Rosmaninhal, l'auteur prétend que l'armée a beaucoup souffert; cependant le pays ne présente que des obstacles très-médiocres : ainsi, ces obstacles ne pouvaient venir que de la saison. Or, chacun sait qu'il pleut en hiver, que les pluies détrempent les terres et gonflent les ruisseaux et les torrens, ce qui rend les marches difficiles et pénibles. Deux jours de marche sont bien peu de chose, et on réparait tout par un séjour à Castelo-Branco, qui aurait présenté des ressources à l'armée, sans le pillage auquel les troupes se sont livrées, malgré toutes les dispositions et la peine que M. le chef d'état-major nous dit avoir prises pour mettre

de l'ordre dans les distributions; le fait est que cette ville fut complètement dévastée.

La marche de Castelo-Branco à Abrantès présentait des obstacles et des difficultés réelles. Ce n'était pas une chance simplement probable à prévoir ou à craindre, c'était une perspective certaine. L'armée avait déjà devant elle les affreuses cordilières de montagnes escarpées et à pic qui se succèdent sans interruption, à travers lesquelles il n'y a pas de routes tracées, et dont les vallées ou plutôt les ravins forment autant de rivières et de torrens qui roulent avec impétuosité, et dont le sol aride, impropre à la culture, n'offre guère de ressources pour substanter les hommes, point de villages pour les abriter. Il fallait une marche de trois jours pour se rendre à Abrantès, et on l'a entreprise sans une miette de pain dans les sacs, à travers un pays où il était impossible de rien trouver qu'un peu de glands et de châtaignes. Et c'est là ce qu'on présente à l'admiration des contemporains et de la postérité! Et c'est celà ce qu'on appèle conduire une armée! Il est vrai que c'est bien de cette manière qu'on se conduisait alors avec *la chair à canon.*

Tout réussissait à souhait au général Junot. L'opposition qu'il pouvait craindre de la part des hommes n'existait pas, nul ne se présentant

en armes pour lui disputer le passage; c'est là tout ce qu'il pouvait désirer. Les obstacles résultant des localités et de la nature existaient depuis le déluge; il ne fallait pas être devin pour les prévoir : il le savait aussi bien à Bayonne qu'à Alcantara. Quand on nous représente ce général invariable dans ses résolutions, il nous est permis de penser que, puisqu'il n'avait pas la baguette magique pour aplanir les montagnes et sécher les torrens, puisqu'il ne pouvait pas précisément s'attendre à ce que la manne tombât du ciel dans le désert qu'il avait à traverser, il ne fallait pas négliger les moyens humains pour préserver de la faim les braves qui lui étaient confiés. La conservation de l'armée est le soin le plus important et la tâche la plus difficile d'un général; celui qui la néglige est responsable de tout le mal qui en résulte. Ainsi, le tableau horrible et malheureusement trop vrai des hommes pouvant à peine se traîner, en se servant de leurs fusils comme de bâtons, des chevaux à la file, privés de nourriture, crevant sur place ou roulant dans des abîmes affreux, et disparaissant tout à coup, dont l'auteur remplit plusieurs pages, loin de servir à faire briller la constance du général en chef, ne sert qu'à condamner son imprévoyance; car, encore une fois, Bonaparte,

en lui ordonnant de marcher sur Lisbonne, ne l'a pas autorisé à s'y jeter en aveugle, et à exposer son armée à périr sans gloire et sans honneur. Dans cette expédition, comme l'auteur l'avoue, rien n'est prévu; tout est abandonné, non au hasard, mais à la certitude de périr. Ceux qui marchent avec la première colonne, n'osent pas envisager le sort encore plus déplorable de leurs compagnons de la seconde auxquels ils ont ravi le peu de nourriture qu'ils ont arrachée aux animaux; et c'est après avoir franchi l'affreuse montagne de Talladas, c'est alors, et seulement alors, que, d'après l'auteur, chacun fut frappé de cette idée: « Si deux mille » hommes nous y avaient attendus, nous ne » l'eussions pas passée, et l'armée eût été » perdue. »

Que le général Thiébaut soit au moins d'accord avec lui-même, et qu'après cet aveu que la vérité lui arrache, il ne témoigne pas, pag. 103, les regrets de l'armée de n'avoir pas combattu. Laissons-le s'exprimer lui-même. « Pen» dant cette campagne, l'armée n'a pas eu l'hon» neur de combattre; c'est l'objet d'un regret » que tous les braves ont partagé. Mais, sous » le rapport de la guerre, qu'est-ce qui n'eût » pas été facile avec le dévouement, le courage » et la résignation dont l'armée donna tant de

» preuves dans cette terrible marche! » Certes, on avait tout à attendre du dévouement et du courage de l'armée, quand il n'aurait été question que de ses vertus guerrières; mais elles étaient nulles dans un corps de troupes frappé d'une désorganisation complète, où il était impossible de réunir un peloton, et livré à toutes les horreurs de la faim par l'imprévoyance de son chef. Les forces humaines ont des bornes posées par la nature; quand les besoins physiques sont extrêmes et se suivent sans interruption, le soldat se démoralise, s'isole, ne songe plus qu'à sa conservation individuelle, convaincu que son chef n'y songe point. Dès lors, ce n'est plus une armée de braves guidée par l'honneur, c'est un troupeau timide et méprisable : on l'a vu plus tard en Russie. Quelque pulks de Cosaques chassaient devant eux soixante mille Français qui avaient jeté leurs armes, et dont pas un ne se retournait pour combattre; et l'effet de la démoralisation est si contagieux, qu'à Wilna la division Loison, forte de quatorze mille hommes de troupes fraîches, ne tint pas une demi-heure contre les troupes légères de l'ennemi.

L'auteur n'a rien omis, à défaut de combats à raconter, pour rendre intéressant le tableau des souffrances de l'armée pendant qu'elle se

trainait plutôt qu'elle ne marchait de Castelo-Branco à Abrantès. Son exactitude à cet égard est surprenante. En effet, après avoir peint le général en chef inébranlable et invariable loin du danger à Salamanque et à Alcantara, il le fait paraître anéanti à Sobreira, comme le pieux Énée après le naufrage, au point d'avoir besoin d'être aidé pour monter l'escalier de la cabane où il acheva de passer la nuit. Le brave et estimable général Brenier, qui s'est fait tant d'honneur depuis à Roliça, à Vimieiro et à Almeida, se serait bien passé d'être ici mis en scène, l'œil hagard et presque sans mouvement, et ne pouvant proférer une parole. Ce sont là de ces minuties propres à inspirer de l'intérêt dans un entretien familier, mais que l'histoire dédaigne de recueillir.

Le général en chef arriva le 23 à Abrantès, où une faible avant-garde, telle qu'on peut se la figurer d'après ce qu'on vient de dire, venait d'entrer sans opposition, et où il a dû rester trois jours, malgré son impatient désir d'arriver à Lisbonne, pour réunir quelques faibles bataillons, afin de continuer sa route. Nous ne nous arrêterons pas à faire connaître la conduite des autorités françaises à Abrantès, les énormes contributions dont cette ville fut frappée pour donner à tout le Portugal un échantillon de la

protection française, la réquisition de dix mille paires de souliers, dont on ne se contenta pas d'attendre la livraison, en prenant par anticipation les souliers aux bourgeois, aux prêtres et aux citoyens honnêtes qu'on laissa pieds nus; procédé qui inspira subitement de l'horreur et de l'indignation pour ceux qui l'ordonnaient; et, puisque l'auteur passe sous silence les réquisitions que des personnages marquans de l'armée ont frappées à leur profit, en chevaux et autres objets, j'imiterai sa discrétion, quoique la chose soit devenue si publique, que tous ceux qui ont fait partie de cette armée nommeraient à l'instant, s'ils lisaient cet écrit, celui qui fut vertement réprimandé par Junot, pour s'être approprié quatorze chevaux de maître.

C'est d'Abrantès que l'auteur nous informe qu'il a pu rendre compte à S. Ex. le ministre de la guerre de l'historique de l'expédition; probablement le général en chef en fit autant. On aurait de véritables obligations à l'auteur, s'il nous révélait le contenu de ces dépêches. Il serait infiniment curieux d'apprendre comment Bonaparte, qui s'y connaissait, a pu être amené, par ces rapports, à juger convenable d'accorder au général en chef le titre de duc, comme récompense d'une conquête aussi difficile.

C'est encore à Abrantès que l'auteur prétend que le général en chef apprit que les ordres avaient été donnés au peuple de se soulever, et de combattre les Français par tous les moyens, et de leur fermer les passages des montagnes. Ce serait le général Margaron qui aurait intercepté ces ordres au moment que le corrégidor Mor de Sobreira Formosa les recevait. Ce prétendu corrégidor Mor n'est qu'un pauvre maire d'un misérable village, à qui on n'écrit pas directement; c'était d'Abrantès qu'il devait recevoir ses ordres; et, puisqu'on n'en a pas trouvé trace dans cette ville, il est évident qu'ils n'ont jamais été donnés. Mais, comme il peut paraître étrange que le gouvernement montrât une telle apathie dans ces circonstances où il s'agissait de l'honneur et de l'indépendance de la couronne, nous allons dire brièvement comment les choses se sont passées.

Nous avons dit plus haut que le prince régent s'était toujours flatté de détourner l'orage qui le menaçait : cet espoir n'était pas chimérique. Déjà en 1801, le Portugal, menacé par les forces combinées de l'Espagne et de la France, s'était tiré de cet embarras, moyennant des sacrifices pécuniaires. Lors du renouvellement de la guerre entre la France et l'Angleterre, il a fallu revenir à de pareils sacrifices pour

conserver la neutralité. Le Portugal a payé exactement les sommes stipulées, et rempli tous les engagemens pris à cette occasion ; mais le traité de Tilsit ayant enorgueilli Bonaparte au point de le porter à tenter le rétablissement de l'empire d'Occident, il a élevé la prétention d'exclure entièrement les Anglais du moindre contact avec la péninsule, en fermant les ports du Portugal à leur commerce. Il a exigé même le séquestre des propriétés anglaises, et l'arrestation des sujets britanniques ; mais, nonobstant toutes ses menaces, il a échoué dans cette dernière prétention par la résistance inébranlable du prince régent, et son refus constant d'adhérer à une si grande iniquité. Cependant le prince régent chercha tous les moyens possibles de se soustraire à la clôture des ports du Portugal ; c'était en effet une mesure plus désastreuse pour lui que pour tout autre souverain. Par elle, les colonies, la partie la plus importante de la monarchie portugaise, livrées à elles-mêmes, devenaient la proie des Anglais, dès le moment qu'ils auraient voulu s'en emparer ; et, quand bien même cela ne serait pas arrivé, le commerce de Lisbonne et du reste du royaume, interrompu avec les possessions d'outremer, se trouvant considérablement réduit, les revenus publics devaient nécessaire-

ment diminuer dans une proportion effrayante. C'étaient là des vérités palpables; cependant Bonaparte n'en tint pas compte. Soutenu par le cabinet de Madrid, il ne rabattit rien de ses prétentions, et persista à demander que les ports fussent fermés au commerce et à la marine de la Grande-Bretagne. Le prince régent, dans cette extrémité, a dû céder à des conditions si dures; il ordonna à tous les Anglais de quitter le royaume, et en ferma les ports à leur commerce : il fit plus, il ordonna de garnir les côtes, pour les préserver de toute insulte contre la marine anglaise. En conséquence, toutes les troupes étaient en marche des frontières de terre pour les côtes de l'Océan avant que l'armée française n'arrivât à Salamanque. Ayant rempli toutes les conditions qu'on lui imposait, le prince régent avait tout lieu d'espérer que, de même qu'en 1801, l'armée française ne dépasserait pas les frontières d'Espagne, puisqu'il venait de faire des sacrifices plus pénibles qu'à la première époque, et nul doute qu'il l'aurait obtenu, si, par une perfidie inconcevable, le prince de la Paix, dans le délire d'une ambition qui n'était fondée sur aucun mérite réel de sa part, n'eût déjà trahi les intérêts du roi, son maître; mais ceci était si hors de la marche des affaires humaines, qu'aucune prudence ne pou-

vait le prévoir. Les troupes portugaises étaient donc en marche dans une direction opposée à celle de l'armée française, parce qu'on ne songeait pas à se défendre d'une invasion du côté de terre; et, par le même motif, on n'avait pas réuni les milices, ni assemblé les gardes urbaines. Voici pourquoi le général Junot ne trouva pas un seul homme armé pour s'opposer à son passage.

Le général Junot, qui avait si heureusement traversé les montagnes, oubliant vraisemblablement tout ce qu'il a dû se reprocher à Sobreira, n'avait garde de changer de conduite à Abrantès, ni de se donner des soins pour réunir son armée et ne plus l'exposer aux mêmes dangers. Tout au contraire; aussitôt qu'il put réunir quelques simulacres de bataillons, il marcha en avant, et se porta sur le Zezere. Le passage de cette rivière est fort difficile, et on peut facilement l'empêcher; mais il n'y avait personne pour le défendre. Toutes les troupes marchaient sur les côtes, comme nous venons de le dire; aussi, malgré l'impétuosité du courant, grossi prodigieusement, les Français ont pu profiter des bacs et des bateaux qu'ils ont trouvés, et effectuer le passage de cette rivière, l'une des barrières qui couvrent la capitale. L'auteur, toujours habile à saisir les occa-

sions qui se présentent pour faire valoir le mérite de la difficulté vaincue, s'exprime ainsi : « En » voyant les redoutes et les batteries dont la » rive droite du Zezere est encore garnie, *nous* » *convînmes* que si les Portugais avaient placé » sur ce point 3,000 hommes, nous n'y eussions » pas passé. » *Nous convînmes* est délicieux.

C'est sur les bords mêmes du Zezere que M. Barreto, arrivant de Lisbonne, eut une conférence avec le général en chef. Effectivement cela fut ainsi ; mais il fallait ajouter que ce particulier n'avait été envoyé près du général, que parce qu'on croyait encore à Lisbonne que l'armée n'avait pas dépassé Alcantara. D'ailleurs, il est très-facile à reconnaître que la mission de M. Barreto n'était que pour amuser ce général et gagner du temps, afin que le départ de la cour eût lieu, ce qui arriva au grand regret de Bonaparte, qui a toujours reproché à Junot les trois jours perdus à Abrantès ; ainsi, tout ce qu'on suppose avoir été dit par ce négociateur, plus entendu dans les opérations du commerce que dans les affaires politiques, prouverait plutôt son embarras que sa finesse, en lui faisant tenir le langage que l'auteur lui prête. Quoi qu'il en soit, ce n'était pas à un général français à l'accuser au moment que le général en chef poussa la dissimulation

jusqu'à charger M. Barreto d'engager le prince régent à l'attendre, probablement pour être l'exécuteur du fameux décret du 11 novembre.

L'auteur enrichit dans cette occasion l'histoire d'un fait ignoré de tout le monde. Il prétend qu'il y avait à Tomar un corps de troupes portugaises, dont le général, sur la représentation qu'il lui fit faire par un aide de camp que la mission de Junot était étroitement unie aux intérêts du Portugal, se détermina non-seulement à quitter Tomar, mais à se rendre sur les côtes, pour les défendre au besoin contre les Anglais eux-mêmes. Qui est ce général si docile? Quel est ce corps de troupes, dont personne n'a jamais entendu parler? Mais si la chose était vraie, combien est admirable la bonne foi que l'auteur prête à Junot!

A peine l'avant-garde avait-elle passé le Zezere, que Junot, désirant par-dessus tout ne pas manquer le prince régent, se mit en mouvement avec la même imprévoyance qu'auparavant; il en craignait moins les suites, ayant devant lui un pays cultivé, riche, peuplé et abondant de tout. L'armée française, dont plusieurs corps n'étaient pas encore arrivés à Abrantès, et qui tous avaient laissé un monde énorme en arrière, formait une file interminable depuis Alcantara jusqu'à la tête de la co-

lonne, de manière qu'elle courut constamment le risque d'être anéantie, non-seulement en traversant les positions de la Beira-Baxa, mais à tout moment le long de la route jusqu'à Lisbonne. Ce danger ne cessa pas même alors ; il continua pour l'armée toute la première quinzaine qui suivit l'entrée du général en chef dans la capitale. L'armée était complétement désorganisée et éparpillée par pelotons, par bandes, par hommes isolés, dont plusieurs s'étaient casés et vivaient de maraude, sans se soucier de rejoindre ; d'autres allaient clopin-clopant, cheminant comme ils pouvaient et autant qu'ils voulaient : voici le spectacle qu'elle offrait. Qu'alors une seule voix s'élevât, l'armée disparaissait. En effet, des groupes de dix à douze hommes, armés de fusils, se laissaient désarmer par deux ou trois paysans, armés de bâtons; les riverains du Haut-Tage, connus sous la dénomination de *Campinos de Riba-Tejo*, en assommèrent un bon nombre; et, sans les mesures de surveillance prises par les autorités locales, il y aurait eu bientôt un si grand nombre de victimes, qu'il eût suffi de lâcher la main à à ces pasteurs indomptables pour détruire une bonne partie de l'armée, qui, comme une fourmilière, filait le long du Tage.

Ainsi donc, sans aucune opposition de la

part des hommes, les seules difficultés de la nature et de la saison désorganisèrent encore une seconde fois l'armée à tel point, que le général n'arriva à Sacavem qu'avec une centaine d'hommes; il y passa la nuit dans des transes mortelles, n'ayant aucune nouvelle de ses troupes, même de celles qui avaient passé le Zezere. Il avait eu cependant la certitude de l'embarquement et du départ du prince régent et de la famille royale; car une députation de la régence que le prince avait nommée pour gouverner le royaume pendant son absence, l'avait invité à entrer en ville.

Quelques hommes des meilleurs marcheurs étant arrivés dans la nuit, et le général, ne pouvant pas différer plus long-temps son entrée sans décéler sa faiblesse, se décida à l'effectuer dans la matinée. Il n'était pas question de cavalerie depuis long-temps : on n'en savait plus de nouvelles. L'armée d'occupation fut donc composée de huit ou neuf cents hommes d'infanterie française qu'on put réunir, et d'une trentaine de cavaliers portugais qui se trouvaient de service à Sacavem. C'est à la tête de ce corps formidable que le géneral Junot acheva sa *conquête*, en entrant dans la capitale du royaume. Ces fiers vainqueurs, quoiqu'ils se fussent gorgés de nourriture et de boisson à

Sacavem, étaient si exténués qu'ils ne purent marcher en ordre, même au son de la caisse, les deux petites lieues de Sacavem à Lisbonne; une partie restait en arrière et n'entrait qu'isolément dans cette ville immense. Là, ils furent accueillis avec intérêt et compassion par les habitans du faubourg d'Arroyos que le cortége eut à traverser. Placés à leurs portes et mus de compassion, ils cherchaient à rappeler à la vie, par des bouillons et des restaurans, ces malheureux spectres de militaires, qui ressemblaient plutôt à des mendians qu'à des soldats.

C'est ainsi que s'effectua l'entrée triomphale du général Junot à Lisbonne, qui, au lieu de se contenter de marcher droit à son logement, fit de grands détours, en allant jusqu'à l'extrémité opposée de la ville, pour revenir au centre où était situé l'hôtel de M. Quintela, où il descendit, afin que chacun sût à qui il aurait affaire. Cette position ne s'améliora guère les premiers quinze jours, pendant lesquels l'armée française, n'ayant pas de moyens de résistance à elle, exista dans l'incertitude de sa destruction, sort qu'elle ne pouvait éviter, si les Portugais, malgré le caractère de duplicité dont l'auteur les gratifie, ne l'avait pas reçue avec la bonne foi d'une nation loyale et soumise aux ordres de son souverain.

Nous avons écrit à dessein le mot *conquête*; puisque l'auteur s'en est servi, et nous laissons aux lecteurs, à la conscience de tous les individus de l'armée et à celle de M. le général Thiébaut lui-même, d'apprécier la justesse de cette expression, relativement à l'expédition qui nous occupe. C'est insulter au bon sens du lecteur le plus distrait, d'avancer qu'avec son escorte telle que nous venons de la décrire, le général Junot se soit *emparé de la capitale, de l'armée, du royaume*. La *ville*, non-seulement a ouvert ses portes, mais le général Junot fut invité à y entrer; *l'armée portugaise* qui se trouvait à Lisbonne ne consistait que dans la garnison ordinaire de cette ville, consignée ce jour-là dans les casernes, de peur que la juste indignation du soldat n'éclatât. Le *royaume* ignorait ce qui se passait dans la capitale et était dans la consternation, ne sachant quel parti la cour prendrait, craignant tout pour elle, et dans l'attente des ordres du gouvernement qui n'arrivaient point, tandis que deux corps espagnols étaient sur le point d'entrer ou entraient déjà dans le royaume pour seconder l'armée française réunie à un autre corps espagnol. L'auteur a jugé à propos d'indiquer seulement le plan de ces attaques simultanées de trois armées contre un pays qui n'opposait pas de ré-

sistance, sans faire remarquer la coïncidence réelle de ces opérations, afin de faire rejaillir toute la gloire pour ne pas dire toute la honte du succès sur l'armée française. Pour le coup, malgré toutes les protestations d'impartialité que fait l'auteur, on peut dire qu'il ne voit pas *d'imperfection dans la prospérité.*

Le général en chef était de sa personne à Lisbonne avec une poignée de monde hors d'état de combattre et insuffisante pour occuper militairement cette ville immense ; il se trouvait par conséquent à la merci de sa population, car il n'avait pas même des nouvelles de sa première division. D'après cette situation, qu'on juge si cet événement doit être qualifié du titre d'expédition, et si c'est à tort que nous l'avons désigné sous celui d'*escamotage politique.*

Il est impossible de relever tout ce qu'il y a d'inexact et de faux dans la première partie de l'ouvrage, qui, s'il ne peut être considéré que comme un roman relativement à la partie historique, devient un libelle calomnieux, quand l'auteur prétend rendre compte de l'état de la nation et des causes qui ont influé sur le départ du prince régent de Portugal pour le Brésil; événement dont il est question chap. 5, p. 66, et dont il renvoie les développemens à la note historique sous le n° 5 des pièces justifi-

catives. On ne sait de quoi on doit plus s'étonner, si c'est de voir un lieutenant général des armées du roi de France parler avec tant d'irrévérence d'un souverain parent et allié des Bourbons, ou du peu de critique avec lequel il accueille des fables grossières et des bruits ridicules sur une matière aussi grave.

Et d'abord le comte de Villa-Verde, qui est peint dans cette note comme l'auteur de tous les maux du Portugal, entra au ministère à une époque extrêmement fâcheuse, celle des menaces d'une invasion des Français. Il est de fait que Bonaparte n'était pas alors en mesure de les mettre à exécution; cependant, pour éloigner une lutte aussi inégale que serait celle du Portugal contre la France, on jugea convenable de faire des sacrifices pécuniaires, afin de conserver la neutralité. Cette espèce de contribution, payée à des époques réglées, était trop forte pour que le gouvernement pût y suffire et faire face aux dépenses courantes de l'armée, de la marine et des autres branches de l'administration de l'état. D'un autre côté, comme il était à prévoir qu'il arriverait au Portugal avec Bonaparte, ce qui était arrivé à l'empire romain avec les barbares, et à la France avec les Normands, c'est-à-dire, que plus on lui donnerait d'argent, plus il en exigerait, on ne

pouvait pas se dispenser de conserver sur pied une armée que probablement on aurait besoin d'employer plus tard. Ces mesures, en même temps qu'elles étaient urgentes, devenaient plus onéreuses au trésor, qui, depuis 1796, avait été forcé de recourir à la ressource d'introduire le papier-monnaie pour faire face au déficit des revenus causé par les pertes immenses du commerce, ainsi qu'aux dépenses des armemens de 1797 et de 1801 et aux contributions payées à la France. Le résultat fut un arrérage dans tous les départemens, sans que la masse du papier circulant fût augmentée, comme il plaît à l'auteur de le dire; car, s'il eût pris la peine de puiser des renseignemens auprès de personnes sages et instruites, il aurait appris qu'une caisse d'amortissement existait depuis des années, que l'émission du papier n'avait plus lieu, et que sa dépréciation était plutôt l'effet de la guerre imminente que de la masse du même papier, dont la circulation n'était connue qu'à Lisbonne et à Porto. Il aurait appris aussi que la vénalité des charges n'était pas même ce qu'elle a été en France sous le nom de *charges de finance*, et qui, depuis la révolution, passe sous celui de cautionnement avec un intérêt annuel. A l'égard du tour de bâton pratiqué par les agens subalternes de l'administration, s'il y en avait, le général de-

vait au moins avouer qu'il était moindre qu'en France, où tant de généraux et d'administrateurs ont amassé par ce moyen des fortunes colossales, et que le ministre portugais qu'il accuse de malversation, en était bien loin, par une élévation d'âme égale à sa haute naissance, et par une générosité si fastueuse, qu'il est décédé insolvable.

Jamais souverain ne fut d'un accès plus facile que le prince régent de Portugal. Le moindre individu de la basse classe du peuple pouvait lui parler chaque jour, sans compter les jours d'audience publique, où tout le monde était indistinctement admis à l'audience de S. A. R., qui avait l'extrême bonté de laisser parler aussi longuement qu'on le désirait, et d'écouter avec attention les plaintes et les pétitions qu'on lui adressait, et cela aussi-bien à Lisbonne qu'à Queluz, Villaviçosa et ailleurs. Il était même plus facile d'approcher S. A. R. pendant les voyages; ainsi le comte de Villa-Verde aurait manqué son but, s'il avait influé sur le voyage de Villaviçosa pour éloigner ceux qui pourraient faire connaître la vérité au prince régent. Personne n'ignore le véritable motif de ce voyage que la cour faisait souvent, quoique les époques n'en fussent pas régulièrement fixées. Le motif ne fut autre que celui de procurer de

la distraction à la mélancolie dans laquelle S. A. R. était tombée par suite d'une maladie de nerfs, qui dura assez long-temps pour alarmer ses fidèles sujets. De là vint aussi l'interruption de l'amusement de la chasse et du peu de régularité des audiences à laquelle le prince régent n'avait jamais manqué précédemment. Ce sont là les effets constans chez tous les individus attaqués de cette cruelle et indéfinissable maladie, dont la médecine ignore les causes, et que l'on peut ici, avec toute vraisemblance, attribuer à la sollicitude du prince pour son peuple, aux embarras extérieurs suscités par l'insatiable ambition de la France, et à la crainte trop fondée des désastres que préparait l'avenir.

Il n'y a eu rien d'extraordinaire dans la conservation des mêmes officiers de la maison royale près des princes, et l'on ne doit pas s'étonner qu'ils n'alternassent pas avec leurs collègues pendant le dernier voyage de Mafra. L'usage de la cour était que les gentilshommes de la chambre, pendant le séjour de la famille royale à Ajuda et postérieurement à Queluz, fissent le service par semaine ; mais, pendant les voyages, c'étaient toujours les mêmes officiers. Le voyage de Mafra s'étant prolongé, on suivit l'usage, et l'on garda les mêmes officiers.

Tout ce que l'auteur avance sur M. Lobato est tellement faux et tronqué, qu'on ne peut pas se reconnaître dans la confusion et des noms et des choses, et d'un récit dont les assertions vont jusqu'à la calomnie. D'abord, c'est mal désigner l'emploi de M. Lobato que de traduire le mot *guardaroupa* par valet de chambre. *Guardaroupa* est une charge usitée en Portugal, intermédiaire entre le gentilhomme de la chambre et le valet de chambre, et qui équivaut en France à la charge de chambellan ; c'est le *creado particular* qu'on doit traduire par valet de chambre.

M. Lobato est un bon gentilhomme, issu d'une famille qui a exercé la charge de chambellan depuis long-temps près les rois très-fidèles; il fut placé près du prince régent aujourd'hui roi, et il n'est pas étonnant que ce souverain honorât particulièrement un serviteur placé près de sa personne depuis l'enfance. Sur tout le reste, l'auteur entasse fausseté sur fausseté.

Il est faux que M. Lobato ait été placé à la tête du pouvoir après la mort du comte de Villa-Verde, jamais il ne fut employé dans les affaires. Le comte, qui était ministre et secrétaire d'état de l'interieur, ne fut pas remplacé; mais ce sont MM. d'Aranjo, comte de

la Barca, ministre de la guerre, et le vicomte d'Anadia, ministre de la marine, qui ont eu le portefeuille par intérim, et l'ont conservé jusqu'au départ du prince régent pour le Brésil, où ils ont suivi S. A. R. Ainsi donc M. Lobato ne pouvait pas faire toutes les belles choses dont on l'accuse si gratuitement : il ne doit pas être médiocrement surpris, quoiqu'il n'ait jamais eu d'autre charge que celle de chambellan, charge qu'il exerce encore près du roi, d'avoir été en Europe sans s'en douter, à la tête du pouvoir près le prince régent; d'avoir réalisé un capital énorme pour S. A. R., en ajournant le payement des créances les plus légitimes, des rentes et des pensions; en retardant la solde des troupes; en s'assurant de ce qui se trouvait dans toutes les caisses, et en ajoutant encore à la masse du papier-monnaie, qu'il échangea, autant qu'il le put, contre du numéraire; et, pour masquer le but de tant d'opérations odieuses et affecter la plus grande sécurité, d'avoir imaginé un moyen infaillible de cacher son jeu, celui d'employer tous les ouvriers de l'arsenal à construire, pour l'église de Mafra, douze orgues de la plus grande richesse. Mais que M. Lobato ne se croie pas encore quitte; l'auteur ne le lâche qu'après l'avoir mis à mort en 1807, à son insu et à

celui de tout le monde, puisqu'encore aujourd'hui, plein de vie à *Rio-de-Janeiro*, il peut dire à l'auteur.

Les gens que vous tuez se portent tous fort bien.

L'auteur ne s'arrête pas en si beau chemin; il veut expliquer aussi la cause de cette prétendue mort subite, en faisant M. Lobato l'auteur de l'enquête qui eut lieu alors, concernant quelques intrigues de cour, relatives à la résolution apparente, dit-il, qu'on annonça, d'après laquelle, vu l'état de mort civile dans lequel se trouvait la reine, le régent allait se faire couronner; mesure contre laquelle un grand nombre des principaux membres de la noblesse se serait prononcé, et ce qui aurait motivé l'arrestation de plusieurs personnes marquantes, qui furent exilées dans leurs terres ou même envoyées dans les Indes.

On ne conçoit pas comment il a pu se trouver à Lisbonne, même parmi les gens du plus bas étage, quelqu'un qui ait fourni à l'auteur des renseignemens d'une fausseté aussi révoltante. L'auteur de l'enquête ne fut pas M. Lobato qui, simple chambellan, n'avait qu'y faire, mais M. Joseph Anastasio, magistrat adjoint au lieutenant général de police qui suivait la cour dans les voyages pour remplacer son chef, lequel restait toujours à Lisbonne. Il s'agissait de toute autre chose

que de s'opposer au prétendu couronnement du prince, du vivant de la reine. Nous regrettons de ne pas pouvoir encore en communiquer au public le véritable motif par respect pour le roi, qui a voulu assoupir cette malheureuse affaire; l'histoire le publiera un jour comme le trait le plus magnanime d'un souverain et le plus fait pour être recommandé à l'admiration du monde entier. Il suffira de dire, pour inspirer ce sentiment et celui du plus respectueux amour pour le cœur magnanime de Jean VI, qu'outragé comme individu et comme souverain, S. A. R. pardonna tout; car c'est réellement pardonner que de se borner en matière aussi grave d'éloigner de sa présence les coupables : ce fut là tout le châtiment que S. A. R. leur infligea. Ceux qui étaient revêtus d'emplois dans les provinces eurent ordre de s'y rendre pour les exercer; on donna des commissions à d'autres, et celui qui partit pour les Indes-Orientales fut chargé du commandement général de cette partie précieuse des colonies portugaises en Asie. L'histoire ne fournit pas un exemple d'une pareille grandeur d'âme.

Si la politique de l'Angleterre lui a fait demander le départ du jeune prince héréditaire pour le Brésil, cette proposition s'accordait avec les intérêts de la couronne et de la famille royale, et était même indispensable dans l'hy-

pothèse que le prince régent eût pris le parti d'attendre les Français.

Le prince régent, pour conserver la paix, acquiesça à tout ce que la France et l'Espagne lui proposèrent; aucun sacrifice possible ne fut omis ou éludé: l'unique chose à laquelle S. A.R. ne put ni ne dut descendre, ce que le gouvernement français avait à cœur, plus que toute autre chose, ce fut la spoliation, déguisée sous le nom de séquestre, des propriétés des sujets anglais, qui les avaient acquises légitimement par leur commerce et leur industrie. Ç'aurait été un vol manifeste, qui devait répugner au cœur du prince; d'ailleurs quel droit avait S. A. R. de dépouiller des particuliers de leurs biens? Ce droit n'est connu qu'en Afrique, et ne le fut en Europe que depuis la révolution française; espérons que le retour aux principes l'en bannira pour toujours. Ce n'est pas un des moindres titres du souverain de Portugal à l'immortalité: pressé par les plus grands dangers, qui menaçaient de toutes parts sa couronne, il transigea avec tout, excepté avec la justice et la bonne foi.

L'Angleterre répondit à cette belle action du prince; elle consentit à tous les sacrifices, même à sa propre exclusion des ports du Portugal, pour sauver ce royaume de l'invasion :

le prince régent, tout en prenant ce parti, le plus désastreux pour les intérêts de sa couronne et forcé par les circonstances, n'avait aucun motif de plainte contre la Grande-Bretagne, son ancienne alliée ; il était donc tout simple que S. A. R. continuât à recevoir les hommages de lord Strangford comme particulier.

Si l'on a désiré plus de modération daus la manière d'énoncer sa noble opinion chez D. Rodrigo de Souza, comte de Linharès, le prince régent fut loin d'improuver l'élan de la vertu antique de ce conseiller d'état, qui a soutenu avec véhémence qu'il était de l'honneur de la nation portugaise de se défendre. Cet avis, s'il avait été suivi, d'après la relation même du général Thiébaut, aurait alors sauvé le royaume : s'il ne le fut pas, c'est que la certitude postérieurement acquise de la coopération de toutes les forces de la monarchie espagnole à la même entreprise, dérouta tous les calculs. On avait l'espoir bien fondé de rendre vaine la première tentative de l'ennemi, mais comment exposer coup sur coup ce Royaume aux armes de la France et de l'Espagne réunies? Cependant le prince a conservé jusqu'à la dernière extrémité l'espoir de détourner le coup fatal, ne pouvant pas se persuader que son beau-père voulût se lier sincèrement avec Bonaparte pour détrôner sa fille :

tout porte donc à croire que, comme le conjecture le général Thiébaut, l'armée française aurait encore rencontré le prince régent à Lisbonne, sans le Moniteur que lui remit l'ambassadeur anglais et qui renfermait le décret d'après lequel la maison de Bragance cessait de régner.

On ne pourrait trop remarquer comment la Providence se plaît à confondre, au gré de ses décrets impénétrables, les combinaisons de la vaine prudence des hommes. Bonaparte, comptant sur la marche rapide du général Junot, et ignorant qu'il eût été forcé de s'arrêter à Alcantara et à Abrantès, et de mettre plus de jours dans sa marche qu'il n'avait calculé, avait publié ce fameux décret dans le Moniteur du 11 novembre, persuadé qu'on n'en pourrait avoir connaissance à Lisbonne qu'après l'entrée de son armée dans cette ville. Ce décret parvint de suite à Londres, où le comte de Funchal, ambassadeur de Portugal, tout en craignant que ses dépêches ne pussent parvenir au prince régent qu'après l'entrée des Français dans la capitale, pour ne rien négliger dans une matière si importante, de laquelle dépendait le salut de la famille royale, dépêcha un courrier au prince pour lui donner connaissance du Moniteur. Par la même occasion, le minis-

tère britannique donna des ordres à sir Sidney Smith, qui croisait devant l'embouchure du Tage, d'escorter la famille royale, si elle sortait du Portugal, jusqu'à sa destination. Par un hasard très-rare et qui parut miraculeux, le courrier arriva en quatre jours assez à temps pour sauver le prince régent et son auguste famille du sort qu'on leur préparait. Le service rendu alors par l'ambassadeur portugais est inappréciable.

Le prince, qui avait le bonheur de régner sur le peuple le plus fidèle de l'Europe et le plus attaché à ses maîtres, n'envisageait qu'avec la peine la plus douloureuse la possibilité de s'en séparer; il ne céda qu'à la certitude acquise que les Français en voulaient à sa personne royale; et, puisqu'il était alors tardif de vouloir s'opposer à l'ennemi, qui n'était plus qu'à quelques lieues de la capitale, il fallut se résoudre à mettre à l'abri la famille royale et déjouer les projets de Bonaparte, en se transportant dans les provinces d'outre-mer, et en ajournant à une époque plus heureuse la restauration des états d'Europe, époque que la nation anglaise ne cessa de prévoir, qu'elle provoqua et obtint par la force et la politique. En attendant, le départ de la famille royale du Portugal pour les régions au-delà de la ligne

équinoxiale, fut le premier échec qu'éprouva cet homme extraordinaire, qui, jusque-là, semblait commander les événemens et être supérieur à la fortune, et en amena bientôt d'autres qui finirent par culbuter l'empire le plus vaste qu'on ait encore vu.

Un embarquement, dont on n'avait prévu que la possibilité, qu'on s'était flatté de pouvoir éviter et qu'il fallait exécuter promptement, se fit avec la confusion et le désordre qui en sont inséparables. On ignorait encore en Portugal la science de faire déménager une ville en vingt-quatre heures. Le prince régent connaissait trop l'amour qui attachait ses peuples à son auguste personne, pour croire qu'il eût besoin d'une garde dans ce moment signalé par le deuil universel et de ceux qui partaient et de ceux qui restaient. S. A. R. et toute la famille royale arrivèrent au quai de Belem sans autre escorte que celle du respect général. Le peuple vit ce triste embarquement dans le silence de la vénération pour ses souverains, et dans une telle affliction, qu'elle ressemblait à la stupeur; cette affliction profonde n'était interrompue que par des pleurs et des gémissemens. Chacun enviait le sort de ceux qui avaient le bonheur de suivre cette auguste et bienfaisante famille : tous auraient voulu partir. Ces sentimens partaient du

cœur : le calcul et l'ambition n'y avaient plus de part. C'est ainsi que la famille royale quitta son pays natal, où ses ancêtres régnaient depuis sept siècles. Cet événement, qui rendait Bonaparte ostensiblement triomphant, ne lui permit pas de soupçonner qu'il recevait par là une blessure mortelle, à laquelle il ne tarderait pas à succomber.

Le peuple, revenu de sa stupeur, se livra aux sentimens du désespoir; c'est à tort que l'auteur attribue cette disposition des esprits à la malveillance. On n'était tenu à rien envers les Français; ainsi il ne pouvait pas y avoir de malveillance : ce sentiment suppose l'existence de liens réciproques. On leur témoignait l'indignation et la haine auxquelles uniquement ils s'étaient acquis des droits incontestables, et qu'ils n'ont fait que mériter de plus en plus par la suite. Les membres de la régence étaient animés de ces sentimens comme le reste des habitans; mais, chargés expressément par le prince d'éviter toute effusion de sang, ils eurent la force d'âme de les assoupir au fond de leurs cœurs, et la fermeté de les comprimer dans les autres. Dans cette transition extraordinaire, la force n'était rien; l'opinion était tout, et ce fut encore un bienfait de S. A. R. de confier en partant son autorité à des hommes

qui jouissaient de la plus haute considération de la nation. Ce bienfait, qu'il accordait à ses peuples, assura le salut des Français. Sans le respect que le peuple portait personnellement aux membres de la régence, il se serait sacrifié en masse pour entraîner les Français dans sa ruine.

C'est encore à tort qu'on se servirait du mot *abandonner* pour exprimer le départ du prince régent pour le Brésil. Quelle étrange confusion dans les idées et le langage depuis la révolution ! Quelle loi assujettit un souverain à résider dans un pays, dans une ville, plutôt que dans une autre de ses états? C'est en se retirant, comme les Parthes devant les Romains, que le prince a conservé la monarchie portugaise.

Il est impossible de relever toutes les erreurs qui échappent à l'auteur dans la première partie de son ouvrage, sans écrire un volume pour le moins aussi gros que l'ouvrage même. Nous nous bornerons aux traits les plus saillans.

Ce n'est pas au comte de Novion, commandant la garde de police de Lisbonne qui est la troupe du guet de la ville, qu'est due la tranquillité de la capitale dans cette circonstance ; mais à la régence, comme nous venons de le dire tout à l'heure. Si ce commandant, immédiatement après l'entrée du général Junot, con-

sulta plutôt les désirs de ce général que les ordres de ses supérieurs légitimes, je pense qu'il doit être très-peu flatté de cette révélation, qui porterait à confirmer le bruit qui s'est alors accrédité, qu'il avait poussé l'ingratitude envers le prince régent, qui l'avait comblé de bienfaits, et l'oubli de ses devoirs, jusqu'à faire imprimer la proclamation du général Junot en cachette, le prince étant encore à Lisbonne. C'est encore moins à lui qu'est dû l'établissement de cette garde de police qui mit fin aux vols et aux assassinats qui auparavant se commettaient fréquemment, dans les rues de la capitale, en grande partie par les nombreux matelots qui en fréquentaient le port : c'est à M. D. Rodrigo de Souza, comte de Linharès que l'on doit cet établissement, ainsi que les règlemens relatifs à son service. Ce ministre d'état joignait à un grand talent et à un amour ardent pour son pays, de vastes connaissances et une lecture immense; si l'on a pu lui faire un reproche fondé, c'est d'avoir une trop grande facilité d'écrire et de vouloir faire le bien trop vite, mais jamais celui de s'approprier les idées d'autrui. Ce ministre a su démêler l'aptitude de M. de Novion pour ce genre de service, par la fermeté avec laquelle celui-ci assujettit à un certain ordre les cochers de fiacres de

Lisbonne attachés aux équipages de l'armée en 1801. Cet officier français émigré, et qui avait été accueilli à la suite de M. le marquis de la Rosière en Portugal, ne fut employé que plusieurs années après son arrivée dans le pays ; et il est vrai de dire qu'il s'acquitta avec zèle, fermeté et intelligence de ses devoirs, et répondit parfaitement à la confiance du ministre.

Avant de terminer l'article de la police, il est à propos de parler de l'homme que le gouvernement français mit alors à la tête de ce ministère. L'auteur prétend que le Portugal a joui, pour la première fois, d'une bonne police sous le ministère de M. de la Garde; et, à l'instar de quelques voyageurs qui ont été incommodés par les aboiemens des chiens et par la boue en hiver, il ressasse, non sans renchérir sur leurs exagérations, ces contes absurdes que les Portugais, comme les Maures d'Égypte, vénèrent les chiens avec une espèce de culte superstitieux, qu'ils les chérissent tendrement, et sont gens à assassiner ceux qui voudraient les détruire; enfin, pour compléter le tableau, puisque l'hyperbole ne lui coûte rien, il ajoute que des tas de boue et de décombres sont entassés depuis le tremblement de terre de 1755 dans les rues de Libonne, et qu'à travers ces

monceaux les habitans ont été obligés de se frayer des sentiers pour le passage.

On aperçoit dans les choses les plus communes la rancune de l'auteur contre une nation qui n'a pas eu l'esprit de goûter les bienfaits de la protection impériale, et qui, se réveillant pour venger les outrages faits à sa dignité par les agens de ce gouvernement, non contente d'expulser les Français de leur sein, ne posa les armes qu'après avoir arboré ses drapeaux à Bordeaux et les avoir montrés triomphans dans les plaines du Languedoc, et contribué puissamment à la restauration du trône des Bourbons. Accordons cependant à l'auteur la justesse de ses reproches, concernant un objet aussi grave et aussi important que celui des chiens sans maîtres (*caens pobres*, comme on les nomme dans le pays), puisque les Portugais avouent qu'ils n'ont rien appris en police de M. de la Garde que la mesure d'accorder la peau du chien à celui qui détruirait cet animal; mais il est impossible de lui passer ce qu'il ajoute à l'égard des tas de décombres et d'ordures amoncelées, selon lui, depuis un demi-siècle, ce qui rendrait le passage par la voie publique dans la capitale pour le moins aussi pénible que celui des montagnes de Beira, dont

l'auteur paraît avoir l'imagination frappée au point d'appliquer à une ville ce qui appartient à ces affreuses cordilières. Le fait est que bon nombre de voitures et de brigades de mulets ont été de tout temps organisées à Lisbonne, et employées journellement à enlever les boues; ce service pourrait se faire, il est vrai, avec plus de régularité; mais sans compter que dans la vieille ville les rues étroites rendent ce service fort difficile, le local de la ville bâtie sur sept collines en augmente la difficulté. Il en arrive de même qu'à Paris, où la boue et l'humidité séjournent éternellement dans plusieurs rues du quartier Saint-Denis et autres, qui ne sont jamais sèches ni propres, même en été, quelle que soit la température qui règne.

Au reste, que Dieu préserve le Portugal de la bonne police française que M. de la Garde était tenu d'organiser, puisqu'il est évident que, dans sa position, il devait le faire dans l'intérêt de l'armée française, et non dans l'intérêt des Portugais. L'effet d'ailleurs, même en ne considérant que ce qu'il était important au général en chef de savoir, a été bien peu de chose. L'auteur avoue, dans plusieurs passages de son ouvrage, que les Français n'ont jamais pu savoir ce qui se passait dans les provinces; ils ne l'ont pas même su de leurs propres troupes, pour

peu qu'elles s'éloignassent de la capitale : ils ont également ignoré ce qui se passait à Lisbonne, non à cause du caractère de dissimulation dont l'auteur gratifie la nation portugaise, puisque le peuple montrait ouvertement son aversion pour les Français, et couvrait chaque jour d'immondices les proclamations du général en chef, même à la porte de son hôtel, lorsqu'à peine elles étaient affichées, mais parce que les Français n'ont jamais pu réussir à former des liaisons avec les familles nobles et honnêtes; chacun ne voyait que ses hôtes. Les personnes mêmes qui avaient accepté des places près des autorités françaises, ne les voyaient que pour les affaires. Les gens de la cour qui avaient fréquenté la maison du général Junot, quand il avait été ambassadeur, le délaissèrent quand il se présenta à la tête d'une armée. C'était bien pis dans la bourgeoisie, qui avait les Français en horreur. Que pouvait faire M. de la Garde, dans de telles circonstances, malgré tout le liant de son caractère, son esprit et sa dextérité ? Rester constamment dans l'ignorance de tout ce qui se passait.

Les hôpitaux militaires avaient été depuis bien long-temps l'objet de la plus constante sollicitude du gouvernement du prince régent, sous les ministères du vicomte de Balsemaô, du duc

de Lafoes, du comte de Galvéas et de M. d'Araujo, comte de la Barca. Les médecins célèbres Oliveira et Abrantès en avaient eu successivement la direction, et leur avaient donné tout le degré possible de perfectionnement; il y régnait un véritable luxe dans tout ce qui peut contribuer au bien-être et au soulagement du militaire malade. M. Maillard, médecin en chef de l'armée française, en a rendu ce témoignage : il n'y a rien innové ni changé. N'importe, c'est à lui et au chirurgien en chef français que l'auteur en départit la gloire qu'ils sont loin de réclamer.

On en pourrait dire autant de l'arsenal royal de terre, qui était en même temps fonderie, où travaillaient constammeut quatre à cinq mille ouvriers de tous les métiers analogues à tout ce qui tient au matériel de l'armée. M. le général Taviel, connaisseur exercé dans une partie qui est la sienne, renommé comme un des officiers-généraux les plus distingués de l'artillerie, en a fait de justes éloges. M. le général Thiébaut n'est pas du même avis; il en fait à ce général un honneur dont il ne veut point, et dont il n'a pas besoin, parce que le véritable mérite dédaigne la gloire usurpée sur de faux titres. Ici cependant, l'auteur a l'extrême bonté d'accorder aux Portugais le mérite

d'être de bons imitateurs. Grâces lui soient rendues !

On serait tenté de croire que c'est une mauvaise plaisanterie de la part de l'auteur, d'insinuer que le capitaine de vaisseau Magendi a pu enseigner quelque chose en marine chez une nation qui a découvert la route des Indes, en doublant le cap de Bonne-Espérance ; qui a fait retentir le globe de sa renommée, en faisant des établissemens dans les régions de l'Afrique, de l'Asie, et de l'Amérique, et qui fermait par ses croisières le passage de l'Océan à ces mêmes corsaires barbaresques, qui maintenant se montrent jusque dans la Manche. L'auteur prétendra peut-être qu'il n'entend parler que des connaissanees de M. Magendi en administration. Je ne relèverai pas cette assertion, bien sûr que l'auteur approuvera ma discrétion.

Il est par trop singulier, pour ne pas qualifier autrement ce que l'auteur articule presque comme un grief contre le prince régent, que S. A R. s'étant embarquée pour le Brésil, et les ministres l'ayant suivi, on restât par cette cause long-temps dans l'embarras, et que l'on éprouvât des peines infinies pour classer les papiers et les documens dans les ministères, afin de pouvoir se retrouver, ce qui fit perdre

un temps précieux à M. le chef d'état major, à M. Luyt et à d'autres. Il faut convenir que ce fut bien mal avisé à S. A. R. de ne pas rester quelques jours de plus à l'ancre dans le Tage, afin de donner aux Français tous les renseignemens dont ils avaient besoin pour rendre le bonheur à son peuple, puisqu'ils venaient de si loin pour en prendre la peine; mais on ne s'avise jamais de tout.

L'usurpation du pouvoir suprême, au nom de Bonaparte, mise à exécution par le général Junot, est motivée par l'auteur sur des fondemens aussi frivoles que le reste. Il ne s'était passé aucun fait d'où l'on pût conjecturer que la régence cherchât à entraver le moins du monde les mesures nécessaires à la conservation, à la sûreté et au bien-être de l'armée; au contraire, il est de notoriété publique que les autorités portugaises, en obéissance aux ordres suprêmes du prince régent, s'étaient résignées à aller au-devant non-seulement de ses besoins, mais des désirs du général. Aussi celui-ci, qui n'eut pas l'apparence d'un prétexte à alléguer pour colorer cet acte de véritable trahison, n'en allégua point d'autre que la volonté de son maître. S'il a différé d'un mois et demi de s'emparer de toute autorité, c'est que, se sentant sans armée, car elle était

disséminée depuis Ceudad-Rodrigo jusqu'à Lisbonne, ignorant si elle existait encòre ou si elle avait péri par la faim, par la misère ou par le fer de la vengence populaire, il n'osa frapper un coup qui entraînait nécessairement la disparition des armoiries et de l'étendard royal, jusqu'à ce qu'il eût réuni près de lui quelques forces, désorganisé par le licenciement l'armée portugaise, et donné le temps aux Espagnols de s'établir dans les provinces de Minho et de Porto d'un côté, et de l'Alemtejo de l'autre, craignant non l'opposition de la régence, mais l'indignation du peuple. Ce qui prouve sans réplique que l'intention de Bonaparte fut toujours d'usurper le pouvoir souverain en Portugal, c'est, outre le décret inséré dans le Moniteur du 11 novembre 1807, par lequel la maison de Bragance cessait de régner, le fameux décret de Milan, postérieur à cette usurpation et tiré de la jurisprudence des Normands du neuvième siècle, qui imposait cent millions de contribution de guerre au Portugal *pour rachat de toute propriété*. L'auteur n'émet pas son opinion sur ce dernier décret; mais, comme il se sert du mot *conquête*, en parlant de cette occupation du Portugal, on doit penser qu'il est loin de l'improuver. Il

faut bien que cela soit ainsi, pour laisser à son écrit *les couleurs des temps* dont il se montre si jaloux.

La résolution de dissoudre la régence et de s'emparer du pouvoir ne fut nullement tenue secrète, comme l'auteur le prétend. Une grande partie du public et la régence elle-même en étaient instruites. Ce n'est pas non plus à cause de cette dernière qu'on déploya l'appareil militaire sur la place de Rocio, quand on procéda à cet acte, mais par crainte de l'indignation populaire qui, ce jour-là, se montra à découvert au point de faire craindre un soulèvement général. Au reste, tout se passa dans cet acte au gré des parties intéressées. Le général Junot était enchanté de trancher du souverain et de se débarrasser de la régence, quoiqu'au fait son existence ne l'astreignît qu'à de vaines formalités, puisqu'elle ne lui refusait rien; mais il craignait l'ombre d'une autorité légitime qui pourrait devenir dangereuse, si les circonstances venaient à changer; tandis que les membres de la régence n'étaient pas moins satis faits de déposer leur responsabilité de tout le mal qui se faisait en leur nom et qu'ils n'avaient pas le pouvoir d'empêcher.

L'usurpation du pouvoir de la régence portugaise par Bonaparte changeait les rapports de

fait et de droit qui, jusque-là, existaient entre les armées d'occupation françaises et espagnoles, si l'on peut s'exprimer de la sorte sur des transactions contre tout droit. L'Europe, qui a contemplé pendant six ans l'inimitié à outrance et la constante opposition que l'Espagne opposa au joug de la France, a presque oublié sa complicité avec Bonaparte et sa coopération active en 1807 contre l'indépendance du Portugal. Cette complicité, qui a terni la fin du règne de Charles IV, a été de peu de durée; mais elle n'a pas moins été la cause des malheurs de ce royaume. L'auteur, mettant à profit le peu d'attention que l'Europe accorda à ce fait, qui s'accorde mal avec l'énergie héroïque que la nation espagnole montra depuis contre l'ennemi commun, glisse légèrement sur les services rendus alors à la France par les Espagnols, sans lesquels l'expédition du général Junot ne pouvait pas réussir; mais, comme c'est là précisément ce qui força le prince régent à quitter ses états d'Europe, il importe de rappeler au public les conventions qui eurent lieu entre la France et l'Espagne, et qui furent arrêtées à Fontainebleau le 27 octobre 1807, par Izquierdo, agent confidentiel du prince de la Paix, à l'insu de l'ambassadeur d'Espagne à Paris et de tout le ministère espagnol; traité

dont l'auteur ne fait pas mention, et qui seul donne la clef des événemens dont il s'occupe.

Il était stipulé par ce traité, que le Portugal serait occupé par les armées d'Espagne et un corps d'armée française ; que ce royaume cesserait d'exister et serait partagé : savoir, la province d'Alemtejo et les Algarves devaient former un apanage pour le prince de la Paix sous la suzeraineté du roi d'Espagne; la reine d'Étrurie, qu'on dépouillait de ses états d'Italie, devait avoir les provinces d'entre Douro et Minho et Porto aux mêmes conditions; les provinces de Traz-os-Montes, Beira et l'Estremadure portugaise seraient régies et administrées par Bonaparte jusqu'à la paix générale, et leur sort serait, à cette époque, fixé de commun accord. Bonaparte n'a jamais eu la pensée d'exécuter un seul article d'un traité aussi monstrueux qu'injuste; mais, profitant des dispositions ambitieuses du prince de la Paix, qui, tout porte à le croire, aspirait audacieusement à un rang encore plus élevé, il convint de tout, afin d'achever de dégarnir l'Espagne, qui avait déjà fourni à la France le corps de troupes du marquis de la Romana, envoyé en Danemarck. Par là, il remplissait le double objet de s'emparer plus facilement du Portugal par le déploiement simultané de son corps

d'armée et des forces espagnoles, et celui d'occuper, par surprise dans l'absence de celles-ci, les places d'Espagne, en couvrant ce royaume de ses armées, sous le prétexte d'appuyer son armée de Portugal contre une coopération éventuelle de l'Angleterre avec les troupes portugaises. C'est ce qui eut effectivement lieu jusqu'à un certain point. Un corps espagnol, commandé par le général Caraffa, s'était joint, comme nous l'avons dit, au général Junot à Alcantara, et entra avec lui en Portugal; mais le général français, qui savait apparemment que le traité de Fontainebleau n'avait été signé qu'avec le dessein unique de dégarnir l'Espagne de ses troupes, fit de suite marcher le corps de Caraffa, qui était immédiatement sous ses ordres, sur Porto, afin de s'en emparer en son nom, et d'empêcher par là que le général Taranco qui agissait au nom de l'Espagne et pour les intérêts de la reine d'Étrurie n'en prît possession; cependant ce dernier étant arrivé à Porto avant le général Caraffa, et s'y étant établi, refusa d'acquiescer aux désirs du général français, contraires aux stipulations du traité de partage. Le général Solano qui, à la tête d'un troisième corps espagnol, était entré dans l'Alemtejo et avait établi son quartier général à Setuval, prétendait, en vertu du même traité,

être indépendant du général Junot; mais, n'étant pas appuyé par sa cour, et placé plus à portée de ce dernier que Taranco, il ne put pas empêcher que les Français ne prissent la haute main dans ces provinces et n'y envoyassent même des troupes. Cette conduite audacieuse du général français donna des inquiétudes à Solano sur sa personne; et, craignant d'être enlevé, il se décida à rentrer en Espagne avec quelques régimens, laissant le reste à la disposition des Français. C'est pour couper court aux prétentions des Espagnols, que Junot se pressa de s'emparer du pouvoir au nom de Bonaparte. Sur ces entrefaites, les événemens d'Aranjuez étant survenus, et les affaires ayant pris une direction opposée aux calculs de Bonaparte, le corps de Taranco ne se soumit jamais entièrement à l'autorité française, quoiqu'on eût admis à Porto avec le vain titre de gouverneur le général Quesnel, qui, dans le fait, y était à la merci des Espagnols. C'est ainsi que tout coïncida, au moment de l'invasion, en faveur des Français; l'auteur en fait abstraction à dessein, afin d'en revendiquer toute la gloire pour l'armée française. On peut écrire de la sorte pour conserver *les couleurs des temps*; mais, à coup sûr, ce ne sera pas l'histoire.

La régence supprimée, le général en chef a pu voler de ses propres ailes. En effet, il publia décret sur décret, et n'épargna pas les proclamations, faisant revivre, chez une nation neuve et étrangère aux manœuvres révolutionnaires, la tactique usée et déjà tombée en désuétude chez les autres nations. Le général en chef promit monts et merveilles aux Portugais, même un nouveau Camoëns à la province de Beira. Tout ceci ne faisait pas la moindre impression; les gens sages haussaient les épaules en les lisant, tandis que le peuple les couvrait constamment de boue partout où on les affichait.

Un des premiers décrets du général en chef déclarait émigrés tous ceux qui avaient, en raison de leurs charges dans la maison du roi ou dans les ministères, suivi leur souverain au Brésil, s'ils ne se présentaient dans un délai de quinze jours, et ordonnait la confiscation de leurs biens. La flotte, qui conduisait en Amérique la famille royale et ces émigrés de la façon du général français, était à peine au-delà de l'équateur quand ce décret fut rendu; or, rien de plus facile, comme chacun sait, que ceux dont il était question eussent le temps d'en avoir connaissance au Brésil, et pussent être de retour à Lisbonne dans cet espace de

temps : *ab uno disce omnes!* Aussi, dès ce moment, il ne fut plus possible de se comprendre en parlant ; les mots changèrent de signification ; les hommes qui avaient suivi leur souverain étaient qualifiés d'émigrés ; les polissons, en battant leurs petits camarades, disaient : *Je te protége*, par allusion à la protection française qu'on mettait en avant, tandis que des familles aisées et même riches, dépouillées de tout, mouraient à la lettre de faim et de misère. Le mot *protéger* ne signifiait plus dans l'acception générale que *voler, piller, maltraiter, opprimer*.

Il se passa vers cette époque à Caldas-da-Rainha, où le régiment d'infanterie de Pòrto était en garnison, un événement qui eut beaucoup d'influence sur l'opinion publique, et que l'auteur présente d'une manière très-inexacte.

Un détachement de soldats français, atteints d'infirmités cutanées en arrivant à Caldas, fit halte sur la place devant l'hôpital, en attendant qu'il pût être logé. Un soldat français s'avisa d'embrasser une Portugaise, femme d'un soldat du régiment de Porto, dont le mari se trouvait présent ; celui-ci, piqué de l'affront fait à sa femme, s'emporta contre le Français et le frappa ; à quoi ce dernier riposta. De la querelle particulière entre ces deux individus, il

s'ensuivit une rixe, à laquelle prirent part successivement les soldats français du détachement et des soldats portugais du régiment de Porto qui survenaient. Un cadet surtout de ce régiment, homme d'une corpulence extraordinaire et de forces physiques démesurées, armé d'un bâton, étrilla rudement les Français. Le lieutenant colonel commandant de ce régiment, instruit de ce qui se passait et de la difficulté de séparer les combattans, prit l'unique parti qu'il pouvait prendre; il fit battre la générale pour réunir sa troupe. Ce moyen réussit. Chacun vint prendre les armes, et le commandant, voyant son monde réuni, ferma la caserne et n'en laissa pas sortir un seul homme, ce qu'il eut peine à obtenir des soldats irrités; mais enfin il l'obtint. La rixe finit là. Le détachement fut recueilli à l'hopital, et il n'en fut plus question, sans qu'il y eût personne de tué de part ni d'autre : deux Français seulement furent blessés.

Qui ne croirait que ce lieutenant colonel ne fût loué d'une conduite aussi sage? Bien loin de là. Malheureusement pour lui, pour le régiment, ou plutôt pour le général en chef, le général Tomières, qui commandait à Peniche à quatre lieues de Caldas, sur le rapport de soldats français coupables, en fit un au général

en chef, où, contre toute vraisemblance, il affirmait que le colonel portugais n'avait fait battre la générale que pour massacrer les Français, quoique toute sa conduite prouvât précisément le contraire. Le général Junot, qui cherchait un prétexte pour se faire craindre en exerçant un acte quelconque de rigueur, se croyant déjà à la veille de nouvelles vêpres siciliennes, l'eut là tout trouvé. On procéda à une enquête, en déclarant tout haut qu'il fallait absolument trouver des coupables; qu'une punition exemplaire était indispensable pour la sûreté de l'armée. Le cadet eut le bonheur de se soustraire par la fuite, et celui de se cacher si bien qu'on n'a pas pu le retrouver du temps des Français; mais on en prit d'autres au hasard, même de ceux qui avaient contribué à séparer les combattans. Le général Loison eut le triste avantage d'être chargé de l'exécution, marcha sur Caldas à la tête d'une forte colonne, et prit son temps de manière à n'y arriver que fort avant dans la nuit. Au lieu d'entrer dans la ville, il la fit cerner, comme s'il s'agissait d'attaquer une place ennemie, tandis que le régiment portugais, qui ne s'en doutait pas, dormait tranquillement dans les casernes. On prévint le colonel portugais de faire prendre les armes à sa troupe à la pointe du jour; on fit

cerner le régiment de tous côtés par les troupes du général Loison, et on fit exécuter devant le régiment six d'entre eux ; savoir : un lieutenant, un tambour (celui qui avait battu la générale par ordre) et quatre soldats, tous victimes innocentes de l'inquiète jalousie des Français. Un particulier, d'une fort bonne famille, qui n'avait d'autre tort que de s'être enfermé chez lui au moment de la rixe, et d'avoir chargé son fusil pour sa défense personnelle, dans le cas que sa maison fût attaquée, eut le même sort. Cet assassinat public terminé, on cassa le régiment et on le désarma de la manière la plus ignominieuse, en conspuant et poussant les soldats par derrière, sans leur donner des cartouches, sans leur accorder d'autre paie ni d'autre congé que ces actes infâmes : *Va-t'en*, *coquin*, *gueux*, etc.

Cette injustice était d'autant plus révoltante, qu'elle retombait sur un corps qui avait le plus servi et avec le plus de réputation en Amérique, et dernièrement en Roussillon. Un tel excès induisit le peuple à y voir de plus un acte de vengeance. Rien n'a fait plus de tort dans l'opinion publique au général Junot et au nom français que cette injustice déplacée et impolitique. Chacun l'avait en horreur, et tout ce qu'il y avait de personnes marquantes dans

le pays chercha à la faire éviter au général ; il fut inexorable, et on le sut. Les braves militaires de ce régiment, si indignement traités, presque tous du Minho et des provinces du nord du royaume, retournèrent dans leurs foyers, la rage dans le cœur, criant vengeance parmi leurs parens et leurs voisins, et se promettant d'en tirer bientôt une éclatante : ils ont tenu parole.

L'exécution du 3 mai, faite par ordre de Murat à Madrid, fait le pendant de celle de Caldas. Toutes deux ont produit les mêmes effets de vengeance et de haine implacable contre les Français; on en connaît les résultats.

Cet événement tragique, et les dispositions que le peuple faisait paraître au mépris et à la haine pour le nom français, donnant au général en chef la mesure de ce qu'il avait à craindre de la vengeance nationale, décidèrent celui-ci à envoyer en France plusieurs personnes marquantes de toutes les classes : on en prit de la noblesse, du clergé, des ordres militaires, du commerce et des magistrats représentant la bourgeoisie (senado da Camara de Lisboa), et comme il était déjà reçu de changer les dénominations de toutes choses, on décora ces otages du nom de députation. Ces députés, de la façon du général Junot, n'avaient pas

de mission et ne pouvaient en avoir de la part des classes auxquelles ils appartenaient ; mais on gagnait par là de les éloigner, et de s'assurer de la conduite des membres de leurs familles qui restaient. On avait encore le double objet d'en imposer à l'Europe sur les dispositions de la nation portugaise, et de justifier toutes les mesures ultérieures de spoliation, en faisant parler ces prétendus députés, comme il conviendrait à la politique de Bonaparte. Celui-ci ne leur donna qu'une audience à Bayonne, où il s'était rendu pour consommer le guet-apens qu'il avait préparé à la famille royale d'Espagne. Le Portugal s'étant bientôt soulevé par suite de ces événemens, les députés furent mis de côté à Bordeaux et à Paris, d'où ils ne rentrèrent dans leur patrie qu'en 1814, après la restauration.

Bientôt un plus grand nombre d'otages devait être envoyé en France. Le licenciement de l'armée portugaise à peine terminé, Junot, jugeant dangereux de garder dans le pays le peu de troupes qui avaient été conservées, sans leur donner le temps de se reconnaître, ni même de s'équiper, les fit mettre en route pour Ciudad-Rodrigo. On avait eu soin de conserver dans les cadres de l'armée ainsi réduite des généraux, des officiers supérieurs et autres qui

appartenaient à des familles puissantes, ou jouissaient de l'estime de la nation, ou avaient de la réputation, toutes personnes dont on était bien aise de se débarrasser. Pour ne pas donner l'alarme sur la véritable destination de cette armée, on affecta de publier qu'elle était destinée à renforcer momentanément les armées françaises en Espagne, et que, plus tard, elles escorteraient jusqu'à Lisbonne Bonaparte lui-même, qu'on faisait semblant d'attendre bientôt, et pour lequel on préparait même le château royal de Queluz, afin de tenir les esprits en suspens. A peine les premiers régimens étaient-ils arrivés à Rodrigo, qu'on les dirigea sur Valladolid, d'où on assurait qu'ils ne passeraient pas; mais des officiers de l'état major du maréchal Bessières attendaient leur arrivée dans cette ville, et à peine la tête de la colonne y était parvenue, qu'ils firent continuer le mouvement sur Burgos. Là, ces troupes se trouvent cernées de tous côtés par les corps français, surveillées et pour ainsi dire prisonnières; c'est alors qu'on connut le piége qui leur avait été tendu, quand il n'était plus temps de reculer. De Burgos on les mit en mouvement sur Vittoria et successivement sur Bayonne, où Bonaparte les passa en revue. Il en fut content, et dit au prince Wolkouski, aide de

camp de l'empereur de Russie, qui se trouvait alors en mission près de lui : *Je prévois que je ferai de ces gens une excellente infanterie.*

Ces troupes avaient perdu beaucoup de monde par la désertion. Le zèle des embaucheurs espagnols, toujours infatigables pour nuire aux Français, avait rendu à un bon nombre le service de les faire retourner dans leur patrie qu'ils eurent bientôt le bonheur de défendre. Pour ceux qui arrivèrent à Bayonne, Bonaparte, après avoir momentanément laissé quelques régimens à Saragosse, en attendant des renforts de ses troupes, eut la précaution de les éloigner des Pyrénées, et de les confiner à l'extrémité opposée de la France en Franche-Comté et dans le Dauphiné. Plus tard il en tira parti, et il n'échut à ces troupes que le triste avantage de soutenir la réputation de la valeur nationale, qui ne s'est jamais démentie chez les Portugais dans aucune contrée du globe où ils aient combattu; ils s'ensevelirent dans les champs de bataille de Wagram, de Semolensko, de la Moskowa, ou périrent dans les glaces des régions hyperboréennes, laissant un nom honorable dans l'armée française. Quelques-uns de leurs officiers plus particulièrement connus furent destinés par Bonaparte à de plus grands maux, au sort le plus cruel pour le cœur d'un

Portugais. Bonaparte, malgré les désastres de l'armée française à Roliça, à Vimieiro et du maréchal Soult à Porto, a voulu tenter encore une troisième fois la fortune contre le Portugal, en y envoyant une troisième armée sous les ordres du maréchal Masséna, et il a eu la cruelle pensée d'attacher à l'état major de cette armée les plus distingués de ces officiers qui se trouvaient en France; malgré leur répugnance, malgré les protestations de quelques-uns, ils furent forcés de rejoindre et de consommer ainsi le plus douloureux sacrifice. La patrie en danger oublia comment naguère elle avait été forcée toute entière de plier sous la même force; elle les rejeta de son sein, arrêt qui n'est pas encore révoqué, nonobstant les changemens heureux qui se sont opérés et le retour à la doctrine de la légitimité.

Toutes ces mesures pour assurer la sûreté de l'armée française n'étaient que des palliatifs qui ne pouvaient avoir qu'un effet temporaire. Il existait des difficultés insurmontables. Le général en chef n'avait pas trouvé, comme nous l'avons remarqué, la moindre opposition à entrer et à s'établir en Portugal; et, dès le premier pas, il a dû voir qu'il lui serait impossible de s'y maintenir. Le Portugal, malgré les dépenses

de la cour et du gouvernement légitime, avait pu fournir à celles de son administration et payer des contributions annuelles à la France; et dès l'entrée des Français tout cela s'évanouit. Bonaparte, qui n'avait jamais eu d'idées justes sur le commerce, croyait apparemment qu'en Portugal on n'avait qu'à se baisser pour ramasser de l'or; il s'est constamment refusé à croire aux observations qu'on lui faisait sur l'impossibilité qui existait pour ce royaume, de faire face à ses engagemens, s'il était contraint de fermer ses ports au commerce anglais. D'après les fausses idées qu'il avait sur ce pays, il a dû n'être pas médiocrement surpris de recevoir du général Junot la demande d'ouvrir le libre commerce des vins à Porto, comme moyen unique pour les Français de se conserver en Portugal. Il l'a refusé, il est vrai; mais il a dû conclure qu'il n'avait obtenu pour fruit de son expédition, qu'un pays qui lui était à charge, au lieu d'en retirer les richesses dont il s'était flatté. Je suis charmé, avant de terminer mes remarques sur la première partie de l'ouvrage de M. le général Thiébaut, d'être une fois de son avis. J'applaudis pleinement à la réflexion qu'il fait à cette occasion, quand il dit que cette décision prouva combien il était difficile de

gouverner le Portugal du château des Tuileries; tout en m'étonnant que ce paragraphe fût ainsi rédigé par l'auteur en 1808.

L'auteur n'est pas plus exact dans la seconde partie de son ouvrage qu'il ne l'a été dans la première. Il avait à faire connaître au lecteur: 1°. la situation du Portugal sous l'administration du général Junot, les mesures et les dispositions commandées par lui pour maintenir l'ordre et la tranquillité; 2°. les causes qui ont excité et poussé la nation portugaise à secouer le joug étranger; 3°. la partie militaire et les opérations du corps d'armée pour mettre obstacle au progrès de la révolution dans le pays, au débarquement des Anglais, et la résistance qui leur fut opposée après leur jonction avec les Portugais. C'est aussi la tâche que l'auteur paraît se proposer.

L'auteur insinue que le peuple était content; qu'on s'accoutumait à ce nouvel ordre des choses que le ciel paraissait bénir. La première partie de cette assertion est une fausseté, la seconde est un blasphème. C'est précisément un nouvel ordre de choses qui n'existait pas. Il n'y avait plus vestige de l'ancien; mais rien ne l'avait remplacé. Le commerce était nul. La grande majorité des habitans de la capitale manquait de moyens de subsistance. Des fa-

milles entières avaient succombé aux angoisses de la misère. L'auteur lui-même en fait l'aveu plus loin, quand il écrit qu'on n'a jamais pu comprendre comment une partie des habitans de la capitale avait pu subsister (effectivement, il était difficile de comprendre comment avaient pu subsister des malheureux morts de faim). Les propriétaires ne touchaient pas leur revenus, les employés leurs appointemens, les officiers de l'armée licenciée leur solde, et tous demandaient l'aumône; les ouvriers, privés d'ouvrage, étaient sans ressources. Certes, si cela est un nouvel ordre de choses, on avouera qu'il n'est pas bien aisé de s'y accoutumer. Les hommes heureusement ont toute une autre idée de la Providence; ils sont loin de croire qu'elle puisse bénir les malheurs d'une nation; ils pensent qu'elle les permet dans les décrets éternels de son inexplicable sagesse; mais, qu'au lieu d'en bénir les instrumens, elle les brise quand elle les a fait servir aux peines qu'elle inflige aux nations.

Il est cependant juste de dire que le général en chef a fait ce qu'il a pu pour diminuer la somme de maux qui pesait sur le Portugal; le maintien de la discipline et le respect des propriétés en étaient les meilleurs moyens. Plusieurs ordres du jour, dont l'auteur aurait pu

faire mention, attestent à cet égard et sa bonne volonté et ses efforts impuissans. L'exemple donné à Abrantès par quelqu'un de marquant qui s'était approprié quatorze chevaux de maître fut constamment suivi par d'autres. Plusieurs chefs se livrèrent à une rapacité révoltante; ils se constituaient propriétaires de tout ce qui se trouvait à leur convenance. On en a vu qui changeaient de logement après avoir emballé pour leur compte tableaux, pendules, argenterie et tout ce qu'il y avait de riche et de précieux pour en aller exploiter d'autres. Quelques-uns ont eu la précaution de faire filer sur France les objets d'or et d'argent dont ils s'étaient emparés, tant que la communication resta libre. Encore quelques mois, sans l'insurrection d'Espagne, le Portugal était complétement déménagé.

L'auteur assigne quatre causes du soulèvement du Portugal : savoir; 1°. la communication continuelle des Anglais avec tout le pays; 2°. le soulèvement de l'Espagne; 3°. la présence d'une armée espagnole à Porto; 4°. les revers éprouvés en Andalousie par l'armée du comte Dupont, sans y faire entrer comme cause principale l'état intolérable d'oppression auquel le royaume était réduit. Il attribue encore à l'or de l'Angleterre les sentimens généreux de la

masse de la nation pour secouer un joug humiliant et oppresseur, et restaurer le gouvernement de l'auguste maison de Bragance, sous laquelle le Portugal a goûté des siècles de bonheur et de gloire. Le fait est qu'au moment que le général français a voulu étendre sa puissance et s'assurer des provinces au-delà du Douro, ces provinces étaient déjà soulevées, leurs milices sur pied, des corps de volontaires et de l'armée licenciée organisés, un gouvernement établi et reconnu à Porto, gouvernement dont l'évêque était le chef. Ce prélat administrait le pays au nom du prince régent; et, au lieu d'être influencé par les Anglais, il avait envoyé des agens à Londres demander des secours à cet ancien allié pour expulser les Français du Portugal. Aussi, le général Loison a été repoussé à Mezaôfrio, quand il marchait inconsidérément sur Porto, par des paysans embusqués dans les vignes. Ceux-ci auraient dû laisser ce général dépasser tranquillement Mezaôfrio et même Padroes de la Teixeira, et ne se montrer qu'après que les Français auraient été engagés dans la descente du revers de la montagne; alors le corps français aurait été contraint à mettre bas les armes; mais ces paysans s'étant montrés trop tôt, empêchèrent que les Français ne fussent complétement cernés

par les milices qui arrivaient de Villareal sur Pezo da Regoa, point que Loison se hâta de regagner, et où, en s'emparant de tous les bacs et bateaux, il repassa avec précipitation le Douro pour retourner à Làmego, ville qu'il quitta aussitôt pour se rapprocher du général en chef.

Nous ne suivrons pas l'auteur dans le récit de la mesure adoptée pour désarmer les troupes espagnoles qui méritaient d'être autrement traitées, d'après les services qu'elles avaient rendus à l'armée française, et nous entreprendrons encore moins l'analyse de l'agglomération des bulletins, desquels émane le récit des événemens partiels qui eurent lieu par suite du soulèvement des provinces, et où les opérations militaires sont présentées sous un point de vue d'une dimension gigantesque. Les Algarves, par une seule tentative, ont recouvré l'indépendance; il en a été de même de Porto, Traz-os-Montes et Beira. A Alemtejo et en Estremadure, plus près du centre des forces françaises, celles-ci, n'ayant eu à combattre que des masses mal organisées et levées à la hâte, ont eu de l'avantage presque partout, sans cependant pouvoir parvenir à réprimer l'esprit de patriotisme et l'indépendance qualifié de révolte qui se montrait partout avec énergie. Ni le

revers de Leiria, ni celui d'Evora où le général Leite n'a pas été tué, puisqu'il existe encore, mais que le général Loison a voulu faire passer pour une bataille, afin de colorer les horribles excès de barbarie et de rapine exercés pendant trois jours dans l'enceinte de la ville; ni l'inutile et barbare incendie de Beja n'influèrent sur la tranquillité du pays. C'était la tête de l'hydre. Les avantages obtenus par les Français leur suscitaient plus d'ennemis que ne l'auraient pu produire des revers; le sentiment de la vengeance en était un motif de plus, de manière que les Français se sont vus réduits, comme depuis en Espagne, à n'exercer leur autorité que sur les points qu'ils occupaient réellement par leurs troupes. A deux pas de là, ils n'en étaient plus les maîtres.

Le soulèvement devint général et spontané partout. La nation n'avait point d'armée; elle avait été licenciée, et l'élite se trouvait en France.

Les arsenaux, le trésor, l'autorité, tout était au pouvoir de l'ennemi; l'entreprise paraissait téméraire; le patriotisme et l'honneur ont suppléé aux moyens. On aima mieux périr glorieusement pour la patrie que de souffrir plus longtemps l'insolence de l'étranger. Les anciens militaires, les nobles, les magistrats, les prêtres, les gens de toutes les classes, jeunes et vieux, tout

s'arma comme on put pour remplacer ce qui avait disparu, les arsenaux qui étaient envahis, les trésors qui avaient été la proie de l'ennemi; et chacun, par un mouvement spontané, se mit à la place du gouvernement, et contribua de sa personne, de ses moyens, de ses armes, à la restauration de l'indépendance.

L'auteur ne dédaigne pas de faire mention de l'œuf miraculeux qui parut à Lisbonne, et que le peuple continua de prendre pour un prodige, quoique les Français en eussent démontré l'absurdité, et de l'attente prochaine du retour du roi Sébastien, mort en Afrique depuis trois siècles, fable qui, ayant eu son origine pendant l'usurpation des rois d'Espagne, se reproduisit par la similitude des malheurs que l'on éprouvait pendant l'usurpation française. Qui ne sait que le peuple est partout le même, et qu'il accueille de préférence tout ce qui est absurde ? N'avons-nous pas vu tout récemment Charnay, dans la France éclairée, faire croire à l'arrivée immédiate des armées persane et chinoise pour le replacer sur le trône ?

Quoi qu'il en soit, ce qui était vrai et réel et ce qui était absurde, tout poussait la nation à courir aux armes, et présageait à l'armée française que le moment de sa destruction ou de

son expulsion n'était pas éloigné. L'amiral Cotton avait réussi à entretenir une correspondance suivie avec quelques habitans de Lisbonne, qui, en l'instruisant de ce qui se passait dans la capitale, ne cessaient de réclamer des armes, des munitions et quelques troupes pour opérer un soulèvement. Le ministère britannique, instruit de la disposition des esprits dans la capitale et de l'état des provinces insurgées par les envoyés du gouvernement provisoire de Porto, qui ne portaient la totalité de l'armée de Junot qu'à quinze mille combattans, avait eu d'abord le projet d'opérer un débarquement de quinze mille Anglais à Cascaes pour attaquer Lisbonne. Suivant cette disposition, sir Arthur Wellesley, qui, à la tête de dix mille hommes organisés en Irlande et destinés d'abord pour la Galice, auxquels devait se joindre le général Spencer, alors à Cadix avec cinq mille Anglais, aurait été chargé de cette entreprise. Presqu'au moment de l'exécution, le cabinet anglais, ayant eu des renseignemens plus exacts sur les forces de l'armée française, ne jugea pas convenable de tenter un coup si hardi, et résolut d'envoyer en Portugal une armée plus considérable; et, comme on ne pouvait en confier le commandement à sir Arthur Wellesley sans blesser

l'amour-propre des autres généraux, puisqu'il était de tous le moins ancien en grade, le général Dalrymple fut nommé au commandement de l'armée anglaise, dont le corps de Wellesley faisait partie. Ce sont ces circonstances qui ont retardé l'expédition anglaise; mais, comme le premier projet avait été connu de plusieurs personnes à Lisbonne, soit par leur correspondance avec l'amiral Cotton, soit par les membres du gouvernement de Porto, on s'empressa d'annoncer la prochaine arrivée du secours d'Angleterre, et de répandre cette nouvelle dans le public, afin d'entretenir les espérances de la nation. La police française, malgré tous les éloges qu'en fait l'auteur, n'a jamais pu découvrir d'où sortaient ces bruits, si souvent répandus et jamais réalisés; ce qui porta les Français à croire qu'il n'y avait aucun fondement à tout ce qu'il se débitait, au point qu'ils n'y croyaient plus du tout, précisément au moment où toutes les difficultés étant levées, cet armement formidable, sorti des ports d'Angleterre, arrivait sur les côtes de Portugal. Cependant, quoique l'armée française n'eût pas connaissance de ce qui se passait, elle devait se préparer à se suffire à elle-même, tout espoir de secours lui étant enlevé depuis que le corps du général Dupont avait passé sous le

joug en Andalousie, et que le maréchal Bessières, quoique vainqueur à Medina del Rio Secco, avait été forcé de retourner sur ses pas à Burgos, pour maintenir les communications entre la France et Madrid.

La flotte anglaise, après avoir envoyé un officier général à Porto, pour se concerter avec le gouvernement des provinces du nord du royaume, qui avaient pris les armes pour la cause royale, parut enfin à l'embouchure du Mondego, et opéra tranquillement le débarquement de l'armée anglaise à Figueira; événement que les Français ignorèrent, comme s'ils en fussent à mille lieues. Accoutumés précédemment aux faux bruits de débarquement qui n'eurent point lieu, ils n'y croyaient plus, ou plutôt ils n'eurent pas plus de données pour ajouter foi à la nouvelle de ce débarquement réel, qu'ils n'en avaient eu pour croire à ceux qu'on publiait auparavant pour nourrir les espérances du peuple, et donner de l'inquiétude à l'ennemi. Cependant, bientôt il n'y eut plus moyen de refuser de croire à cette nouvelle; la certitude, comme dit l'auteur, était écrite sur toutes les figures. Les Portugais, tout dissimulés que l'auteur les dépeint, n'avaient garde de le cacher; ils jouissaient d'avance des embarras de leurs oppresseurs.

Le général Junot avait fait trop d'attention aux mouvemens partiels d'insurrection de la province d'Alemtejo, et pas assez au débarquement presque certain des forces anglaises. Ses troupes étaient éparpillées pour comprimer les premiers, et hors de mesure pour s'opposer aux derniers; il a dû, en conséquence de la certitude du débarquement, se concentrer en toute hâte contre les ennemis de tout genre, qui se préparaient à l'accabler. La position de l'armée française était critique. Tout ce qui l'environnait préparait sa destruction. Les Portugais d'Alemtejo, réunis à des Espagnols, menaçaient de s'emparer de la rive gauche du Tage, et d'annuler, en prenant position sur les hauteurs d'Almada, toutes les défenses de Lisbonne et celles des bâtimens de guerre qui étaient à l'ancre dans le Tage. L'armée anglaise, flanquée sur sa droite par sa flotte, et sur sa gauche par les levées des provinces du nord au-delà du Douro qui l'avaient jointe, s'avançait sur Lisbonne, où le général français devait raisonnablement compter autant d'ennemis qu'il y avait de Portugais dans la ville prêts à se soulever à l'approche de l'armée anglaise, et à faire main basse sur tout ce qui se trouverait d'ennemis dans son sein. C'est donc dans ce moment que l'armée française se trouva,

pour *la première fois*, en face d'ennemis nombreux et environnée de dangers réels; et nous sommes si éloignés de prétendre obscurcir sa gloire, que nous nous réunirons à l'auteur pour payer un juste tribut d'éloges à la valeur des troupes et aux talens des chefs.

Pendant que l'armée française manœuvrait pour se concentrer, l'avant-garde anglaise, parvenue à Coimbres, passait le Mondego et débouchait par Condexa, d'où, si elle filait par Tomar, elle menaçait le cours du Tage, pour donner la main à l'insurrection d'Alemtejo; et, si elle prenait la route de Leiria et d'Alcobaça, elle donnait de l'inquiétude sur les positions de Cintra et de Cabeça de Montachique qui couvrent la capitale. L'armée anglaise préféra cette dernière opération, comme celle qui l'éloignait le moins de sa flotte, laquelle la suivait en cotoyant le rivage de la mer. Il est cependant palpable que le général anglais aurait pu sans inconvénient embrasser les deux opérations à la fois, même du point de Leiria, en faisant manœuvrer les forces portugaises sur la route de Rio-Maior, avec ordre de se tenir à la hauteur de l'armée et de marcher rapidement sur Sacavem et Lisbonne au moment de l'engagement des deux armées; elles se seraient accrues en chemin de tous les habitans en état

de prendre les armes, et ceux de Lisbonne seraient venus indubitablement au-devant de leurs compatriotes, pour leur donner la main, désarmer la garnison française, et fermer l'entrée de la ville à l'armée battue. La ruine entière de l'armée française devenait ainsi inévitable, puisqu'elle n'avait pas assez de forces pour se diviser et tenir tête aux deux attaques.

Quoi qu'il en soit, le général anglais, n'ayant pas pu s'entendre avec le général Bernardin Freire, commandant les Portugais, jugea convenable de ne rien donner au hasard, et de ne jouer qu'à coup sûr. Si le général français avait, neuf mois auparavant, donné le spectacle d'une marche faite sans nulle prévoyance, et au mépris de toutes les règles de la prudence et de l'art, à travers un pays qu'il devait craindre comme ennemi, le général anglais prit le contre-pied de cette conduite, en s'astreignant trop méthodiquement aux règles qui cessaient d'être nécessaires pour lui, en entrant dans un pays ami qui lui facilitait les secours de tout genre; il négligea de mettre à profit la bienveillance des habitans, et de frapper des coups décisifs pour la ruine de l'armée ennemie. Il parut n'avoir en vue que l'expulsion de l'armée française du Portugal, qu'il était sûr d'obtenir, sans se mettre en peine d'autre combinaison que celle du déploiement de ses masses contre

les forces de l'ennemi. D'après cette conduite des Anglais, le général Junot put concentrer ses forces sur un seul point, risquer le combat après lequel, même dans l'hypothèse d'un échec, il avait sa retraite assurée sur Lisbonne, puisque aucune tentative de l'ennemi ne lui donnait de l'inquiétude sur ses flancs, et de là entrer en négociation, à l'effet d'obtenir les meilleures conditions possibles pour l'évacuation du pays.

On ne peut pas disconvenir que le général Junot n'ait parfaitement jugé sa position, et qu'il n'en ait tiré le meilleur parti possible. D'autre part le général anglais, dont toute l'armée n'était pas encore en mesure, n'osant pas trop se confier aux masses portugaises de nouvelle levée, mal organisées, mal armées et mal équipées, a voulu ne compter que sur ses propres forces, et ne pas les engager dans des manœuvres hasardeuses sur un terrain dont l'ennemi devait tâcher de tirer tout l'avantage possible. A la guerre, comme en politique, on juge souvent mal quand on juge après coup.

D'après la circonspection du général anglais, il fut aisé au général Delaborde de deviner ses intentions. En conséquence, il n'hésita pas à se porter de Candieiros sur Alcobaça, laissant à découvert la grande route de Lisbonne par Rio-

Maior, et à se replier ensuite en arrière d'Obidos sur une position avantageuse, où il pouvait disputer le terrain à l'avant-garde anglaise, et donner le temps au général Loison de le rejoindre.

L'avant-garde anglaise s'avançait avec assez de lenteur pour donner le temps au reste de l'armée de débarquer son matériel. A la tête de cette avant-garde était ce sir Arthur Wellesley, qui préludait alors à un enchaînement non interrompu d'heureux succès et de combats mémorables, destiné à rendre immortel le nom de Wellington, qui lui fut donné par la reconnaissance du monarque britannique; à sauver deux autres fois le Portugal de deux invasions; à porter, après avoir donné la liberté à l'Espagne, ses armes triomphantes au-delà des Pyrénées, sur les rives de la Garonne et dans les plaines du Languedoc, et à assurer plus tard la liberté de l'Europe dans les champs de Waterloo. Certes! cet homme célèbre, qui ne fut pas encore vaincu, valait la peine que l'auteur le nommât au moins dans son ouvrage, puisqu'il commença, dans cette campagne, à montrer à l'Europe les talens qui l'avaient déjà fort distingué en Orient.

La division du général Delaborde était forte de cinq mille hommes tout au moins, le corps anglais de treize mille cinq cents combattans.

Malgré cette énorme disproportion de nombre, le général français, avantageusement posté à Roliça, n'hésita pas à disputer à l'ennemi le terrain qu'il était forcé de lui abandonner. Ses troupes le secondèrent merveilleusement, et déployèrent la plus rare intrépidité et le plus brillant courage dans cette journée, dont l'honneur est dû particulièrement au général Brennier et au 70e. régiment d'infanterie de ligne, mais dont toute la division peut revendiquer la gloire. Les Anglais, connaissant mal le terrain, attaquèrent trop tôt de front le moulin, dont la prise leur coûta beaucoup de monde; s'ils avaient engagé leurs troupes moins franchement sur ce point, pour donner le temps à leurs colonnes, qui manœuvraient sur les flancs de la division française, de tourner la position, le général Delaborde aurait été forcé de l'abandonner, pour éviter d'être cerné. Le dessein de ce général, en engageant un combat si inégal, était de retarder le mouvement des Anglais, afin de donner le temps au général Junot de se mettre en mesure d'arriver avec le reste de l'armée; résultat qu'il aurait obtenu, si Loison, qui était en retard, fût parvenu à le joindre pendant l'action. Réduit à ses propres forces, fort inférieures à celles de l'ennemi, il manœuvra avec habileté, et tira tout le parti possible

des positions avantageuses qu'il sut prendre, et de la valeur de ses troupes. Elles vendirent cher aux Anglais le terrain qu'elles leur laissaient. Le combat de Roliça fut infiniment honorable pour les Français ; mais, au point où les choses en étaient, l'unique résultat qu'il pouvait avoir était celui d'ajouter un rayon de plus à la gloire de l'armée française. La perte des braves qui ont péri alors au champ d'honneur ne pouvait produire aucun avantage réel pour la conservation de l'armée.

L'auteur évalue les forces que les Anglais montrèrent à Roliça, de quinze à dix-huit mille hommes, et celles du général Delaborde à dix-neuf cents ; calcul qui, donnant à peu près pour résultat un Français contre cent Anglais, ferait revivre le souvenir de ces combats des paladins, qui, avec des épées flamboyantes, pourfendaient les géans, et moissonnaient des centaines d'hommes d'un coup de revers. Nous aimons à croire qu'il y a là une faute d'impression qu'on a oublié de corriger. Car, d'après l'auteur lui-même, la division Delaborde était composée de deux bataillons du 70e. régiment de ligne, du 2e. régiment provisoire d'infanterie légère, du 4e. suisse, et de cent cinquante chasseurs à cheval. La force de ces corps était de six mille cinquante-un hommes (*Voyez* le

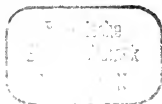


tableau n°. 1er. des pièces justificatives inséré dans l'ouvrage de M. le général Thiébaut). En outre l'auteur ajoute, pag. 177, que le général Delaborde s'est arrêté à Alcobaça pour attendre des renforts. Ce n'est donc pas à tort que nous avons évalué les forces françaises à Roliça à 5000 hommes tout au moins, même en déduisant les compagnies de fusiliers du 4e. suisse envoyées à Peniche. Quant aux Anglais, leur nombre ne dépassait pas treize mille cinq cents hommes, dont trois mille furent engagés. Ce n'est pas dans l'intention de tâcher d'atténuer le moins du monde la gloire de cette journée que nous admirons, que nous avons rectifié le calcul des forces respectives des deux partis opposés, mais dans l'intérêt de la justice qui est due à l'un et à l'autre. La plus grande part d'honneur reste incontestablement à celui qui combattit vaillamment un ennemi valeureux dont les forces étaient presque triples. Au reste, nous persistons à croire que l'évaluation de dix-neuf cents hommes du côté des Français ne peut être qu'une faute d'impression.

La division Delaborde se plaignit hautement du retard du général Loison; et il est réellement inexplicable. Voici comment ce général exécuta son mouvement, mettant sept jours pour faire dix-huit lieues de pays.

Le 11, il partit d'Abrantès pour coucher le même jour à Tomar; ce mouvement était sans objet, parce que l'ennemi, en débouchant de Coimbra, devait prendre nécessairement la route de Leiria avec le gros de ses forces; en supposant même qu'il eût poussé des troupes légères par la route d'Anciaô ou plus bas par Ourem, il était évident que ce ne pouvait être qu'une fausse attaque, à laquelle le général Loison devait d'autant moins songer à s'opposer que même dans l'hypothèse d'un entier succès de sa part contre cette diversion, l'opération principale de l'ennemi n'en serait pas empêchée, et qu'il savait d'ailleurs qu'on ne pouvait pas livrer bataille sans les troupes qu'il avait avec lui; le 12, il se rendit à Torres-Novas, qui n'est qu'à trois lieues; le 13, à Santarem où il séjourna jusqu'au 15; Quelque fatiguées que fussent ses troupes, un aussi long séjour dans de telles circonstances est réellement bien extraordinaire; les affaires parvenaient à leur crise, et exigeaient des décisions plus hardies. Le 16, il se porta à Alcoentre, et le 17 à Cercal, d'où il a dû entendre la canonnade de Roliça. Ce mouvement aurait pu, sans trop se presser, s'exécuter de la manière suivante: le 11, d'Abrantès à Gollegaâ; le 12, de Gollegaâ à Santarem; accordons le 13 de sé-

jour ; le 14, à Alcoentre ; le 15, à Cercal ; le 16, à Roliça ; ainsi, le général Loison aurait pu joindre le général Delaborde la veille du combat à Roliça : il aurait dû marcher la nuit, et se reposer le jour pour éviter les grandes chaleurs.

Pendant que tout ceci se passait, le général Junot cherchait à réunir tout ce dont il pouvait disposer pour aller à la rencontre de l'armée anglaise. La position de ce général était plus qu'embarrassante ; elle était périlleuse. Il ne pouvait pas dédaigner les mouvemens des Espagnols et des Portugais, qui, sur la rive gauche du Tage, pouvaient paraître d'un moment à l'autre sur les hauteurs d'Almada ; la flotte ennemie, qui pouvait opérer un débarquement partiel à Cascaes, devait aussi lui inspirer de vives inquiétudes. L'armée anglaise, supérieure en nombre à la sienne, s'avançait sur la capitale ; les troupes portugaises de l'insurrection des provinces du nord du royaume, qui s'étaient jointes aux Anglais, pouvaient le tourner par la route de Villafranca, et entrer à Lisbonne, tandis qu'il serait aux prises avec l'armée anglaise ; enfin, la population de Lisbonne, toute disposée à éclater, le mettait dans une position de laquelle, étant de toute part environné d'ennemis déclarés ou secrets, le gain

même d'une bataille ne pouvait le tirer; avantage que d'ailleurs il ne lui était pas permis d'espérer.

Ce qu'il y avait de plus urgent pour le salut de l'armée française, c'était de comprimer pendant la bataille, l'immense population de la capitale, afin de conserver un point assuré d'où on pourrait négocier, après la perte presque certaine de la bataille. Dans cette occasion critique, tout dépendait de l'homme à qui on confierait le commandement de Lisbonne, et c'est en quoi le général Junot montra qu'il avait une parfaite connaissance du personnel de l'état major de son armée, en chargeant de cette tâche difficile le général Travot, qui n'était nullement en faveur auprès de lui. Cet officier général, qui fut l'exemple de l'armée, recueillit alors le fruit de sa belle conduite et de son noble désintéressement pendant toute l'expédition; il s'était attiré l'estime et la considération des honnêtes gens et le respect de la multitude qui les lui marquèrent constamment dans toute rencontre. Fort de sa conduite et de la conscience du bien qu'il avait fait et du mal qu'il avait évité, ce général a pu impunément se présenter *seul* et à toute heure, au milieu d'un peuple qui ne respirait qu'une juste vengeance; et ce n'est pas trop hasarder que d'affirmer que,

si la tranquillité continua à régner à Lisbonne, ce bonheur fut dû plutôt à la présence d'un seul homme qu'à la faible garnison qu'on y laissa. Nous n'avons pas été arrêtés dans l'expression de la justice due à un général qui fut le modèle de l'armée française, par des considérations sur des événemens politiques, qui depuis..... Mais la conduite criminelle de 1815 ne doit pas nous empêcher de faire ressortir les vertus déployées en 1808 par le même individu.

Malgré tous ces motifs de sécurité, le général Junot craignait avec raison un soulèvement des habitans pendant l'absence de l'armée, et c'est ce qui lui fit adopter le parti de prendre avec lui, contre ce qui se pratique en de semblables occasions, non-seulement le trésor de l'armée, mais encore les richesses et effets précieux qu'il s'était appropriés ; chacun en fit autant pour son compte ; mesure tendante sans doute à sauver le fruit des malversations ou de la rapine, si Lisbonne venait à se soulever pendant l'action, ce qui obligerait à capituler sur le champ de bataille, en conservant tout ce qui s'y trouvait comme appartenant à l'armée.

Le général Junot, en se décidant à aller à la rencontre de l'ennemi, ne pouvait avoir aucune espèce d'espoir de vaincre ; mais il n'avait d'autre parti à prendre que de risquer le com-

bat, parce que, montrant de l'irrésolution ou de la timidité, il avait tout à craindre, et de l'armée ennemie qui ne lui aurait accordé que des conditions déshonorantes, et du peuple en masse, qu'une conduite timide enhardirait aux plus grands excès. Un combat inutile était devenu indispensable pour l'honneur d'une armée qui ne s'était emparée du pays que par une trahison politique. Ce fut le 21 septembre que se livra ce combat à Vimieiro, où l'armée anglaise avait pris position, et dont l'issue, malgré toute la bravoure des troupes françaises, et l'habileté des officiers supérieurs, fut contraire aux Français. Ne pouvant pas réussir contre un ennemi égal en courage et supérieur en nombre, ils furent repoussés avec une perte considérable sur tous les points d'attaque. Les troupes françaises, tout en perdant la bataille, se firent infiniment d'honneur. Le général Kellermann y soutint la réputation dont il jouissait dans l'armée, et le général Brenier, fait prisonnier, et qui avait déjà vaillamment combattu à Roliça, se fit remarquer. En désignant particulièrement ces deux généraux, nous souscrivons aux justes éloges départis par l'auteur à ceux que nous ne nommons pas ici, puisqu'il n'est pas de notre intention de donner un récit de cette bataille, qui

d'ailleurs ne fut engagée que par manière d'acquit, pour mettre à l'abri l'honneur de l'armée française.

L'auteur évalue les forces françaises qui ont combattu à Vimieiro, à douze mille cinq cents hommes, qu'il réduit à neuf mille deux cents, en déduisant le cinquième, qui est presque toujours la différence réelle entre le nombre des hommes portés sur les états de situation, et le nombre des combattans sur le terrain. Quant aux forces anglaises, il assure que l'ennemi avait rassemblé toutes ses forces en arrière de Vimieiro. En faisant le même calcul que nous avons fait ci-dessus pour le combat de Roliça; et en déduisant douze mille trois cents hommes employés dans les places, sur les vaisseaux, à Lisbonne, existans aux hôpitaux, du nombre d'hommes embarqués pour la France après la convention de Cintra, nous trouverons que le général Junot devait avoir sur le terrain 13,286 combattans : d'autre part il s'en fallait de beaucoup que toutes les forces de l'armée anglaise fussent réunies, puisque ce fut encore sir Arthur Wellesley, le moins ancien lieutenant général de l'armée, et le même qui avait combattu à Roliça, qui gagna la bataille de Vimieiro. Quelques renforts l'avaient rejoint après le premier

combat, ce qui portait le nombre des combattans de quinze à seize mille hommes d'infanterie et à trois cents de cavalerie, y compris une soixantaine de cavaliers portugais; le reste de l'infanterie et presque toute la cavalerie étaient en arrière. Un lieutenant général plus ancien que sir Arthur Wellesley arriva sur le terrain au moment que la bataille venait d'être gagnée, et ne jugea pas à propos de poursuivre l'armée française, qui était en pleine retraite. Ce ne fut que le lendemain que le général en chef Dalrymple se rendit à l'armée, et ce fut avec lui que le général Junot ouvrit la négociation pour l'évacuation du Portugal.

M. le comte de Bourmont, français, qui avait trouvé la plus noble et la plus généreuse hospitalité en Portugal, soit contre la tourmente révolutionnaire, soit contre la haine inquiète et jalouse de Buonaparte, qui avait subsisté long-temps des bienfaits du prince régent, surpris alors en Portugal par l'armée française, parut n'avoir d'autre parti à prendre que de se soumettre aux circonstances impérieuses du moment, en se rapprochant du lieutenant de celui qui l'avait jusque-là constamment persécuté. L'auteur, qui n'a qu'une manière de voir, n'hésite pas d'avancer son opinion sur cet émigré, à l'époque de la ba-

taille de Vimieiro : « Sentant, dit-il, que le » sort de l'armée française allait être décidé par » les armes, soldat, il a voulu combattre avec » les braves; français, il a voulu s'associer à la » destinée de l'armée. » Quels qu'aient été les motifs de la conduite de M. le comte de Bourmont, que nous ne prétendons nullement qualifier, nous ne lui ferons pas l'injure de croire que ce soient ceux mis en avant par l'auteur, qui l'aient déterminé à se mettre à la suite du général Junot. La reconnaissance qui le liait à la nation portugaise, chez laquelle il avait reçu des secours dans son malheur, devait aussi lui faire considérer les Portugais comme des braves, puisqu'il n'avait été accueilli aussi honorablement par eux qu'en qualité de brave et loyal serviteur de la cause de son roi. Il est fâcheux de se trouver sous la plume de l'auteur, car il ne lâche pas son homme sans le blesser au cœur sous l'apparence même de l'éloge. A coup sûr, M. le comte de Bourmont s'en serait bien passé.

Après la perte de la bataille de Vimieiro, le général français, hors de mesure de renouveler des efforts nécessairement impuissans, n'a pas pu songer à autre chose qu'à suivre la négociation entamée pour évacuer Lisbonne et les places fortes à des conditions honorables. L'is-

sue de cette négociation fait beaucoup d'honneur à la fermeté du général Junot, et à la sagacité et aux talens du comte de Kellermann, et fut d'autant plus honorable pour la France, comme l'observe l'auteur, que la convention de Cintra fut généralement et hautement improuvée en Angleterre, en Espagne et en Portugal.

M. Dalrymple, général en chef de l'armée anglaise, en se chargeant seul de la responsabilité de la négociation, et en refusant aux Portugais la faculté d'y prendre part, aurait dû employer plus de fermeté pour imposer des conditions plus dures auxquelles les Français auraient été forcés de souscrire; car il est de fait que le général Junot fut loin de tenir le langage menaçant que l'auteur lui prête, page 217, et que, quand il l'aurait tenu, il n'était plus le maître d'exécuter la menace de s'ensevelir sous les ruines de Lisbonne, si on lui refusait les conditions qu'il proposait. Si les Portugais avaient été écoutés, ils n'auraient pas manqué de proposer et d'obtenir l'échange de la députation et des troupes portugaises, ainsi que des matelots faits prisonniers contre le droit des gens dans les ports de France, avant l'occupation du Portugal, contre une ou deux divisions de l'armée française, que Buonaparte aurait été

forcé de ratifier pour recouvrer ses troupes. Les efforts du Portugal furent alors perdus pour ces malheureux otages, délaissés dans l'unique circonstance favorable qui se soit présentée pour leur délivrance, et livrés à la merci de Buonaparte, qui s'en servit pour renforcer ses armées d'Allemagne et de Russie, et pour des sacrifices encore plus pénibles.

Une commission mixte, composée d'Anglais, de Francais et de Portugais, fut établie en vertu de la convention de Cintra, pour décider les réclamations qui seraient faites par les habitans contre les Français qui se seraient approprié des effets appartenant aux derniers. Il se passa à cette occasion des scènes propres, non-seulement à piquer la curiosité publique, mais, si elles étaient publiées, à donner la mesure de la conduite de plusieurs personnages marquans de l'armée et des administrations; ce qui justifierait en quelque sorte la haine des Portugais contre leurs oppresseurs. Mais comme nous n'avons pas l'intention de donner à cet écrit *les couleurs des temps*, nous garderons à cet égard, et par des motifs différens, le même silence que l'auteur. Nous ne faisons que soulever le coin du voile, et seulement autant qu'il est indispensable à notre sujet. L'histoire

recueillera ces faits dans les mémoires imprimés en Portugal sur cet objet. '

Reproduirons-nous le tableau que l'auteur fait de la situation de Lisbonne pendant l'intervalle qui s'écoula entre la signature de la convention de Cintra, et l'embarquement de l'armée française, où plusieurs Français furent insultés et menacés d'être égorgés, et pour la conservation desquels il fallut prendre des mesures comme s'il s'agissait de défendre une place de guerre? Ou tâcherons-nous d'atténuer les excès de l'indignation populaire en dévoilant les causes qui les provoquaient? Non, l'auteur s'en charge lui-même, en insérant au bas de la page que « Vis-à-vis de quelques » autres, ce même peuple sembla renchérir » d'égards et de témoignages de bienveillance. » Il paraît en effet que, dans cette rencontre, le peuple fut aussi juste dans sa haine que dans son estime. Chacun recueillit dans cette occasion la moisson selon ce qu'il avait semé. La cupidité attira le mépris, la rapacité excita l'indignation, l'oppression et la hauteur déplacées produisirent la haine, l'aversion et le désir de vengeance; tandis que le désintéressement mérita et obtint le respect, et qu'une conduite noble et loyale fut récompensée de la bien-

veillance et de l'intérêt général. M. Hermann, chargé des finances, exerçait le ministère qui, en pareilles circonstances, est le plus odieux aux peuples; il n'en fut pas moins considéré par ses qualités personnelles. Il me serait bien doux de consigner encore dans cet écrit un petit nombre d'autres noms justement appréciés, si notre silence sur d'autres ne portait peut-être à tirer des conséquences contre eux. Pourquoi réveiller les animosités nationales oubliées et ensevelies par le traité de Paris? La France monarchique n'est pas cette France que les Portugais, les Espagnols et tous les autres peuples détestaient.

M. le général Thiébaut ayant été assez longtemps en Portugal pour examiner les superbes monumens d'architecture qui s'y trouvent, les établissemens élevés à l'astronomie, à l'anatomie, à la botanique, à la chimie et à la physique expérimentale; ayant été à portée de faire connaissance avec les littérateurs, les jurisconsultes et les professeurs des sciences qui sont cultivées dans les universités et dans les colléges, pour juger le degré d'avancement auquel les connaissances humaines étaient parvenues dans le pays, aurait pu s'abstenir de présenter la nation portugaise de manière à en faire prendre une idée erronée, d'après des

dictionnaires de géographie, qui se copient servilement les uns les autres sans examen et sans critique. D'après lui les Portugais, et sous les rapports physiques et sous les rapports moraux, seraient *les maures de l'Europe, paresseux, malpropres, faux, dissimulés, insoucians, pauvres, fanatiques, crédules, indolens;* et si on leur accorde de la *bravoure, c'est avec restriction.*

Au reste, d'après la manière dont l'auteur traite les Portugais sur le papier depuis neuf ans révolus, en leur gardant une si longue rancune, on peut aisément comprendre comment les autorités de l'armée française opéraient réellement et physiquement sur les individus d'une nation que l'un d'eux représente comme livrée à l'abrutissement, et à laquelle on reproche le mélange du sang maure, comme s'il était plus honorable de descendre des Francs, païens barbares venus du Nord, que de mahométans moins barbares venus du Midi. D'après cela le lecteur sera disposé, ce nous semble, à accorder de l'indulgence à la joie immodérée que les habitans de Lisbonne ont fait éclater à l'occasion de l'évacuation de leur pays par les troupes françaises, par des feux de joie et des illuminations générales et spontanées, qui ont commencé dès le jour de l'embarquement

du général Junot, et qui se prolongèrent pendant quinze jours, réjouissances que les Français, embarqués sur les transports qui devaient les ramener en France, ont eu le loisir de contempler depuis le Tage, où ils se trouvaient à l'ancre, et auxquelles tous les habitans, riches et pauvres, ont pris une part égale.

Il n'est pas reçu qu'un écrivain qui se respecte s'exprime d'une manière si outrageante sur une nation qu'il a eu à combattre comme militaire, nation qui, si elle fut subjuguée un instant par la perfidie avec laquelle sont territoire fut envahi, a pu non-seulement se relever, mais venger les affronts reçus, sur le pays de ceux qui l'opprimèrent. On ne recueille aucune gloire à insulter son ennemi, qui peut aisément en prendre la revanche en ripostant par des injures du même genre pour le moins aussi-bien fondées que celles qu'il a reçues; car malheureusement l'espèce humaine est si sujette aux erreurs, que partout beaucoup de mal se trouve à côté de peu de bien. Que l'auteur ouvre l'histoire des peuples, et il verra que la nation portugaise est une de celles de l'Europe qui conserva le plus son caractère, et qui a fait des efforts les plus soutenus, et des efforts couronnés du succès, pour conserver son indépendance. Héritière de la valeur

des Lusitaniens, que les Romains ne subjuguèrent pas même par trahison, comme ses illustres ancêtres, à force de constance et de courage, elle en chassa les Maures, et porta bientôt ses armes en Afrique. Dans son sein est né ce Vasco de Gama, et tant d'autres grands hommes, qui, se frayant un passage aux Indes à travers des mers inconnues, remplirent l'Orient de leur gloire; un Barros et un Couto, qui, dans le genre des Thucydide et des Tite-Live, transmirent leurs faits d'armes à l'admiration de la postérité; un Camoëns, précurseur du Tasse, qui, inspiré comme Homère et Virgile, les chanta dans son poëme immortel de la *Lusiade;* un Diniz da Cruz, qui les célébra dans le langage de Pindare et d'Horace, dont il se montra le rival. Si le malheur d'un de ses rois, né pour l'héroïsme, réduisit cette nation à l'affront de plier sous le joug espagnol pendant quelques années, bientôt, par un élan généreux, elle recouvra l'indépendance qu'elle maintint par une lutte aussi héroïque qu'inégale pendant vingt-cinq ans.

Renommée par ses hauts faits d'armes, elle ne l'est pas moins par la culture des sciences et des belles-lettres. Les langues savantes d'Athènes et de Rome furent cultivées dans les universités à un tel point, que les savans étrangers

(Clénard et autres), en entrant à Coïmbra, se croyaient transportés chez ces anciennes maîtresses du monde. Le Portugal se glorifie d'avoir donné naissance au roi Denis, arbitre des rois par sa sagesse, un des meilleurs poëtes de son temps, législateur, et fondateur de l'université de Coïmbra; à Jean II, que Louis XIV reconnaissait comme maître des rois dans l'art de régner, et qui entretenait un commerce épistolaire avec Ange Politien, le plus célèbre littérateur de son temps; au mathématicien Nonnius; à l'infant don Henri, qui obtint par ses connaissances en astronomie la découverte des Indes, ravissant ainsi au hasard, et pour l'éternel honneur de l'entendement humain, un des plus beaux titres de gloire dont l'esprit puisse s'enorgueillir; un Albuquerque, peut-être le plus grand homme des siècles modernes, qui, comme César, maniait avec la même facilité la plume et l'épée. En Portugal, les noms révérés du connétable don Nuno Alvarez Pereira et de Castro sont invoqués, comme en France ceux de Bayard et de Turenne, pour exprimer la vaillance, la sagesse, la bonne foi et l'honneur.

Sans se donner la peine d'aller à Lisbonne pour juger les Portugais, il fallait commencer par approfondir l'histoire littéraire de son pro-

pre pays, et, sans sortir de Paris, l'auteur aurait trouvé des noms portugais célèbres dans les lettres, depuis Gouvêa, qui, dans le seizième siècle, a professé les belles-lettres dans le collége de Sainte-Barbe, jusqu'au docteur Sanchez, appelé de Paris par Catherine II pour régler les études en Russie. Pour les temps modernes, on peut citer l'abbé Corrêa da Serra, maintenant ministre du roi auprès des États-Unis, célèbre botaniste qui a vécu long-temps à Paris, connu et considéré des savans de l'institut de France; et si l'auteur avait voulu compulser les mémoires de l'académie royale des sciences de Lisbonne, mémoires estimés de l'Europe savante, puisqu'il veut absolument juger de l'état de l'instruction en Portugal, il y aurait trouvé, parmi un grand nombre d'autres noms célèbres, ceux de l'astronome Monteiro da Rocha, des géomètres Abreo et Stocler, du botaniste Brutero, et du littérateur et jurisconsulte A. Ribeiro dos Santos, tous vivans en 1808.

Mais que ce soient les militaires français eux-mêmes qui rendent témoignage du degré d'instruction en Portugal. M. Gingret, qui n'a pas eu l'avantage d'entretenir les hommes instruits de ce pays, car en 1810 les Portugais quittaient les villes à l'approche de l'armée de

Masséna, s'exprime cependant comme il suit : « Outre les monumens d'utilité publique, les » diverses fabriques que l'on rencontre, les » bonnes bibliothéques que l'on trouve si fré- » quemment dans les villes et même dans les » villages, où les principaux habitans ont tou- » jours un choix d'excellens ouvrages en diffé- » rentes langues; les instrumens de mathéma- » tiques, de physique, d'astronomie, de ma- » rine, que l'on voit communément en Por- » tugal, et dont on ignore même les noms en » Espagne; tout cela, dis-je, semble attester » que la nation portugaise est bien plus avan- » cée (1). » Ce ne sera donc pas sur la parole

(1) Il n'échappera pas à la sagacité du lecteur, que des jugemens si contradictoires de deux contemporains de la même nation, de la même profession, portés à la même époque sur la nation portugaise, comme sont ceux de M. le baron Thiébaut et de M. Gingret, ne peuvent provenir que de la légèreté avec laquelle l'un tranche la question, et de la maturité réfléchie apportée par l'autre dans le même examen. M. Thiébaut n'est pas le seul qui ait jugé le Portugal avec peu de connaissance de cause, quoique peut-être aucun auteur ne l'ait surpassé en injustice à cet égard; le professeur Linck de Rostock, qui a publié un *Voyage en Portugal* justement estimé, quoiqu'il ait rectifié bien des erreurs sur ce pays ressassées par les auteurs qui l'ont précédé, et reproduites par M. Thiébaut, n'est pas non plus exempt

de l'auteur que l'Europe croira qu'*en Portugal les hommes sont en friche* comme la terre. Chez cette nation *laide, pauvre et ignorante*, la langue de Camoëns était fixée du temps du roi Emmanuel, près de deux siècles avant que la langue française ne le fût sous Louis XIV; l'académie des sciences de Sagres, établie et présidée par l'infant don Henri, avait produit les astronomes et les marins qui les premiers

---

d'en laisser subsister d'autres. Le savant Zach, dans sa *Correspondance du mois de février* 1801, ouvrage périodique publié à Gotha, relève les erreurs du profeseur Linck de la manière suivante : « On peut faire les mêmes éloges (il » venait de parler des Mémoires de l'académie royale de la » marine) du dernier volume des Mémoires de l'académie » royale des sciences, qui contient, non-seulement un grand » nombre d'excellentes observations et de dissertations ma- » thématiques et astronomiques dues à Villas-Boas, à Velho » et à Ciera de Lisbonne, de Mafra et de Coïmbre, mais encore » une foule d'observations précieuses faites dans les possessions » portugaises de l'Amérique-Méridionale, et à Rio-Janeiro » par Oliveira, Barbosa et Bento Sanchez Dorta. Dès 1780, » le gouvernement portugais envoya dans ce pays plusieurs » astronomes pour tracer les limites entre ses possessions et » celles de l'Espagne. Munis des meilleurs instrumens astro- » nomiques de Ramsden, de Dolland et de Sisson, ils ont » fait depuis 1781 une suite d'observations très-importantes » qu'on retrouve dans le volume dejà cité des Mémoires de » l'académie des sciences. Nous avons donc été fort surpris

s'aventurèrent à travers l'océan Atlantique, plus de deux cents ans avant l'établissement de celle de Paris, et quand des ports de France il ne sortait que de gros bateaux montés par des pirates. Nous avouerons cependant qu'à Lisbonne les cochers des voitures de place ne lisent point le Contrat social, ce qui est un petit malheur dont en Portugal on a la bonhomie de ne pas trop s'affliger.

» de voir un des voyageurs les plus récens et les plus véri-
» diques, le professeur Linck de Rostock, dans son voyage
» intitulé, *Voyage en France, en Espagne et en Portu-*
» *gal,* et dans lequel il relève les inexactitudes d'un Mor-
» phy, de Junk et de l'auteur du *Nouveau tableau de Lis-*
» *bonne*, tomber dans les mêmes erreurs, en rapportant qu'il
» n'y avait point d'instrumens aux Observatoires de Lisbonne,
» et qu'on y faisait peu ou point d'observations. Cette asser-
» tion est suffisamment réfutée par la publication des Mé-
» moires de l'académie des sciences de Lisbonne, qui con-
» tiennent une série d'observations faites depuis 1779, et
» dont le 4ᵉ. volume *des Éphémérides* a fait connaître
» l'exactitude. De même l'observatoire de Coïmbre est *un*
» *des plus magnifiques et des mieux disposés de l'Eu-*
» *rope.* Au moment où j'écris, j'ai devant moi une gravure
» bien faite, représentant le plan de ce bel édifice, et que
» nous devons à la bonté de M. d'Aroujo, qui a voulu en
» même temps nous communiquer quelques observations à cet
» égard.... Ce bâtiment, consacré entièrement aux observa-
» tions astronomiques, fut élevé en 1792, sous les auspices

Nous terminerons là nos observations sur la relation de M. le général Thiébaut, écrit d'un genre tout-à-fait particulier, qu'il n'est pas aisé de classer. Ce ne sont pas bien positivement des mémoires historiques, puisque les faits y sont altérés de la manière que nous avons fait sentir ; ce n'est pas une relation militaire, parce que, comme nous l'avons démontré, l'événement qui en fait l'objet a été purement politique, et que l'armée ne s'est trouvée que

---

» de D. Francisco Raphaël de Castro, comte de Resende, » recteur de l'université de Coïmbre, sous la direction de » Joseph Monteiro da Rocha, vice-recteur et doyen de l'u- » niversité, directeur de la faculté de mathématiques et de » l'Observatoire. Ce bâtiment, etc. » Nous avons cité ce passage, non-seulement pour avoir occasion de nommer encore quelques savans portugais modernes connus dans le monde littéraire, mais encore pour mettre le lecteur à portée de se convaincre du peu d'attention que M. Thiébaut a apporté dans une matière si importante. On peut être fort honnête homme, bon militaire et même excellent chef d'état major, sans que, pour cela l'on soit précisément tenu d'être astronome, géomètre, chimiste ou jurisconsulte. La prudence commande, dans ce cas, de se renfermer dans son métier, et de ne point se mêler de ceux des autres. On ne peut pas remplacer les connaissances exactes et positives par des antithèses; le temps des Thomas et des Raynal est passé; le public est rassasié de leurs insipides imitateurs, et ce n'était pas la peine d'en augmenter le nombre.

deux fois en présence de l'ennemi au dénoûment de la pièce, et que la petite guerre précédente ne peut pas être aperçue dans la grande masse des événemens militaires qui surabondent dans les fastes de l'Europe pendant le quart de siècle qui vient de s'écouler. Ce serait un panégyrique en l'honneur du général Junot, si le tableau élégiaque des horribles souffrances de l'armée, peint par l'auteur avec de vives et fortes couleurs, ne s'y trouvait pas pour accuser ce général, et si les calomnies accumulées contre le prince régent, le gouvernement et la nation portugaise, ne lui donnaient la teinte d'un libelle. Cet écrit est donc un roman, qui tient du panégyrique, de l'élégie et du *libelle*; tellement qu'une expédition qui devint honorable pour l'armée, du moment qu'elle eut des ennemis à combattre, est présentée sous un point de vue si étrange, qu'on pourrait au besoin en faire un mélodrame (ce genre n'étant pas assujetti aux trois unités), dont le premier acte serait à Moraleja, le second à Sobreira, le troisième à Abrantès, le quatrième à Sacavem, et le cinquième à Lisbonne (1).

(1) Il ne s'agit ici que de la manière dont cette expédition est présentée par l'auteur, et nullement de l'expédition elle-même. Dans les circonstances critiques où l'armée se trouva

Quel que soit le genre de cet ouvrage, et le titre qu'on lui donne, nous nous apercevons que c'est à tort que nous avons reproché à l'auteur d'avoir mis l'intervalle de neuf ans entre la composition et la publication d'un pareil écrit, et nous convenons qu'il n'était pas de nature à paraître plus tôt. Bonaparte ne l'aurait pas souffert, non à cause des petits coups de pate qu'il lui donne par-ci par-là, qui n'égratignent même pas, puisque l'auteur fait pate de velours, mais à cause de ce qu'il renferme d'injurieux contre le prince régent, aujour-

---

au mois de septembre 1808, cette opération est, sous le rapport de la guerre, une des plus honorables pour les armes françaises. Nous ne faisons qu'appliquer à la première occupation du Portugal la doctrine professée par l'auteur dans la note qui se trouve au bas de la page 180.... « Aussi, le » même résultat est-il, suivant les forces qu'on a employées » et celles que l'on a combattues, héroïque, brillant, hono- » rable, ordinaire, insignifiant ou ridicule. » Les forces employées pour l'occupation du Portugal, y compris les trois corps espagnols, montaient au-delà de soixante mille hommes ; celles qu'elles ont eu à combattre étaient égales à zéro ; ainsi, il n'y a rien d'honorable dans cette occupation. La gloire militaire commença et finit pour le corps d'armée du général Junot dix mois plus tard, dans les champs de Roliça et de Vimieiro. (*V.* à la fin du volume le §. 13 du Manifeste de la cour de Portugal publié à Rio-Janeiro le 1er. mai 1808.

d'hui roi de Portugal et du Brésil, et contre la nation portugaise. Buonaparte se permettait des sorties, des invectives, des injures même, contre les souverains et les nations étrangères; mais c'était dans des occasions où sa politique le lui commandait. Il s'était réservé ce droit exclusivement. C'était lui qui le pratiquait ou le commandait; hormis ces cas, il n'aurait jamais souffert que personne osât s'émanciper contre des personnes augustes et placées dans un rang à mériter le respect des nations. Il voulait que les rois et les nations fussent à l'abri de publications scandaleuses faites pour avilir dans l'esprit des peuples ce qui ne doit être que l'objet de leur vénération. En 1814 il était prudent d'attendre quelle direction prendraient les nouvelles idées que devait faire naître le changement mémorable qui résulta de la chute de l'empire et de la restauration de la royauté. On aurait pu à la rigueur faire paraître l'ouvrage depuis pendant l'usurpation; mais on a eu tant à faire et à écrire à cette époque! D'ailleurs, la bataille de Waterloo a dérangé tant de calculs! Les mêmes embarras de 1814 se reproduisirent après le 15 juillet 1815; il ne fallait pas se presser. Tout bien considéré, l'ouvrage ne pouvait prudemment être livré à l'impression avant 1817; alors la liberté de la presse pour ces sortes d'ouvrages existe tout

entière, sans d'autres entraves que celles qu'y met la délicatesse.

Il a été bien pénible pour nous d'avoir été forcé de réduire à sa juste valeur la part de gloire qui appartient au général Junot dans l'expédition qui nous occupe. Notre intention n'est pas de refuser à ce général la place honorable qu'il peut mériter parmi les militaires français. Doué d'une bravoure remarquable même dans l'armée française, instruit, et possédant des talens naturels, il ajoutait à des sentimens louables des qualités personnelles qui le rendaient très-recommandable. Nous croyons même que la plupart des torts qu'on peut lui reprocher dans l'expédition de Portugal, proviennent plutôt de la position et des circonstances où il se trouva placé, que d'une détermination qui lui soit propre; mais l'auteur ayant eu l'étrange prétention d'ériger les fautes en hautes conceptions d'un calcul lumineux, et les torts en vertus, il a bien fallu dire les choses comme elles sont, et faire descendre ce général des échasses sur lesquelles l'auteur l'a inconsidérément fait monter.

Il n'y a rien de si dangereux qu'un imprudent ami, s'il prétend, dans des événemens passés sous nos yeux, créer une opinion à la place de celle qui s'est généralement accrédi-

tée. La place du général Junot est fixée dans l'opinion de l'armée : elle est honorable, quoiqu'elle ne soit pas aussi élevée que celle des Soult, des Suchet, des Saint-Cyr et des Macdonald.

CHAPITRE II.

Campagne du maréchal Soult en Portugal en 1809.

Monsieur de Naylies donna au public, dans son ouvrage, le choix fait par lui-même des notes qu'il a prises sur les lieux, concernant les opérations des corps d'armée dont le 19e. de dragons a fait successivement partie dans la péninsule depuis 1808 jusqu'en 1811, ainsi que des réflexions que les événemens passés sous ses yeux l'ont porté à faire sur ces opérations. En racontant des traits honorables pour l'armée française, il ne dédaigne pas de recueillir ceux qui honorent l'ennemi ou peignent le caractère et les opinions de nations chez lesquelles il a fait la guerre. Cette marche l'a conduit à parler de l'expédition du maréchal Soult en 1809, contre le Portugal.

Les succès non interrompus dus à la valeur française faisaient croire tout possible à Bonaparte; l'expérience fut toujours perdue pour lui. A peine il s'était passé quelques mois après la capitulation du général Junot à Lisbonne, qu'enorgueilli par de nonveaux succès qui avaient contraint l'armée anglaise du général

Moore à s'embarquer à la Corogne, il jugea le moment favorable pour frapper des coups décisifs sur le Portugal, privé de l'appui de ses alliés, et s'emparer de force de ce royaume, dont il n'avait dû la première occupation qu'à la ruse. Pour en assurer le succès, il se décida à faire attaquer ce pays sur deux points par deux opérations qui se développaient simultanément. La première de ces opérations fut confiée au maréchal Soult, dont le corps d'armée qui se trouvait en Galice devait pénétrer en Portugal par la province du Minho, en passant la rivière du même nom à Tuy; le maréchal Victor eut ordre de tenter la seconde opération du côté de l'Estremadure espagnole.

Ce plan était trop vicieux pour réussir; l'invasion du Portugal présente des difficultés presque insurmontables; on peut s'en faire une idée, en lisant l'aperçu d'un plan de campagne en Portugal inséré à la suite de l'ouvrage de M. le général Thiébaut, ainsi que l'ouvrage même et les observations que nous avons faites sur cet écrit. Les deux corps en question, destinés à cette double opération, devaient agir sur des points trop éloignés pour qu'ils pussent se donner autrement les mains qu'au moment de l'attaque de Lisbonne, et conséquemment après la conquête presque entière du

royaume. Des obstacles imprévus pouvaient déranger le concert désiré entre ces deux corps, et les opérations d'un des deux pouvaient être entravées ou empêchées à l'insu de l'autre. Chacun des deux était d'ailleurs trop faible pour pouvoir se suffire à lui-même. Effectivement le maréchal Victor, malgré le succès obtenu à Medelin, fut trop occupé en Espagne pour pouvoir s'approcher des frontières du Portugal; la même chose serait arrivée au maréchal Soult, si le marquis de la Romana eût combiné avec plus de sagacité ses opérations; ce maréchal ne fut pas empêché par lui de pénétrer dans le pays, mais il lui fut impossible de combiner ses opérations avec le corps du maréchal Victor, et même d'en avoir des nouvelles.

Le maréchal Soult, en s'approchant de Tuy, n'a pas eu de peine à se convaincre qu'il était absurde de tenter sur ce point, comme il lui était prescrit, le passage du Minho, qui est fort large et n'offre point de gué, sans équipage de ponts, et n'ayant que de très-faibles bateaux et en petit nombre, et cela sous le canon de la place de Valença; aussi, prit-il le parti de remonter la rive droite du Minho pour passer cette rivière à Orense en Galice.

La nation portugaise, qui s'était levée spontanément en masse pour expulser l'armée du

général Junot, menacée depuis sur tous les points de la frontière par les forces nombreuses de Bonaparte, n'était pas revenue encore à cette époque à une assiette tranquille; toutes les âmes étaient dans le délire de la joie à cause des avantages obtenus sur les Français, mêlée de la crainte de retomber de nouveau dans l'infortune de l'oppression et de la servitude, que les derniers succès obtenus en Espagne par l'ennemi commun faisaient appréhender. Il n'y a rien de si méfiant et de si inquiet que le peuple en masse, quand il peut avoir une volonté impunément; les conseils de la sagesse et de la prudence ne sont plus aux yeux de la multitude que de la pusillanimité et et de la trahison. C'est ce qu'éprouva le malheureux général Bernardin Freire d'Andrade. Des scélérats furieux et ignorans l'ont cruellement massacré au moment qu'il prenait des mesures pour retarder la marche de l'armée du maréchal Soult, qui, après s'être emparé de Chaves avec peu de difficulté, débouchait des montagnes sur Braga. Cet événement déplorable désorganisa le corps portugais, qui, désormais sans chef et sans plan, s'est dissous de lui-même, avant que le maréchal fît attaquer la position qu'il occupait la veille, et qui n'était plus gardée que par quelques volontaires :

aussi le maréchal entra sans difficulté dans Braga, et n'en éprouva que fort peu dans son mouvement sur Porto.

L'exécrable massacre du général portugais en avant de Braga, influa sur les dispositions des masses qui défendaient la position formidable, mais trop étendue de Porto. De nouveaux meurtres eurent lieu dans son enceinte sur des officiers supérieurs. Chacun se méfiait de son commandant, de son voisin. La confusion inséparable de cette disposition des esprits était à son comble, précisément au moment où le calme, l'ordre, la confiance et l'obéissance étaient le plus nécessaires; aussi le courage individuel, le dévouement et l'amour de la patrie, devinrent non-seulement inutiles, mais funestes; la défense des lignes en souffrit ou devint nulle. Il est probable que, sans ces circonstances, le maréchal Soult aurait échoué devant Porto, ou qu'il ne s'en serait rendu maître qu'en sacrifiant la moitié de son armée, puisque par la seule force des masses à peine organisées, le feu, quoique mal dirigé, de l'artillerie des lignes portugaises lui fit éprouver une très-grande perte, et pour le moins quatre fois plus considérable que celle qui fut avouée.

§. M. de Naylies, après avoir fait connaître les horribles excès commis par les troupes fran-

çaises à la prise de Porto, et le cruel sort de milliers de fugitifs des deux sexes, de tout âge et de tout rang, qui se noyèrent de la manière la plus lamentable, par la catastrophe du pont qui se rompit, ne pouvant pas porter le nombre prodigieux d'individus qui se pressaient pour se sauver sur la rive gauche, attire l'attention du lecteur sur les opérations des troupes dont son régiment faisait partie. Ces troupes se portèrent sur Amarante, d'où elles ont été courageusement repoussées par les milices portugaises; événement qui contribua efficacement à sauver le Portugal de cette seconde invasion, en encourageant les paysans dans l'état permanent d'insurrection, et en donnant le temps d'organiser à Tomar le corps d'armée de sir Atrthur Wellesley, revenu d'Angleterre en Portugal avec dix mille hommes de renfort, et celui du général Mackensie à Abrantès. Le premier de ces corps se porta plus tard sur Coïmbra, d'où une division aux ordres du maréchal Beresford marcha sur Lamego, passa le Douro et vint enfin sur Amarante; et le reste, sous les ordres immédiats de sir Arthur Wellesley, opéra son mouvement par la grande route de Porto sur le Vouga, dont les Français occupaient la rive droite.

Toute l'habileté du maréchal Soult a dû

échouer contre la volonté nationale, fortement prononcée pour l'indépendance, et même contre l'indiscipline de ses propres troupes, hautement encouragée par quelques chefs. L'intérêt de l'armée française était bien d'accord avec l'ordre que le maréchal tâchait de mettre dans les affaires, en ménageant les habitans; on n'y a remarqué que des vues ambitieuses qui porteraient le maréchal à aspirer à la souveraineté du pays, et ce bruit s'est tellement accrédité, que ses intentions à cet égard sont encore aujourd'hui problématiques.

Ce qui pourrait prêter quelque croyance aux bruits qui se sont répandus à cette époque, c'est qu'il est constant qu'un petit nombre d'intrigans du pays, espèce de gens qui ne manquent nulle part aux époques des révolutions, ont colporté une pétition qui a été munie de plusieurs signatures, tendant à demander à Bonaparte de nommer Soult souverain du Portugal, et ces manœuvres ont paru être appuyées secrètement par ce maréchal.

M. de Naylies n'embrasse pas dans son ouvrage l'ensemble des opérations de l'armée française; il raconte ce qu'il a vu sur les points où il s'est trouvé. Nous ne pouvons lui demander plus qu'il ne nous avait promis, puisqu'il tient même au-delà de ses promesses. « *Non fumum*

ex fulgore, sed ex fumo dare lucem cogitat.» Sa manière de narrer est facile et attachante; tout en racontant les faits d'armes qui sont en l'honneur de l'armée française, et qu'il présente avec la prédilection naturelle à tout homme d'honneur pour ses compatriotes, il ne décèle ni du mépris, ni de la haine pour la nation qui se sacrifiait noblement pour assurer son indépendance et défendre son roi. La nation portugaise, en lisant son ouvrage, pourra rarement réclamer contre la justice de ses observations.

Au reste, tout le monde connaît l'issue de cette expédition; le maréchal Soult, quoique maître de Porto, ne possédait que le pays que ses troupes occupaient. Chaves avait été reprise immédiatement après que les Français l'avaient quittée pour se porter sur Braga, par le général Silveira, qui, à la tête de quelques troupes, s'était tenu à Villa-Pouca d'Aguiar, à quatre lieues de la place, se sentant trop faible pour s'opposer aux mouvemens de l'armée, mais assez fort pour reprendre ses établissemens. Après la prise de Chaves, il marcha à la défense du pont d'Amarante, laquelle il prolongea avec obstination, ce qui encouragea et maintint le soulèvement général. Soult voyant toute la nation soulevée sur ses derrières et au-

tour de lui, privé de toute communication avec les corps français d'Espagne, n'a pas pu songer à marcher sur Lisbonne, quoique ce fussent là les ordres exprès de Bonaparte. Il s'appliqua donc à rétablir l'ordre dans le pays, à caresser et à protéger les Portugais, pour rendre supportable l'autorité française; et il s'y est pris avec tant de prudence et d'adresse, il montra tant de bienveillance et de modération, qu'il aurait obtenu sans doute la pacification du pays, si cela eût été possible à obtenir du peuple portugais, qui, en rendant justice au maréchal, s'en méfiait comme français. La nation en craignait même les dons perfides. *Timeo Danaos et dona ferentes* était l'exhortation qu'on s'adressait mutuellement. Le maréchal, convaincu qu'il ne viendrait pas à bout de pacifier les provinces qu'il occupait, seul moyen de pouvoir entreprendre de soumettre les autres, a dû se disposer à évacuer entièrement le pays, opération qu'il désira effectuer, en traversant la province de Tras-os-Montes par Mirandella, pour entrer dans le royaume de Léon par Zamora.

Pendant que le maréchal Soult vacillait sur le parti qu'il prendrait dans la position critique où il se trouvait, le reste des provinces du Portugal qui n'étaient pas envahies imitait

celles-ci, et s'armait avec ardeur pour venir au secours de Porto. Le Portugal se trouvait menacé de tous les malheurs : une partie du pays était occupée par l'ennemi, l'autre avait à craindre une prochaine invasion de la part du maréchal Victor, qui s'approchait des frontières de l'Est : placé dans ce péril imminent, tout le monde courut aux armes ; la Grande-Bretagne s'empressa d'envoyer des secours d'armes, de munitions et de troupes sous les ordres de sir Arthur Wellesley. On forma les deux corps dont nous avons parlé, et celui de Tomar fit un mouvement sur Coïmbra. Les élèves des écoles de droit, de médecine, et des autres facultés de cette université, qui s'étaient enrégimentés pour défendre la patrie, et qui avaient pris les devans, s'étaient postés sur la rive gauche du Vouga, pour contenir les excursions de la cavalerie du général Franceschi.

Le maréchal Soult, pour se mettre à même de pouvoir effectuer son projet de retraite par Mirandella, ordonna qu'on s'emparât à tout prix du pont d'Amarante, indispensablement nécessaire pour gagner la province de Tras-os-Montes. Silveira défendait ce pont depuis près de deux mois avec persévérance et courage ; mais il lui fut enfin enlevé par le moyen d'une fougasse qui facilita l'attaque de vive force. Les

Portugais auraient pu en prolonger la défense s'ils avaient eu autant d'expérience de la guerre que de courage. Si Soult avait effectué immédiatement son mouvement de retraite, il aurait réussi selon toutes les apparences à emmener avec lui le plus grand nombre de ses malades, son artillerie et le trésor, sans risquer de trop souffrir de la part des troupes ennemies qui étaient à portée de le harceler; mais ayant différé depuis le 2 mai, qu'il fut maître du pont d'Amarante, jusqu'au 10, sir Arthur Wellesley eut le loisir de disposer et de combiner l'attaque simultanée de la ligne ennemie, opération peut-être la plus belle et la plus hardie qui ait été méditée et exécutée par ce général, depuis fameux sous le nom de Wellington. Effectivement le corps anglo-portugais, ayant le bataillon des étudians de Coïmbra en tête, après avoir fait replier au-delà du Douro la cavalerie du général Franceschi et l'infanterie du général Tomières, passa cette rivière, dans la nuit du 11 au 12, à Avintès et à Villa-Nova, et manqua de s'emparer de la personne du maréchal, qui n'eut que le temps de monter à cheval et de se sauver en toute hâte, abandonnant ses malades, cinquante pièces de canon et ses équipages, par la route de Pénafiel, se dirigeant sur Ama-

rante; mais le général Loison, à qui le voisinage du Maraô devait être une seconde fois funeste, avait de son côté été chassé par le général Béresford des positions qu'il occupait sur la gauche du Tamega, qu'il fut obligé de repasser.

Le maréchal Soult chassé de Porto, et le général Loison d'Amarante, en se repliant l'un sur l'autre, se rencontrèrent près de Pénafiel, où on fit détruire les équipages et l'artillerie, et d'où le maréchal se hâta de se mettre en route pour opérer sa retraite par Braga; mais parvenu à Guimarans, et ayant appris que le général Arthur Wellesley approchait de cette ville, il ne lui resta alors d'autre parti que de gagner Salomonde à travers les montagnes, après avoir détruit ce qui lui restait encore d'artillerie. De Salomonde, le maréchal quitta la route de Chaves, pour prendre celle de Montalègre par le pont de Saltador sur le Cavado, où les voitures ne pouvaient point passer, dont heureusement pour lui les paysans n'avaient pas achevé la démolition, et il arriva à cette ville avant l'armée portugaise, qui, ayant fait le tour par Villa-Réal et par Chaves avec son artillerie, devait nécessairement arriver à Montalègre après les Français. De Montalègre, l'armée française marcha sur Orense en Espagne,

après six jours de marche, où elle avait perdu tout son matériel, tous ses bagages, et un très-grand nombre d'hommes exténués de faim qui n'avaient pu suivre; en un mot elle perdit tout, puisque, d'après l'aveu même de l'auteur, l'infanterie ne conserva que ses baïonnettes, et que la cavalerie ne ramena que ses chevaux.

La manœuvre de sir Arthur Wellesley était belle, hardie et savante. Elle réussit complétement dans l'attaque de la position de l'armée française sur le Douro et le Tamega, dont celle-ci fut débusquée avec précipitation. C'était là le but du général anglais, qui, poursuivant ses succès, se proposa de couper toute retraite aux Français, en leur barrant le passage par Chaves, que le général Béresford gagna en toute hâte, et en faisant rompre les ponts sur le Cavado, pour les couper de Montalègre. Le maréchal Soult était trop habile guerrier pour ne pas comprendre combien sa situation était périlleuse, après que l'armée ennemie avait franchi le Douro; aussi ne perdit-il pas un instant; il sacrifia son matériel, et accéléra son mouvement pour s'ouvrir un passage. Malgré la rapidité de sa marche, tous les chemins lui étaient coupés au moment qu'il parvint à Guimarages : sa situation paraissait désespérée; il s'en tira en se jetant dans les

montagnes, où il existe à peine des sentiers pratiqués par des pâtres, jusqu'à ce qu'il eût atteint la route de Braga à Chaves par Salomonde. Là, il devina le mouvement de Béresford sur Chaves; il changea brusquement de direction, et courut s'emparer d'un pont sur le Cavado qui le conduisit à Montalègre; par ce mouvement il gagnait deux marches sur l'ennemi. Un général médiocre qui eût tâtonné était perdu sans ressource : encore une heure de retard, le pont était rompu, et l'armée obligée à capituler.

Le général anglais ne fut pas partout également secondé : il paraît constant que des fautes graves furent commises par la colonne de droite après la reprise d'Amarante, soit que le maréchal Béresford n'ait pas suffisamment précisé ses ordres pour l'exécution du plan général des opérations postérieures à la prise des lignes ennemies, soit que ce maréchal ou Silveira n'aient pas mis dans leurs mouvemens toute la célérité nécessaire pour profiter des faveurs de la fortune. L'armée de Soult se trouvait dans la position la plus critique; elle aurait été réduite à poser les armes, si, rencontrant les ponts sur le Cavado rompus, elle eût été forcée de se rejeter sur la route de Chaves. Cette armée, sans artillerie, sans cartouches pour son

infanterie, et sans vivres, placée alors entre le corps de Béresford qui lui barrait le passage, et la colonne de Wellesley qui arrivait de Braga, eût infailliblement capitulé.

Nous ne pouvons pas être de l'avis de M. de Naylies, qui reproche au maréchal Soult de se laisser surprendre à Porto : la faute en est évidemment au peu de vigilance de ceux chargés de garder les passages, et cette faute est d'autant plus grave et moins excusable, que l'armée anglo-portugaise traversa le Douro aux passages ordinaires, et que l'heure même de cette opération était connue, pour ainsi dire, d'après les mouvemens de l'ennemi qui avait contraint les troupes de la rive gauche à repasser précipitamment la rivière. Quoi qu'il en soit, dans la position où Soult se trouva, il s'en tira avec la plus rare habileté, et malgré les pertes énormes qu'il fit, cette retraite ajouta à sa gloire militaire. Il en obtint aussi une plus difficile : tout Français qu'il était et général de Bonaparte, il ne fut pas abhorré des Portugais.

Pendant que ceci se passait sur le Douro, le général Mackensie s'était avancé sur Castelo-Branco, et avait fait occuper Alcantara pour s'opposer au maréchal Victor, dont les mouvemens faisaient craindre qu'il n'entreprît enfin d'entrer en Portugal. C'est cette circonstance

qui força sir Arthur Wellesley à ne pas poursuivre le maréchal Soult en Galice ; il revint sur ses pas pour s'opposer au maréchal Victor. Les événemens postérieurs amenèrent plus tard la bataille de Talavera ; mais le récit de ces événemens n'entre pas dans le plan que nous nous sommes proposé.

CHAPITRE III.

Campagnes de 1810 et 1811 en Portugal, sous le maréchal Masséna, prince d'Esling.

L'OUVRAGE de M. Gingret sur les campagnes du maréchal Masséna en Portugal, est de toute autre nature que les deux précédens. Ce n'est pas un panégyrique, car l'admiration de l'auteur pour Masséna ne l'a pas empêché d'en citer les fautes, non pour flétrir les lauriers de ce vieux guerrier, mais dans l'intérêt de l'art, pour servir de leçon à l'avenir. Cet écrit est une relation militaire des événemens d'une campagne, période dont M. Gingret s'est emparé, ainsi qu'il le dit lui-même, pour le faire servir comme d'un exemple d'où il déduit quelques réflexions qui intéresseront principalement les gens de l'art. Brave et loyal militaire, en vain cherchera-t-on dans son ouvrage des éloges à la suite des noms sans gloire.

M. Gingret, quoique attaché à un corps particulier, comme M. de Naylies l'était dans l'expédition du maréchal Soult, a poussé ses vues plus loin que ce dernier. Il rend compte

de l'ensemble des opérations de l'armée, dont son régiment faisait partie, et il le fait avec justesse, discernement et talent. Son style, naturel et facile, parait déceler un écrivain qui ne cherche qu'à présenter la vérité à ses lecteurs. Sa juste admiration pour ses compagnons d'armes ne le rendait pas *constamment* injuste envers l'ennemi : s'il s'égare, assurément c'est de bonne foi.

Cherchant, comme M. Gingret, les véritables causes des faits historiques qui l'occupent, nous avons été conduits à faire quelques réflexions sur son estimable ouvrage, réflexions qui seraient restées dans notre portefeuille, si elles ne faisaient une suite nécessaire aux observations que la relation de M. le lieutenant général baron Thiébaut nous force à publier pour repousser des inculpations non méritées. Telles qu'elles sont, elles ne tendent point à détruire le mérite de la relation de M. Gingret, où sont consignées les plus précieuses maximes de la guerre, et où respirent les sentimens d'un militaire qui aime l'honneur et la gloire de sa nation ; au contraire, en applaudissant au succès de son ouvrage, c'est à la candeur de l'auteur que nous soumettons nos observations.

M. Gingret rend un compte fort exact de l'échauffourée du pont de la Coa, de l'inves-

tissement, du siége et de la capitulation de la place d'Almeida, qui se rendit aux Français bien avant l'époque qu'on le pouvait raisonnablement espérer, par suite de l'épouvantable explosion de la poudrière, qui détruisit en une seconde la ville et sa population, ruina une grande partie des fortifications et endommagea le reste. Sans ce funeste événement, le siége aurait probablement traîné en longueur; car les ingénieurs français ayant dirigé les batteries sur un roc vif couvert d'un revêtement, après avoir vainement battu en brèche, se seraient vus forcés de recommencer un nouveau front d'attaque. Cette faute, dont lord Wellington était instruit par le moyen du télégraphe placé au haut de la tour de la citadelle, donnait de la marge à ce général pour se préparer à attaquer avec avantage l'armée assiégeante, qui, fatiguée par un long siége, se serait vue bien embarrassée pour recevoir la bataille dans ses lignes.

L'auteur reproche à Masséna d'avoir donné la liberté à trois mille miliciens qui se trouvaient à Almeida, et d'avoir incorporé dans son armée le 24ᵉ. régiment d'infanterie portugaise, après la reddition de la place, se confiant, dit-il avec raison, aux promesses du soldat, comme s'il était possible oue ces gens se décidassent à

aller combattre contre la patrie qu'ils venaient de défendre; mais il ajoute que si Masséna avait mieux connu le caractère des peuples de la presqu'île, et leur *penchant à la cruauté*, il aurait été moins généreux envers les miliciens, qui, méconnaissant tout sentiment de reconnaissance, trouvèrent bientôt des armes pour combattre les Français, et qu'à l'égard du régiment de ligne, il déserta dans deux jours, comme on devait s'y attendre.

L'auteur, attribuant au caractère cruel des habitans de la péninsule la conduite postérieure de ces troupes, paraît n'être pas bien instruit de ce qui s'est passé. Voici le fait : la capitulation portait que la garnison sortirait avec les honneurs de la guerre; qu'arrivée sur le glacis, elle poserait les armes; que les miliciens rentreraient dans leurs foyers, et que les troupes de ligne, qui consistaient dans le 24e. régiment d'infanterie, une compagnie du 12e. régiment de cavalerie, et un détachement d'artillerie, seraient immédiatement envoyés prisonniers de guerre en France. Masséna a enfreint tous les articles de la capitulation : au lieu d'envoyer chez eux *tous* les miliciens, comme il était stipulé, il en garda huit cents dont il forma un bataillon dit de pionniers, destiné à mettre les routes en meilleur état pour faciliter la marche

de son armée, et il garda aussi, contre la teneur expresse de la capitulation, les troupes de ligne, pour les faire agir conjointement avec l'armée française, c'est-à-dire, contre leurs parens et leur patrie. Les uns et les autres désertèrent de suite, il est vrai, mais ce fut après l'infraction de la capitulation; aussi lord Wellington regarda cette conduite peu loyale du général français, et contraire aux droits des nations, comme un motif suffisant pour dégager les milices et les troupes de ligne de la garnison d'Almeida de l'exécution des conditions que le gouverneur de la place avait souscrites; il se hâta de le notifier à Masséna, et les réincorpora dans son armée. En conséquence, les milices et les troupes de ligne ont pu et dû se considérer libres de reprendre les armes, et lord Wellington était autorisé à le leur ordonner.

M. Gingret, tout en approuvant l'entreprise du siége d'Almeida, paraît faire entendre que c'est après la prise de cette place, que l'on conçut, dit-il, pag. 35, « l'étrange projet d'ôter » notre belle et formidable armée de l'Espagne » où elle était si nécessaire, pour envahir le » Portugal. » Il paraît croire que l'on a commis une énorme faute, de ne pas employer cette armée pour détruire les débris des bandes

éparses en Espagne, et établir une discipline sévère dans les armées françaises, afin de ramener sous la domination de Joseph les Espagnols. « Maudissant déjà les Anglais, ajoute-t-il, » qui les excitaient à la guerre et les abandon- » naient à la merci des Français, aussitôt que » leurs armées paraissaient, etc. » Nous ne disconvenons pas que soixante mille hommes de plus en Espagne auraient puissamment contribué à comprimer les provinces où ces troupes se trouveraient; mais à cette époque, il s'en fallait de beaucoup qu'il ne s'agît que de conserver et d'établir l'ordre, puisque la moitié de l'Espagne n'était pas même occupée par les Français. Toute la Galice, une bonne partie des Asturies, presque toute la Catalogne, tout le royaume de Valence, les provinces d'Alicante, de Carthagène et Cadix, siége de la junte et du gouvernement qui reconnaissaient Ferdinand VII, étaient indépendans; il aurait encore fallu en faire la conquête. Si l'armée de Masséna, au lieu d'entrer en Portugal, se décidait à la conquête d'une ou de plusieurs des provinces dont nous venons de parler; lord Wellington, maître de ses mouvemens, prenait l'initiative et changeait le théâtre de la guerre en entrant en Espagne, ce qui aurait forcé les Français à se réunir sur tel point

qu'il plairait au général anglais d'attaquer, et cela aussi souvent qu'il conviendrait à celui-ci, qui avait toujours sa retraite assurée derrière les places ou les formidables positions qui séparent l'Espagne du Portugal : quand même toute l'Espagne serait occupée par les Français, il ne serait pas loisible à ceux-ci de s'y borner exclusivement. Pour s'en convaincre, il faut considérer le système général de la guerre de la péninsule d'après les vues personnelles de Bonaparte. La possession de l'Espagne n'était pas l'objet unique de ses efforts; ce n'était qu'un moyen pour parvenir à l'empire d'Occident qu'il voulait renouveler à son profit. Tant qu'il restait des Anglais sur le continent, ce projet ne pouvait pas se réaliser; ainsi, peu lui importait de pacifier l'intérieur de l'Espagne; ce qui était urgent pour lui, c'était de battre l'armée anglaise, de la jeter dans la mer, de garder les ports du Portugal et de la Galice pour empêcher les Anglais de reparaître.

D'après cela, tous les avantages réels, dont M. Gingret fait l'énumération, pag. 53 et suiv., n'étaient que d'un prix secondaire pour Bonaparte. Il regardait la pacification des Espagnes comme assurée, aussitôt que les peuples de la péninsule, fatigués de la guerre et des sacrifices qu'elle entraîne, n'auraient plus d'espoir d'être

soutenus par la Grande-Bretagne; pour y parvenir d'une manière irrévocable, il fallait donc les isoler de l'Angleterre, la seule puissance qui eût à la fois les moyens et l'intérêt de lui en disputer la possession. Dans cet état de choses, il était indispensable aux intérêts que Bonaparte s'était créés, d'entrer en Portugal pour occuper le pays et en chasser les Anglais; autrement, l'armée anglo-portugaise serait elle-même entrée en Espagne. Convenons donc que si le projet de Bonaparte de renouveler l'empire d'Occident était chimérique, il agissait conséquemment à ces vues, en faisant marcher Masséna en Portugal : il ne pouvait pas même en agir autrement.

Après avoir rendu compte de la marche de l'armée française par la route de Viseo, afin d'éviter le passage de l'Alva à Ponte-de-Murcella, l'auteur arrive à la bataille de Boussaco, qu'il décrit de la manière la plus vraie, la plus claire et la plus exacte. Il aurait pu affirmer que si Masséna s'était trouvé à la tête des colonnes de son armée (ce qu'il n'a jamais fait pendant toute la campagne) après le faible engagement de l'avant-garde française avec l'arrière-garde anglo-portugaise à Mortagoa, on aurait emporté la position; car l'armée ennemie n'était pas en mesure le 26 de s'y opposer. Lord Wellington avait un corps consi-

dérable de troupes sous les ordres du général Hill à Ponte-de-Murcella au-delà du Mondego, pour défendre ce formidable passage, et il ne pouvait pas entrer dans ses calculs de supposer que l'armée française préférerait la route de la rive droite du Mondego, ayant devant elle la montagne d'Alcoba à franchir; les prisonniers avaient affirmé que le génércl Hill était encore à Ponte-de-Murcella et plusieurs corps dans la plaine derrière la montagne, ce qui était trop probable pour se refuser à le croire.

Une circonstance peu importante par ses résultats positifs, fut peut-être la cause de la bataille de Boussaco, que Wellington n'avait probablement pas eu le projet d'accepter, ce fut l'attaque de la colonne de l'artillerie et des équipages par les milices de Porto aux ordres du brigadier Trent. On ne peut pas se rendre raison du motif qui décida Masséna à faire filer cette colonne par la route de Pinhel sur la droite de l'armée, entièrement découverte. Le général Montbrun devait couvrir sa marche avec sa cavalerie; mais, comme les voitures avançaient lentement à cause des mauvais chemins, ce général ordonnait de fréquentes et longues haltes pour ne pas fatiguer les chevaux, en les faisant avancer au petit pas, de manière que les milices et une trentaine de

cavaliers portugais se présentèrent sur le flanc de cette colonne entièrement dégarnie de troupes ; le chef d'escadron Fontinilly, le capitaine Prevot et plusieurs autres officiers d'état major parlementèrent pour gagner du temps ; en attendant, quelques gendarmes s'étant réunis, et tous les officiers isolés ayant formé un peloton, firent feu sur la cavalerie portugaise, qui se dispersa à la première décharge. L'artillerie fut ainsi sauvée; mais, pendant que tout ceci se passait, la colonne rétrograda pour se rapprocher de la cavalerie de Montbrun, qui était fort loin en arrière, ce qui lui fit perdre deux jours, dont Wellington profita pour concentrer ses forces et établir sa ligne de bataille. Nous avons fait mention de cet événement fort peu important, parce que c'est une nouvelle preuve qu'à la guerre il n'y a pas de mesure indifférente, et que la négligence d'une petite précaution est souvent la cause de grands désastres.

Masséna, arrivé trop tard pour tenter d'emporter la position, tint conseil avec le maréchal Ney commandant le 6e. corps, le général Régnier commandant le 2e., et le général Junot commandant le 8e. Le maréchal Ney fut d'avis de ne pas attaquer le lendemain par tous les motifs spécifiés par l'auteur, qui dans cette

rencontre est l'interprète fidèle de l'opinion de l'armée : il était en effet évident que toute l'armée anglo-portugaise se réunirait dans la nuit, et qu'on aurait indubitablement à combattre le lendemain contre toutes les forces ennemies. Les généraux Régnier et Junot suivirent l'avis du maréchal Ney, mais Masséna leur ayant demandé : « Eh bien, que faut-il » faire? » Ney répondit : « Prendre position à » Viseo, ou bien retourner sur nos pas à Almeida » pour contenir l'Espagne, et écrire à Paris » que nous n'avons pas assez de forces pour » faire la conquête du Portugal. » Cette réponse, si peu conforme au caractère intrépide du maréchal Ney, fit croire à Masséna qu'on ne cherchait à le détourner de la bataille que pour le priver de la gloire de conquérir ce royaume et le desservir près de Bonaparte. Cette conviction, qui se fondait sur la mésintelligence qui avait éclaté entre les deux maréchaux depuis la prise de Rodrigo, porta Masséna, non-seulement à ne pas suivre l'avis de Ney tout-à-fait inadmissible, mais même à négliger les moyens de tourner la position; et il ordonna en conséquence l'attaque pour le lendemain 27 septembre, en disant : *Je ne crois là que l'arrière-garde ennemie; si toute l'armée*

s'y trouve, tant mieux, le bonheur de l'enfant chéri de la victoire ne l'abandonnera pas.

Nous ne prétendons pas insinuer que l'attaque du lendemain souffrit précisément de la répugnance que les trois généraux, commandant les corps d'armée, avaient montré à l'engager; mais toujours est-il vrai que le sixième corps n'a pas donné en même temps que le deuxième, et que la brigade Simon était à peine à demi-côte, que l'attaque du dernier était entièrement repoussée, et on sait assez quelle assurance l'avantage, ou plutôt le succès complet, obtenu par la droite de l'armée anglo-portugaise, devait inspirer aux troupes du centre. La brigade Simon, qui marcha à l'ennemi avec intrépidité et une admirable assurance, ne fut pas assez soutenue par le reste de la division Loison; la division Marchand ne combina pas mieux ses efforts avec cette division : en général, la bataille fut engagée sans ensemble; mais, l'eût-elle été, le résultat auroit été le même. Cette entreprise étoit au-dessus des forces humaines : il est impossible de forcer une armée à Boussaco, à moins qu'elle ne manque honteusement à son devoir.

Malgré les difficultés presque insurmontables qui s'opposaient au gain de la bataille de Bous-

saco, il n'est que trop vrai que, comme le dit l'auteur, telle était l'habitude de vaincre pour l'armée française, qu'on s'étonnait de cet *échouement*, comme on le disait, et qu'on ne savait guère quel parti prendre le lendemain. Le général Sainte-Croix, en battant la campagne sur la droite de l'armée, ramassa un paysan, qui lui indiqua la route de Boialvo à Sardaò : il s'en approcha avec précaution, et, remarquant qu'elle n'étoit point gardée, il se hâta d'en instruire Masséna, qui, sur ce rapport, se décida enfin à tourner la position de l'ennemi. C'est cette circonstance qui fit dire au maréchal Ney, que c'était *la manœuvre du paysan* : il ne qualifiait jamais cette opération autrement.

L'auteur inculpe lord Wellington de ne pas avoir assez assuré sa gauche, en n'occupant pas le passage ci-dessus mentionné. Il paraît que le général anglais avoit ordonné au brigadier Trent de se porter, avec les milices de Porto, qu'il avait sous ses ordres, à Boialvo, pour occuper cette position, et que celui-ci n'eut pas le temps de faire arriver ses troupes, quoiqu'il y fût de sa personne. Cependant, le corps de Trant, fort peu nombreux et composé de milices non aguerries, n'avait pas assez de consistance pour résister à l'attaque d'une

colonne de troupes françaises, ou plutôt à l'armeé entière; d'ailleurs, l'incertitude sur la possibilité d'exécuter cette mesure, n'excluait pas le soin de prendre d'autres moyens, qui auroient été alors suffisans pour rendre nuls les efforts de l'armée française, laquelle n'aurait pas couru les chances d'une seconde bataille pour forcer une barrière dont la première tentative lui avait coûté si cher. Un reproche également fondé qu'on peut faire à l'armée anglo-portugaise, c'est le peu de vigilance de ses troupes légères, qui se sont tenues, après le gain de la bataille, dans une telle circonspection, que l'armée française ne fut nullement troublée pendant le trop dangereux mouvement de flanc qu'elle eut la témérité d'exécuter si près de l'ennemi, pour tourner la position d'Alcoba, qu'elle n'avait pu emporter de force, et dont elle avait été repoussée avec la perte de quatre mille hommes. Si les Anglo-Portugais avaient lâché quelques bataillons pendant ce mouvement périlleux, l'armée française aurait essuyé de grandes pertes, et le but du mouvement aurait été manqué.

L'armée anglo-portugaise, après le mouvement prononcé des Français sur Sardao, opéra tranquillement sa retraite sur les lignes de Lisbonne, sans s'arrêter à défendre Coïmbra, où

les Français entrèrent sans autre opposition que l'échange de quelques coups de canon contre l'extrême arrière-garde ennemie. L'auteur s'élève avec raison contre la faute qu'on fit en laissant saccager Coïmbra. Masséna avait fait tout au monde pour l'empêcher; il y envoya un commandant et la brigade Taupin pour la garder, avec ordre d'en défendre l'entrée à qui que ce fût, et il s'abstint d'y entrer lui-même pour en donner l'exemple aux chefs; mais le général Junot se présenta le soir aux portes avec son état major, et, sur le refus qu'on lui fit de le laisser entrer, il força la consigne, et entra d'autorité. Après cet exemple, il fut impossible de maintenir aucun ordre dans la ville, et tout ce que put obtenir le commandant, ce fut d'empêcher le pillage et la dégradation de la bibliothéque, de l'observatoire, et des autres établissemens publics de l'université; mais non l'enlèvement des télescopes et instrumens de mathématiques, fait par ordre de Masséna et autres généraux. Masséna crut faire plaisir au maréchal Ney en lui envoyant une superbe lunette d'approche choisie parmi celles dont il s'était emparé; mais Ney la refusa. C'est à Coïmbra, abandonnée par les habitans comme toutes les autres villes et villages qu'on avait traversés, qu'on déposa les blessés de la

bataille de Boussaco, dont le transport gênait les mouvemens de l'armée, sans y laisser qu'une faible compagnie de soixante et un combattans du bataillon des marins. C'était livrer les uns et les autres à l'ennemi.

Après s'être arrêtée deux jours à Coïmbra, pour donner le temps à l'artillerie et aux équipages d'arriver, l'armée française se mit en mouvement sur Lisbonne par la route de Leiría sur la Lis, et non sur le Mondego, comme l'auteur l'écrit, route qu'avait prise l'armée anglo-portugaise, sans qu'il y eut que l'échange journalier de quelques coups de sabre entre la cavalerie des deux armées, jusqu'à ce que les Français, arrivés à Alemquer, Villa-Franca et Sobral, se trouvèrent devant les lignes ennemies. « Fortifiées à l'avance, elles étaient re-
» tranchées, dit l'auteur, palissadées en plu-
» sieurs endroits, et hérissées de canon de tout
» calibre. Après les avoir reconnues avec sa-
» gesse, on les jugea vraiment inexpugnables.
» Peut-être qu'on les eût attaquées sans la leçon
» un peu chère que l'armée avait reçue à Bous-
» saco. »

C'est ici qu'à notre avis Masséna commit des fautes très-graves. Les positions de l'ennemi étaient inexpugnables; comment s'en est-on assuré? ont-elles été tâtées? ces lignes si éten-

dues qu'elles embrassaient toute l'étendue du terrain depuis le Tage jusqu'à la côte de l'Océan étaient-elles partout également fortes? N'y avait-il pas des ouvrages encore imparfaits à l'arrivée de l'armée française? Le canon était-il partout convenablement placé? On a lieu d'en douter, et toujours est-il incontestable qu'on n'a rien fait pour s'en assurer. Mais, soit: puisqu'il était convenu que la position de l'ennemi était inexpugnable, la présence de l'armée française, soit à Villa-Franca, Alemquer et Sobral, soit après le premier mouvement rétrograde à Santarem, Pernes, Torres-Novas et Tomar, étoit sans objet; elle était même déshonorante, parce qu'elle attestait son impuissance. La conquête de Lisbonne une fois reconnue impossible, le général français devait, ce semble, tourner ses vues vers d'autres entreprises. Celle qui lui convenait le mieux, c'était indubitablement de manœuvrer sur les deux rives du Tage, et pour cela de s'emparer d'Abrantès qu'il aurait pu avoir les premiers jours par un coup de main, et plus tard sans beaucoup de difficulté. C'était à Abrantès qu'il aurait trouvé les moyens pour établir un pont sur le Tage, sans compter qu'en occupant ce point important, il interceptait toute communication des provinces du nord du royaume

avec la capitale, et qu'il pouvait dès lors changer sa ligne d'opérations, désormais nulles sur la rive droite.

Le général Montbrun proposa en vain d'attaquer Abrantès, qui n'est pas une place; le général Regnier insista, avec aussi peu de succès, auprès de Masséna, pour passer en Alentejo; il s'opiniâtra à se maintenir uniquement en vue de l'ennemi, pensant le braver; et, comparant à tort sa position actuelle à celle de Gênes, il se persuada que, comme à la défense d'une place de guerre, il lui revenait une gloire éclatante de rester dans l'inaction jusqu'à ce qu'on eût mangé la dernière ration de pain de maïs et le dernier quartier de chèvre, se contentant de faire construire à Punhete sur le Zezere un équipage de pont, quand il fallait commencer par faire fabriquer la première scie pour scier le premier arbre qu'il fallait abattre. Lord Wellington aurait pu, à différentes reprises, attaquer avec succès l'armée française, constamment diminuée d'un tiers de sa force, à cause du nombre de maraudeurs qu'on était obligé de commander pour pouvoir subsister; mais il se garda bien de chercher à obtenir par la force un avantage qu'il pouvait immanquablement espérer à une époque peu éloignée, sans aucun effort de sa part; En un mot, Mas-

séna n'a rien entrepris qui pût le tirer de la fausse position dans laquelle il se trouvait placé; il se borna à végéter avec son armée en attendant les ordres de Bonaparte, à qui il avait rendu compte de sa position par le général Foi, qu'il avait envoyé à Paris.

Ce général réussit à traverser un pays soulevé et inconnu; il sut couvrir sa marche avec la plus grande intrépidité et la plus rare prudence, et parvint à Paris en surmontant toutes les difficultés. Son retour était encore bien plus difficile, puisqu'on le guettait en Espagne et en Portugal pour le prendre. Malgré cela, il trouva le moyen d'échapper à tous les partisans, et reparut à Torres-Novas avec des dépêches de Bonaparte et les instructions qu'il jugea propres aux circonstances. Ces deux voyages du général Foi sont un modèle de conduite militaire, et lui font personnellement le plus grand honneur.

Pendant que l'armée française occupait encore les positions d'Alemquer, Villa-Franca, etc., on eut la nouvelle que les cinq mille blessés qu'on avait abandonnés à Coïmbra avaient été enlevés et conduits à Porto par un corps de trois mille Portugais, « qui, dit l'au-» teur, page 33, les avaient fort maltraités, » surtout dans le moment où ce parti pénétra

» dans les hôpitaux. Tous les objets qu'avaient » pu conserver nos infortunés compagnons ; » tous leurs vêtemens, leur furent ravis inhu- » mainement. Les bandes qui comprimaient » leurs blessures furent arrachées, malgré leurs » cris de douleur, par quelques soldats portu- » gais d'une avarice sordide, qui espéraient » découvrir encore de l'argent caché sur leurs » plaies vives et sanglantes. Cet événement si » décourageant pour l'armée, et que les his- » toriens qualifieront d'une épithète plus éner- » gique, eut lieu le 7 octobre. »

Les historiens ne qualifieront pas cet événement d'une épithète plus énergique ; mais ils rétabliront le fait entièrement défiguré dans le récit de M. Gingret. Le voici : On a vu plus haut que Masséna ne laissa qu'une faible compagnie du bataillon des marins pour la garde des hôpitaux de Coïmbra. Le brigadier Trent, qui, avec quelques régimens de milices qu'il n'avait pas pu amener à temps pour occuper le défilé de Boialvo, à l'époque de la bataille de Boussaco, s'était tenu à une certaine hauteur derrière le Vouga, pendant que les Français débouchaient dans la plaine, se décida ensuite à suivre leur mouvement et à marcher sur Coïmbra, après avoir appris qu'elle avait été évacuée. Il n'eut pas de peine à s'en emparer ;

l'officier qui commandait la compagnie des marins se jeta avec son monde dans l'évêché, où il s'était retranché, à la portée des hôpitaux, et essaya une faible résistance qu'il ne put pas prolonger contre des forces infiniment supérieures. Il capitula verbalement, se rendant prisonnier de guerre avec sa troupe et les malades. D'après la nature de l'attaque, il fut très-difficile au brigadier Trent de surveiller les soldats. Quelques actes de vengeance eurent lieu; mais le nombre des Français qui furent victimes de la première fureur du soldat ne s'éleva pas au-dessus de huit. Il faut remarquer que les Portugais trouvèrent les habitans dépouillés de leurs vêtemens, la ville plongée dans la plus grande misère et livrée aux flammes; en outre les Français, à leur passage, avaient brisé et amoncelé dans les rues les meubles et effets qu'ils n'avaient pas pu enlever. Parmi les régimens de milices qui composaient ce corps, il y en avait un fort de huit cents hommes natifs de Coïmbra même ou des environs, qui ne purent supporter le spectacle de la dévastation totale de leurs propriétés. Ils sont assurément bien répréhensibles les actes de violence pratiqués sur de malheureux blessés; mais quelles troupes au monde ne se seraient également portées à la vengeance à l'as-

pect de leur ville ruinée pour le plaisir gratuit de tout détruire? Cependant, par les efforts du commandant et des officiers, cette animosité excusable jusqu'à un certain point fut bientôt réprimée, et les prisonniers mis à l'abri de toute insulte.

D'après cet exposé fidèle, on ne conçoit pas comment M. Gingret, qui maintes fois a fait l'éloge du noble désintéressement des Portugais, qui abandonnaient tout ce qu'ils possédaient sur un simple ordre de la régence, les représente tout à coup d'une avarice sordide, au point d'arracher les bandes qui comprimaient les blessures des soldats français, dans l'espoir de découvrir de l'argent caché sur leurs plaies vives et sanglantes. Cette assertion est si absurde, qu'elle se réfute d'elle-même.

M. Gingret fait encore un reproche de même nature aux Portugais, dans sa note page 109; accusation d'autant plus étrange, qu'elle se rapporte à la campagne du maréchal Soult en 1809, et que l'auteur s'exprime d'une manière tout-à-fait indécente et injuste à l'égard d'un officier général. « Silveira, y est-il dit, est ce » général sans gloire qui s'est souillé d'infamie » envers la postérité, en faisant assassiner les » malades et les convalescens désarmés que le » maréchal Soult laissa à Chaves avant l'affaire

» de Porto. C'est à ce tigre portugais que le » savant Cuvier doit la mort de son beau-» fils. »

Le maréchal Soult, en marchant de Chaves sur Porto, n'a pas agi de même que Masséna à Coïmbra; il laissa une garnison suffisante pour garder ses malades à Chaves. Pendant que le maréchal marchait sur Porto, Silveira reprit Chaves sur les Français, qui s'enfermèrent dans le fort Saint-François, où ils firent une vigoureuse résistance. Il y eut du monde de tué de part et d'autre, et il est possible que quelques excès aient été commis dans cette occasion; le beau-fils de M. Cuvier peut avoir été tué pendant l'action, ou avoir péri dans le transport des prisonniers, car on en fit que l'on dirigea sur Coïmbra par Lamego. Dans ce transport fait en hiver, parmi les malades placés sur des charrettes de paysans, à travers des routes difficiles hérissées d'aspérités, fatigués par des chocs fréquens, quelques-uns succombèrent, ou à la gravité des blessures, ou au défaut de traitement convenable. Quoi qu'il en soit, il est faux que les malades français aient été massacrés à Chaves, et encore moins par des ordres de Silveira. Il fallait être bien sûr de la vérité d'un fait aussi incroyable, avant de qualifier de tigre un officier général qui, nonobstant ce

que dit M. Gingret, s'est acquis assez de gloire en défendant Amarante contre les Français, pour que ce fait d'armes, signalé par les plus heureux résultats pour la délivrance du Portugal, lui méritât une récompense éclatante. Si l'horrible massacre des convalescens à Chaves avait eu lieu, M. de Naylies, qui fut de l'expédition du maréchal Soult, et qui fait mention dans ses mémoires de la reprise de cette place par Silveira, n'aurait pas manqué de consigner dans son ouvrage un événement aussi atroce.

Si notre intention était de récriminer, ce serait après avoir fait mention des deux faits précédens reprochés aux Portugais, qu'il serait à propos de placer le tableau, non de la dévastation entière du pays pendant que l'armée de Masséna se trouvait près des lignes, elle y était forcée pour vivre, mais celui des cruautés inouïes et des tortures atroces exécutées sur les malheureux habitans que l'on parvenait à saisir, non pour découvrir les cachettes de vivres, mais celles de l'or et des effets précieux. M. Gingret, s'il pouvait réussir à rejeter ces actes atroces sur les soldats pris parmi le plus vil ramas des habitans des villes, rebut de la société chez toutes les nations, tout en cherchant à disculper les braves de l'armée fran-

çaise, rendrait un véritable service à tous ceux des armées des nations civilisées, parce que la fraternité qui lie tous les hommes suivant la noble profession des armes, les porte à embrasser avec intérêt tout ce qui honore l'état militaire. Que ne pouvons-nous être de son avis? Mais la chasse aux hommes rapportée par M. de Naylies ; mais le marché ouvert publiquement au quartier général du 6e. corps à Tomar, où l'on vendait les femmes comme à un bazar d'Orient; mais son commissaire qui lui proposait très-sérieusement de lui vendre une prisonnière; mais tant d'autres faits qui portent presque le caractère d'une atrocité réfléchie, et que nous pourrions ajouter à cet horrible et dégoûtant tableau, étaient-ce des actes pratiqués par des soldats tirés du rebut des grandes villes? Ah! empressons-nous de jeter un voile sur ces infamies qui soulèvent le cœur, et faisons des vœux pour que la guerre soit désormais exclusivement rendue à la cause héroïque et sacrée de la défense de la patrie; que, n'étant plus l'horrible fruit de la passion démesurée d'opprimer les peuples, elle ne se prolonge jamais assez pour corrompre ceux mêmes qui, ayant reçu une bonne éducation, auraient constamment suivi le chemin de la vertu, s'ils ne se fussent crus autorisés à com-

mettre des excès contre les particuliers, par l'exemple des attentats commis par des chefs ambitieux contre les nations.

Les ordres apportés de Paris par le général Foi étaient devenus inexécutables dans la situation de l'armée. Bonaparte voulait qu'on manœuvrât sur les deux rives du Tage, pour se lier aux maréchaux Soult et Mortier qu'il faisait entrer dans l'Estremadure espagnole; mais il ne pouvait pas envoyer directement des renforts qui, d'ailleurs, seraient à charge à Masséna, comme l'avait été la division du général Drouet, arrivée un mois auparavant, qui, ayant servi à fortifier militairement la position de l'armée, avait aussi contribué à l'affamer. Les subsistances étant entièrement épuisées, il était impossible de rester plus long-temps. L'équipage de pont était achevé à Punhete, et prêt à servir au premier moment; mais la rive opposée était défendue par une nombreuse artillerie et un corps considérable de troupes aux ordres du général Hill, dont la vigilance était connue; un mouvement de flanc devant Wellington était téméraire. On avait perdu le moment favorable de s'emparer d'Abrantès et de passer le fleuve; il était impossible d'y songer devant tant de difficultés réunies; de manière que le moment où tout était prêt pour le passage du

fleuve, et où l'on obtint la certitude que les corps des maréchaux Soult et Mortier s'occupaient à manœuvrer pour donner la main à l'armée dite de Portugal, fut précisément celui où, à vingt lieues à la ronde, on ne trouvait plus un épi de maïs, ou un animal quelconque propre à la nourriture des hommes. Masséna, en entendant le canon de Badajoz, perdit tout espoir par cette même circonstance d'être dégagé par le maréchal Soult; car, outre qu'il ne pouvait pas subsister jusqu'à la reddition de cette place, il était persuadé que ce dernier, en raison de vieilles inimitiés personnelles, serait peu disposé à le secourir : aussi le lendemain du jour que le dernier bateau fut achevé à Punhete, il fallut les brûler tous, sans qu'il fût possible de s'en servir, et rendre ainsi inutile la plus étonnante entreprise qu'on puisse concevoir, celle de deux équipages de pont, ayant eu à fabriquer jusqu'à la première scie dont on ait fait usage.

Monsieur Gingret suppose que l'intention de Masséna étoit de s'emparer de Coïmbra, et de s'établir sur le Mondego, jusqu'à ce qu'il fût rejoint par de nouveaux renforts; et, d'après cette hypothèse, il reproche à Masséna de ne s'être pas assuré de la possession de cette ville, avant de prononcer son mouvement de

retraite, ce dont il assure qu'il fut empêché depuis par l'ennemi, qui, ayant pressenti ce projet, fit occuper Coïmbra par un corps de vingt à trente mille hommes. C'est sur ce fait, totalement dénué de fondement, que porte tout l'échafaudage des réflexions de l'auteur, concernant les opérations de la retraite; et comme le fait est faux, toutes les réflexions portent nécessairement le même caractère. Coïmbra n'était pas occupée par un corps à même de s'opposer aux desseins de Masséna, quels qu'ils fussent : ce corps n'exista même pas, comme nous le verrons tout à l'heure.

La retraite fut résolue quand il ne fut plus possible de subsister sur les lieux, après que l'armée y eut séjourné pendant plus de quatre mois, au moyen de la dévastation complète de tout le pays. Masséna, ne pouvant plus entreprendre ce qu'on lui prescrivait de Paris, jugea qu'en se retirant il resterait maître de ses mouvemens, et qu'il pourrait se maintenir dans le Portugal aussi long-temps qu'il le voudrait, et toujours assez long-temps pour attendre encore de nouvelles instructions de Bonaparte. Le repos dans lequel le laissa lord Wellington, pendant qu'il occupa les positions de Villa-Franca et de Santarem, sans faire aucune démonstration de rien entreprendre

contre l'armée française, le convainquit que jamais l'armée anglo-portugaise n'oserait l'attaquer en plaine. Partant de cette supposition, il se proposait de rester huit ou dix jours à Pombal, avant de prendre position sur le Mondego, d'où il se mettrait en communication avec l'Espagne, comptant que le général anglais n'oserait jamais en venir sérieusement aux mains pour troubler ses mouvemens. Dans cette hypothèse, après avoir épuisé toutes les subsistances qu'on aurait pu se procurer sur la rive droite du Mondego, il se serait retiré sur Guarda, où il se mettrait en rapport avec les corps français de l'Estramadure espagnole, par Subugal, Penamacor, la Zarza, etc. : tel était, en gros, le projet de Masséna.

L'armée française commença son mouvement rétrograde dans les premiers jours de mars. L'ennemi s'y attendait tellement, que les védettes placées sur la rive gauche du Tage criaient aux védettes françaises de la rive droite, la veille du mouvement, *à Deos, meos senhores, boa viagem, là nos veremos no caminho. Adieu, Messieurs, bon voyage, nous irons vous reconduire.* Cependant le mouvement se fit avec la plus grande tranquillité, sans que l'ennemi montrât rien que quelques faibles détachemens de cavalerie, qui ne s'engagèrent point

avec l'arrière-garde. Cette conduite confirma Masséna dans l'opinion qu'il ne serait point sérieusement attaqué; et, sans attendre que l'ennemi montrât plus clairement ses intentions, il se hâta de dépêcher, dès le second jour de la retraite, le général Foi à Bonaparte, avec l'assurance qu'il ne sortirait point du Portugal. C'est de la précipitation avec laquelle il fit annoncer sa détermination, que proviennent toutes les fautes commises pendant la retraite : car, à peine le général Foi avait-il quitté Ham-de-Maçans, que les affaires avaient changé de face, et qu'il n'était plus problématique que le général anglais jeterait ses masses en avant pour précipiter le mouvement de retraite de l'armée française; mais il n'y avait pas moyen de le rappeler. Il est plus que probable que le général Foi, quoique porteur de l'assurance donnée par Masséna de ne pas quitter le Portugal, était trop clairvoyant pour ne pas être précisément convaincu du contraire.

L'auteur dit, pag. 138 : « On feignit ensuite » de vouloir attendre l'ennemi dans la plaine » de Pombal : j'ignore positivement dans quelle » intention; je n'en ai jamais pu me rendre » compte. » Ce qu'il y a de remarquable, c'est que, tout en faisant cet aveu, l'auteur en assigne la véritable cause, qui ne fut autre que

de pouvoir mettre dans les rapports qu'on avait présenté la bataille à l'armée anglo-portugaise avant d'évacuer. Ce calcul craintif et intéressé, comme M. Gingret le qualifie, n'agissait que trop sur des cœurs qui *jadis* s'étaient montrés *grands* et *genéreux*, maintenant réduits à l'esclavage. Ce qu'il y eut de fâcheux, c'est que cette vaine bravade coûta plusieurs milliers d'hommes, sacrifiés pendant la retraite, et pensa compromettre toute l'armée : sans elle l'affaire de Redinha n'aurait pas eu lieu, et l'armée française se serait trouvée déjà dans les montagnes, avant que l'armée anglo-portugaise eût pu se masser pour la serrer de près; mais, comme nous l'avons dit plus haut, Masséna, en ordonnant la retraite, n'avait pas un plan de conduite bien arrêté dans sa tête : il était honteux de se retirer, et il aurait voulu en venir aux mains pour prendre, dans la plaine, sa revanche de l'affront essuyé sur les montagnes de Boussaco.

Il fallut cependant renoncer encore à ce projet, d'autant moins raisonnable que le gain même d'une bataille ne menait à rien, parce que le général Drouet, retenu malgré lui en Portugal, et ayant une toute autre destination en Espagne, remontra d'un ton plus qu'énergique, à Masséna, pendant que celui-ci s'obsti-

nait à le retenir encore à Pombal, pour présenter la bataille à lord Wellington, qu'il était décidé à le quitter, bon gré, mal gré, pour reprendre en Espagne, avec son corps d'armée, la destination qui lui était assignée. La scène entre Masséna et Drouet fut très-violente; le maréchal Ney y intervint, et Masséna, forcé de laisser éloigner cette division, renonça dès-lors à sa bataille de Pombal. Mais le retard de l'armée française dans les plaines de cette ville, donna le temps à Wellington d'arriver en force; et, comme les routes étaient obstruées par le mouvement de l'artillerie et des équipages, commencé trop tard, il fallut accepter le combat à Redinha, pour donner le temps à la colonne de se dégager. On ne doit pas perdre de vue, pour l'intelligence des fautes commises par les Français pendant cette retraite, que celles-ci proviennent de la fausse position personnelle de Masséna par rapport à Bonaparte; et que l'intérêt du premier de ne pas se compromettre avec le dernier, exigeant qu'il ne quittât pas tout-à-fait le Portugal, était diamétralement contraire à l'intérêt de son armée.

Le combat de Redinha, livré le 12 mars, est, comme l'observe l'auteur, du nombre de ceux qui méritaient d'occuper dans les fastes militaires un rang plus distingué que celui que

la renommée lui a accordé. Nulle part les troupes n'ont combattu avec plus de bravoure et de sang-froid un ennemi supérieur en nombre, que ne l'ont fait les troupes du 6e. corps; aucun général ne montra plus d'activité, de sang-froid et de talent que le maréchal Ney, qui, dans cette affaire, se montra véritablement supérieur, et obtint, pour fruit de son intrépidité et de sa sage conduite, d'être constamment respecté dans la suite par l'ennemi, qui, n'osant pas se compromettre en présence d'un aussi grand capitaine, lui épargna une foule de combats partiels qu'il n'aurait pas manqué d'engager contre un chef moins redouté.

L'auteur poursuit toujours le même système, quand il écrit, page 149, ce qui suit : « Le maréchal Ney ayant appris cet état de » choses, nous fit partir le 13 à deux heures du » matin, pour nous rendre à la Condexa, vil- » lage à deux lieues de Coïmbra. La veille, au » moment où nous combattions à Redinha, les » corps qui nous précédaient avaient trouvé » l'avant-garde du corps de Coïmbra, qui » s'était retranchée sur ces belles positions. » Cette avant-garde fut débusquée et rejetée » dans Coïmbra. » Rien de tout cela n'est exact. Dès le 10, les généraux Drouet et Mont-

brun avaient couché à Condexa, sans rencontrer la prétendue avant-garde de la soi-disant armée de Coïmbra, qui n'exista jamais. Condexa, quoique retranchée, était abandonnée. Le 11, le général Drouet poursuivit sa marche sur Ponte-de-Murcella, par la route de Miranda-de-Corvo; et le général Montbrun, avec sa cavalerie, quelques compagnies de voltigeurs et deux pièces de canon, suivit la route de Coïmbra, prit position à Cruz-de-Maroiços, et envoya des postes jusqu'au couvent de Santa-Clara, qui est au pied de la montagne de la rive gauche du Mondego. Sa mission était de reconnaître les gués, et de s'assurer des forces qui défendaient la ville. A cet effet il y envoya un parlementaire, qui fut reçu par un officier qui prit la lettre de sommation, mais qui lui dit qu'il ne pouvait pas répondre, son général se trouvant à Mealhada, à trois lieues en arrière, sur la route de Porto; que pour lui, il ne s'y trouvait que pour faire sauter le pont, si les Français se mettaient en mesure de passer la rivière. Effectivement ce corps, commandé par le brigadier Trent, consistait en trois mille miliciens, et il se trouvait en arrière de Coïmbra, sur la route de Porto, prêt à se retirer sur la rive droite du Vouga, si les Français tentaient de passer le Mondego; ce qui aurait été

d'autant plus facile que les voltigeurs avaient découvert quatre gués praticables pour l'infanterie. Outre ce corps, Wilson se trouvait aussi plus haut sur la rive droite du Mondego, à peu près vis-à-vis l'embouchure de l'Alva, avec douze cents hommes; les uns et les autres destinés à empêcher les excursions des maraudeurs français, s'ils s'aventuraient sur la rive droite pour piller, et ayant ordre de se retirer derrière le Vouga, si l'armée de Masséna franchissait le Mondego. Voilà toutes les forces, non pas à Coïmbra, qu'on n'a jamais eu l'intention de défendre, mais près de cette ville. Il ne pouvait même pas y en avoir davantage; car, d'où seraient venus ces vingt ou trente mille hommes par lesquels l'auteur veut à toute force faire occuper Coïmbra? Ainsi donc il n'y a pas eu de combat à Condexa le 12, et on aurait pu entrer à Coïmbra sans difficulté, si absolument on l'avait voulu; car le corps de Trent avait quitté la ville dans la nuit qui suivit l'apparition de la cavalerie de Montbrun; et même en supposant que l'officier eût fait sauter le pont, les voltigeurs français avaient découvert quatre gués praticables à l'infanterie. D'après cela, toutes les réflexions de l'auteur sur la position critique de l'armée française, poursuivie en queue par l'armée de Wellington, et barrée

de front par trente mille hommes d'une armée à Coïmbra, portent absolument à faux.

Quoi qu'il en soit, le maréchal Ney, qui avait fait tous les préparatifs pour résister à l'ennemi s'il était attaqué à Condexa, jugea convenable d'éluder le combat, et de prendre position à une lieue et demie en arrière; en quoi il agit avec prudence, car on doit éviter tout engagement inutile dans un mouvement rétrograde; mais il eut tort de se porter en arrière de l'embranchement des routes d'Anciâo et de Miranda-de-Corvo, laissant à découvert la division Loison, qui gardait la première de ces routes. Par ce mouvement, Masséna lui-même, qui avait manqué d'être fait prisonnier avec son état-major à Fonte-Cuberta, par un parti de cavalerie, courut encore le même risque après avoir rejoint la division Loison, puisque celle-ci ne pouvait pas gagner la route de Miranda-de-Corvo, découverte par le maréchal Ney, et déjà dépassée par les voltigeurs ennemis. La nuit étant survenue, Masséna envoya, à travers des rochers et des ravins, des ordres à Ney de faire faire un mouvement par un ou deux bataillons, afin de réoccuper l'embranchement des routes qu'il devait nécessairement gagner pour le rejoindre; mais ce dernier refusa net d'obéir, quoique l'ordre lui fût

porté pour la troisième fois par le général Fririon, chef de l'état-major général de l'armée, de sorte que Masséna fut forcé de se glisser en silence, à portée des vedettes ennemies (qui heureusement s'étaient repliées d'elles-mêmes sur les troupes), totalement découvert, jusqu'à ce qu'il eût atteint le sixième corps, n'échappant au danger d'être fait prisonnier que par l'effet du hasard de n'avoir pas été entendu par les postes ennemis. Masséna souffrit en silence cette désobéissance de Ney, et passa devant son logement sans lui parler.

L'auteur, après avoir dit, en parlant de la position critique de l'armée à Condexa : « Nous « étions dans une position à capituler, » assure, page 155 : « Après avoir pris position à » une lieue et demie en arrière de ce bourg, là » je me suis senti libre d'un grand poids ; car, » je l'avouerai, j'avais été oppressé par une » forte appréhension que l'ennemi ne profitât » mieux des circonstances. » On retrouve toujours la même opinion de l'impossibilité de s'emparer de Coïmbra, comme la cause de la fâcheuse position de l'armée, et toujours à tort. Le 13, l'armée n'était pas en position de capituler, parce que ce jour-là les corps qui précédaient le sixième auraient déjà occupé Coïmbra si on l'avait voulu, et qu'on avait eu la certi-

tude du libre passage ouvert à l'armée, et assuré par le général Drouet, qui n'avait pas rencontré d'ennemis à Miranda-de-Corvo, ni à Ponte-de-Murcella, où il avait pris position, et où il s'occupait à rétablir le pont sur l'Alva; ainsi donc l'armée ne pouvait pas être forcée à mettre bas les armes; mais le 6e. corps était fortement compromis, s'il acceptait le combat à Condexa; pouvant être tourné, il aurait probablement été battu, ce qui entraînait la perte de la plus grande partie de l'artillerie et des équipages, qui n'avaient pas encore gagné les devans; c'est pourquoi le maréchal Ney a sans contredit agi en habile guerrier, d'éluder le combat; son tort consiste en ce qu'*il ne* prévint pas Masséna du mouvement qu'*il était* forcé de faire.

M. Gingret reproche à lord Wellington de ne pas avoir fait marcher une colonne de Tomar par la montagne d'Alqueidâo, qui, sans havresacs, aurait pu gagner Miranda-de-Corvo avant les Français et leur barrer le passage. Si cette combinaison, à portée des connaissances du dernier sous-lieutenant, fut négligée par le général anglais, la raison en est palpable. La tâche de Wellington ne se bornait pas à poursuivre l'armée de Masséna; il avait de plus à observer le maréchal Soult, qui, après la prise

de Badajoz, pouvait entreprendre le siége d'Elvas, ou pénétrer dans la province d'Alemtejo, province que, par ce motif, il ne pouvait pas dégarnir. Obligé par un si puissant motif à partager ses forces, en envoyant le maréchal Béresford dans l'Alemtejo avec deux divisions, il agit sagement de garder près de lui ses troupes disponibles, pour être en état de livrer bataille à l'armée française, si celle-ci, faisant volte-face, se fût massée pour présenter un combat général. A un ennemi qui fuit il faut faire un pont d'or, ou lui opposer un mur d'airain. Or, les troupes qu'on aurait envoyées occuper Miranda, sans bagages et sans artillerie, ne pouvaient pas avoir assez de consistance pour opposer ce mur d'airain à toute l'armée de Masséna, renforcée de la division Drouet; elles auraient été nécessairement culbutées, car les Français, placés entre le déshonneur et la mort, n'auraient pas balancé. Il est possible que le général anglais n'ait pas entrepris tout ce qu'il aurait pu faire pour détruire l'armée française; mais aussi il est vraisemblable qu'il n'a pu ni dû en oser davantage, sans risquer le sort de sa propre armée, et perdre en un jour tout le fruit de sa longue prudence, qui lui acquit le surnom de Fabius.

Une fois le mouvement de retraite de Mas-

séna prononcé, Wellington ne lui donna plus de relâche, et déploya la plus grande activité. Malgré la vigoureuse et brillante résistance de Ney à Redinha, il le poursuivit si vivement que ce dernier n'osa pas tenir à Condexa; d'où il décampa précipitamment, laissant à découvert, non-seulement Masséna et la division Loison, comme nous l'avons dit, mais la cavalerie de Montbrun, qui fut obligée de se sauver à travers les montagnes; ne trouvant aucune route frayée, elle courut les plus grands dangers. Si le maréchal Ney mit à profit avec le plus rare talent la position avantageuse qu'il avait atteinte, et se retirant par échelons et disputant pas à pas le terrain jusqu'à la montagne en pain de sucre qui couvre Miranda-de-Corvo, belle manœuvre qu'il exécuta avec précision et sang-froid; son adversaire manœuvra, malgré ces difficultés, sans laisser prendre haleine à son ennemi; et ses colonnes étaient tellement en mesure de tourner le 6e. corps à la chute du jour, qu'à peine eut-il pu faire éclairer ses bivouacs sur la formidable position où il venait de s'établir, qu'il fut forcé de décamper et de mettre le feu à la ville, pour retarder la marche de l'armée ennemie, et de gagner Foz-d'Arouce. Là, le maréchal Ney tenta de disposer ses troupes comme à

Redinha, en laissant une grande partie de son infanterie, une brigade de cavalerie, et quelques pièces de canon adossées à la rive gauche de la Ceira; mais il paya cher cette faute : l'avant-garde anglaise les poussa à l'improviste, y mit le désordre le plus complet, en faisant lâcher pied à ces troupes, un moment auparavant si intrépides, mais qui, saisies subitement d'une terreur panique, par un de ces accidens fréquens à la guerre, dont on ne peut rendre raison, s'enfuirent honteusement, cherchant à se sauver pêle-mêle en traversant le pont, ou bien en se précipitant dans la Ceira, où un grand nombre se noya. Il fallut toute l'intrépidité du maréchal pour remédier à un désordre qui aurait pu entraîner la destruction de l'armée.

Masséna, ayant enfin pris position le 17 sur la droite de l'Alva à Ponte-de-Murcella, position qui est presqu'aussi forte que celle de la gauche de cette rivière, crut pouvoir s'y arrêter pendant quelques jours; il prit des mesures en conséquence, plaça des troupes pour repousser les attaques de l'ennemi; après quoi il se crut tellement en sûreté, qu'il envoya un nombre considérable d'hommes au fourrage et aux vivres; mais qui compte sans son hôte compte deux fois. Wellington était décidé à

ne plus donner de repos aux Français ; il fit forcer un passage sur la gauche de leur position, en culbutant les troupes qui le défendaient, et présenta en même temps ses colonnes en mouvement, disposées à attaquer la position de front. Ce mouvement hardi força l'armée française à quitter immédiatement sa position, sans attendre la rentrée des maraudeurs, qui, retournant, sans se douter de rien, le soir, aux mêmes bivouacs d'où ils étaient partis, tombèrent au pouvoir de l'ennemi.

Nous avons fait remarquer la superbe manœuvre du maréchal Ney, se retirant par échelons sur Miranda-de-Corvo ; cependant l'ennemi pressait si franchement le corps français, *le* brouillard épais dérobant d'ailleurs en grande partie ses mouvemens, que Ney, qui jusque-là avait soutenu les efforts de l'armée anglo-portugaise avec les deux divisions Marchand et Mermet, demanda à être renforcé par la division Loison, qui faisait aussi partie du 6e. corps, mais qui depuis long-temps en était détachée. On craignit même un moment d'être déjà tourné. Après avoir atteint le haut de la montagne en pain de sucre à Miranda-de-Corvo, et le brouillard s'étant dissipé, on a eu la certitude qu'on n'était pas tourné ; Masséna voulut même tirer parti de cette formidable

position en s'y établissant pendant vingt-quatre heures; Ney s'y refusa, craignant d'être tourné le lendemain. Cette diversité d'opinions de deux hommes d'un caractère opiniâtre produisit une très-vive altercation entre les deux maréchaux, à tel point qu'on craignit qu'ils ne se battissent. Ney l'emporta, en déclarant qu'il décampait dans la nuit; il fit plus, il envoya un bataillon et des gendarmes à Foz-d'Arouce, avec ordre de brûler tous les équipages, et de couper les jarrets à un prodigieux nombre de baudets que les compagnies avaient à leur suite, et qui encombraient les routes. Comme ces animaux avaient servi dans les maraudes au transport des vivres qui ont alimenté l'armée, les soldats ont appelé cette expédition *la Journée du massacre des innocens*. Au reste, il est certain que, si on avait voulu tenir plus long-temps à Miranda-de-Corvo, le 6e. corps se serait trouvé entièrement cerné par la colonne ennemie qui filait par Notre-Dame de Monte. Il lui aurait été impossible de dégager ses troupes.

Nous avons tracé cette exposition succincte des mouvemens de l'armée française, pour faire connaître que la rapidité des mouvemens de Wellington empêcha constamment Masséna de faire ce qu'il avait projeté. Il n'a pas pu

tenir à Pombal, ni à Redinha; il aurait voulu séjourner plusieurs jours à Condexa; en occupant Coïmbra, il n'a pas pu y rester six heures, et manqua d'être pris lui-même avec une division de son armée. La formidable position de Miranda-de-Corvo fut abandonnée presqu'aussitôt qu'occupée, par suite des mouvemens de l'armée anglo-portugaise, et l'inexpugnable position de Ponte-de-Murcella fut cédée presque sans combattre. Certes, quand une armée quelconque réduit celle qui lui est opposée à la nécessité de renoncer à tous ses projets, quand elle la force à précipiter tous ses mouvemens; en l'obligeant à faire le sacrifice de ses équipages, et lui fait éprouver une grande perte en hommes et en chevaux, on peut assurer *qu'elle* a fait son devoir, et que son chef a rempli sa tâche avec honneur. Si l'armée française n'a pas été détruite, si elle s'est montrée imposante en se retirant, elle le doit au glorieux combat de Redinha, à la bravoure et à la constance des troupes du 6e. corps, aux talens, au coup d'œil, à l'intrépidité et au sang-froid imperturbable du maréchal Ney, qui, pendant cette retraite périlleuse, devant un ennemi habile et brave, acquit assez de gloire pour prendre rang parmi les capitaines distingués du siècle, s'il n'avait pas déjà, par devers lui, une réputation éta-

blie. Il est difficile de voir un guerrier aussi grand, un jour de bataille, que l'était le maréchal Ney. L'impartialité commande d'autant plus cette expression d'une juste admiration pour l'homme de guerre, que la conduite de l'homme politique a été postérieurement plus criminelle. Quoique ce ne soit pas avec une parfaite justesse que M. Gingret compare le maréchal Ney au connétable de Montmorency, car celui-ci combattait plutôt le ministre que son roi, toujours est-il vrai de dire qu'aussi grand, aussi habile guerrier, il fut aussi coupable.

La manœuvre habile de Wellington, à Ponte-de-Murcella, fit connaître à Ney qu'il ne donnerait plus de relâche aux Français; et, en conséquence, il fit dire à Masséna qu'il n'avait qu'à filer le plus qu'il pourrait, se lever de bon matin et ne s'arrêter que le soir; que, pour lui, il ne voulait plus se faire casser inutilement bras et jambes. Masséna se le tint pour dit; et l'armée, qui depuis Condexa avait sacrifié tous ses équipages et transports, put marcher à grandes journées, de manière que l'arrière-garde ne vit point l'ennemi jusqu'à Celorico. Ce fut dans cette ville que Ney rompit en visière à Masséna, refusant de le suivre à Guarda; il poussa encore plus loin l'insubordination : il donna ordre au 6e. corps de marcher

sur Alméida, tandis que les ordres généraux de l'armée portaient de faire ce mouvement sur Guarda. Masséna, en apprenant cette désobéissance de Ney, destitua ce maréchal du commandement de son corps d'armée : celui-ci le remit à Loison, le plus ancien général de division, et se rendit de sa personne en Espagne. Quoique Ney eût tort, et que l'armée le reconnût, comme il venait de la sauver, il fut vivement et généralement regretté. Ce coup d'autorité de la part de Masséna, tout indispensable qu'il était, acheva cependant de lui aliéner entièrement l'armée.

Ney avait raison quant au fond : il soutenait que l'armée française n'avait d'autre parti à prendre que de se mettre à l'abri de l'insulte de l'ennemi, sous le canon d'Alméida et de Rodrigo, pour se reposer, ravitailler, réorganiser les corps, et réparer l'habillement et la chaussure; qu'en prenant position à Guarda, elle en serait débusquée, souffrirait de nouveaux revers, et finirait par se retirer sur les deux places ci-dessus mentionnées, après avoir fait des pertes considérables. Masséna, de son côté, qui avait écrit à Bonaparte qu'il ne quitterait pas le Portugal, se flatta de pouvoir tenir à Guarda, d'où il avait le projet de se mettre en communication avec les armées françaises

qui se trouvaient dans l'Estramadure espagnole, par Panamacor, Zarza, etc., afin de reprendre l'initiative, et de redevenir agresseur.

L'expérience montra bientôt que ce projet était chimérique, comme Ney l'avait prévu. L'armée française, privée de la vigilance de ce chef infatigable, se laissa tourner à Guarda, sans que personne s'en aperçût. Masséna fut contraint de quitter la ville avec précipitation, et de chercher à son tour les moyens de se mettre à couvert derrière les rochers qui forment les bords de la Côa, où il fut encore forcé par un ennemi devenu aussi entreprenant qu'il avait été circonspect, qui, après lui avoir tué deux mille hommes et avoir mis en déroute la gauche de l'armée française à Sabugal, contraignit enfin Masséna à évacuer entièrement le Portugal, et à chercher un abri sous le canon de Rodrigo, d'où il se hâta de donner à ses troupes fatiguées des cantonnemens très-étendus dans le royaume de Léon jusqu'à Zamora.

Ce repos fut de courte durée. A peine les régimens français étaient-ils arrivés à leurs cantonnemens respectifs, que Masséna fut contraint de les rappeler en toute hâte, et de ramasser tout ce qu'il put en provisions, pour aller au secours d'Alméida, que lord Wellington tenait étroitement bloquée. Toutes les

chances paraissaient être alors favorables à Masséna : non-seulement les régimens de son armée avaient reçu des renforts considérables, en incorporant dans leurs rangs les isolés, qui n'avaient pas pu suivre l'armée, l'année dernière, en Portugal; mais encore il fut renforcé par les deux belles et nombreuses divisions du général Drouet, et par douze cents hommes de cavalerie de la garde impériale, conduits par le maréchal Bessières en personne.

Toute cette belle et nombreuse armée, étant réunie à Rodrigo, se mit en mouvement le 2 mai; et, après avoir assez facilement poussé les postes de l'ennemi, qui gardaient le pont de Marialba, rencontra l'armée anglo-portugaise le 3, avantageusement postée sur les hauteurs en arrière de Fuentes d'Onoro, la gauche appuyée aux ruines du fort de la Conception, et la droite se prolongeant vers Nave-d'Aver : c'était là le côté faible de la position. Cependant on s'obstina à regarder le village de Fuentes-d'Onoro comme la clef de la position, quand il en était détaché, et qu'après l'avoir emporté, il fallait encore franchir le ravin où coule le ruisseau, et gravir la montagne hérissée de rochers, sur la crête de laquelle se déployait l'armée anglo-portugaise. On fit donc attaquer ce village avec vigueur dans la même

soirée du 3. Les Français eurent d'abord l'avantage, et débusquèrent l'ennemi d'une partie du village ; mais le général anglais faisant soutenir ses troupes par de fortes masses, celles-ci reprirent la partie du village qu'elles avaient perdue, ce qui remit les deux armées au même point qu'avant le combat.

On employa la journée du 4 à reconnaître à loisir la position de l'ennemi ; et le 5, tandis que le corps de Drouet attaquait Fuentes-d'Onoro, et la division Marchand le village de Poço-Bello, le général Montbrun, à la tête de la cavalerie, après avoir mis en fuite les partisans de D. Julien, chargea avec vigueur et succès la cavalerie anglaise, qui, dans son mouvement rétrograde, mit en confusion quelques carrés de leur infanterie, désordre que le général Montbrun tâcha d'augmenter en la faisant sabrer par sa cavalerie. Cependant, un bataillon de chasseurs portugais, commandé par M. Rego, qui ne perdit pas contenance, posté avantageusement derrière des rochers, arrêta par un feu de files très-nourri l'impétuosité de la cavalerie française, qui, ne pouvant tenir contre un feu aussi meurtrier, et foudroyée d'ailleurs par une grêle de boulets creux que vomissait l'artillerie anglaise, tourna bride en désordre ; et, poursuivie à son tour par la cavalerie anglaise,

qui s'était reformée derrière l'infanterie, elle fut forcée de lâcher les prisonniers qu'elle avait faits. Sur ces entrefaites, la division Marchand avait débusqué le grand nombre de tirailleurs ennemis, qui étaient embusqués dans les bois de Poço-Bello, et le général Drouet, en versant des flots de sang, s'était emparé de la partie du village de Fuentes d'Onoro, qu'il conservait : mais l'infanterie de l'aile gauche de l'armée française agissant mollement, et le général Loison refusant de l'engager, l'affaire en resta là ; et, le moment décisif ayant été perdu, tout espoir s'évanouit pour l'armée française de forcer l'armée ennemie dans sa position, qu'elle avait eu le temps de rectifier. Pour cela, il aurait fallu engager une seconde bataille.

M. Gingret est l'interprète de l'opinion de l'armée, quand il dit, page 206, qu'après le succès de la première charge de Montbrun, il eût fallu qu'un chef habile fût *là* « pour nous » précipiter au milieu des masses ennemies. » C'était en effet le moment décisif, et il n'est que trop vrai que le général Loison, au défaut de la présence de Masséna, aurait dû en profiter ; mais nous doutons que ce qu'il ajoute soit également incontestable. « Retenues (les » masses ennemies) par le seul état d'indéci- » sion où elles semblaient flotter, un dernier

» élan eût déterminé leur fuite. » Cela n'est pas exact. Le fort de la position n'avait pas été entamé; la constance de l'ennemi aurait pu encore être couronnée du succès, s'il l'eût défendue avec vigueur, sans que, pour l'expliquer, l'on soit réduit à recourir aux reproches que M. Gingret adresse au général Loison et aux autres généraux de division qui avaient leurs congés en poche pour retourner à Paris. Il est par trop étrange le moyen qui paraît prévaloir depuis quelque temps, celui de n'accorder aucun éloge aux étrangers qu'aux dépens des Français : on ne suppose aucun mérite aux premiers, et quand les résultats leur sont favorables, c'est qu'ils ont profité des fautes de leurs adversaires. Si cette manière de juger est injuste, elle l'est surtout envers les chefs français qui, d'après de tels principes, seront toujours blâmés, quand ils ne seront pas heureux.

L'attaque de Fuentes d'Onoro ayant échoué, on fit savoir au général Brennier, commandant d'Almeida, qu'on ne pouvait pas le secourir ; en conséquence, qu'il eût à faire sauter les fortifications de la place, et à se sauver comme il pourrait. Un des trois émissaires qu'on dépêcha avec cette commission périlleuse, eut le bonheur de traverser l'armée anglo-portugaise, et d'entrer dans la place, et le général Bren-

nier celui d'exécuter l'entreprise presque téméraire qu'on lui prescrivait par les seules ressources de son talent et la détermination de la garnison ; car l'armée française ayant été obligée de décamper faute de vivres, n'a pas même pu protéger sa retraite. L'officier anglais qui, par sa négligence, laissa échapper la garnison d'Almeida, ne laissa pas sa faute impunie; il se brûla sur-le-champ la cervelle.

L'affaire infructueuse de Fuentes d'Onoro fut la dernière opération de l'armée française, dite de Portugal, sous Masséna, qui, quelques jours après, se rendit à Paris. Nous ne suivrons pas les opérations subséquentes de cette armée, désormais sous un autre chef, employée à lutter sur un différent théâtre contre les difficultés qu'elle rencontra assez en Espagne, pour ne pouvoir tenter une quatrième expédition en Portugal. Si elle eut encore des Anglo-Portugais à combattre, ce fut sur le territoire espagnol, où elle ne fut pas plus heureuse.

M. Gingret, contre l'usage de tous les auteurs, qui n'émettent leur opinion sur le caractère et les talens des principaux personnages qu'ils mettent en scène qu'après en avoir fait connaître leurs actions, commence par donner la sienne sur le duc de Wellington aussitôt après avoir fait le récit de la bataille de Bous-

saco. Il paraît impatienté de la réputation brillante de ce général, et pressé d'en parler, car il emploie à cette digression, comme il l'appelle lui-même, depuis la page 64 jusqu'à la page 76. Nous avons jugé plus naturel de parler des événemens de cette campagne, avant de faire quelques observations sur les douze pages que l'auteur emploie pour réduire, à des bornes moins étendues, la réputation trop gigantesque selon lui de ce guerrier.

M. Gingret met en avant une maxime incontestable, quand il dit, page 75 : « Cette » grande célébrité qui accompagne tous les » généraux victorieux diminue peu à peu, jus» qu'à ce que le temps ait assigné le degré de » gloire qui convient à chacun. » Comment, après avoir posé ce principe, ajoute-t-il : « Or, » le mérite réel de Wellington égale-t-il celui » de Turenne ou de Condé ? Non. » D'après M. Gingret, et de l'aveu de tout le monde, il n'y a que le temps équitable qui puisse décider cette question; comment donc la décide-t-il hardiment, en prononçant de sa seule autorité, non ? Est-il l'organe de ce temps équitable encore à venir? Est-il bien sûr de prononcer avec connaissance de cause, sans intérêt, sans prévention, sans jalousie nationale?

Notre intention n'est pas de faire un pané-

gyrique en l'honneur de Wellington, mais d'examiner la justesse des reproches qui lui sont faits, dans le seul intérêt de la vérité historique.

« Avant Boussaco, Wellington n'avait commis que des fautes. » Cette assertion est injuste. Sans parler de la réputation acquise précédemment aux Indes-Orientales par ce général, la bataille de Vimieiro, gagnée par lui, et qui eut pour résultat l'évacuation immédiate de tout le Portugal, n'est pas sans doute une faute puisque ni la résolution prise de ne pas poursuivre l'ennemi après le combat, ni la convention de Cintra ne peuvent lui être personnellement imputées. La belle opération par laquelle il obligea le maréchal Soult à quitter Porto, avec une précipitation telle qu'il abandonna quatre mille malades, toute son artillerie, le trésor, les équipages, et à peine ramena les baïonnettes de son infanterie, ne peut pas non plus être considérée comme une faute.

« La bataille de Talavera, dont on a beaucoup parlé, et où les soldats des deux armées combattirent vaillamment sans avantage marqué, fut amenée par la faute la plus grossière qu'un général puisse jamais commettre. » Dans tout le cours de l'ouvrage, Wellington est accusé de peu de hardiesse dans la concep-

tion de ses plans; ici il l'est de la témérité la plus répréhensible; mais Wellington réussit pleinement à cette époque, et son plan n'était pas aussi téméraire que l'auteur le représente, d'après les injures qu'alors Bonaparte dépité lui prodigua. En marchant sur Madrid, le général anglais forçait les Français à se concentrer, et par conséquent à évacuer des provinces entières; la Galice le fut à cette époque, et recouvra dès lors à jamais sa liberté. Si les Français se battaient avant d'avoir réuni toutes leurs forces, toutes les chances étaient pour Wellington, il pouvait espérer de les battre en détail. Si, mieux avisés, ils éludaient le combat, il lui était loisible d'opérer tranquillement sa retraite. Joseph s'étant décidé à accepter la bataille avant la jonction du maréchal Soult, Wellington en profita, et sortit vainqueur. L'auteur prétend que, si on n'avait pas à tort empêché le général anglais de s'enfourner vers Madrid, il n'aurait pas eu le temps de dégager ses troupes, et qu'il n'a profité que des fautes commises par les généraux français; soit : mais en quoi consiste l'habileté d'un général, sinon à réduire son adversaire à commettre des fautes pour en profiter? Si aucun général ne faisait de fautes, il n'y aurait point de victoire;

car à la guerre, la fortune couronne, à courage égal, le plus habile.

Un autre reproche que l'auteur fait à Wellington, c'est de n'avoir jamais profité, en grand général, des faveurs de la fortune. Ce reproche serait fondé, si on voulait absolument faire abstraction de la position particulière de ce guerrier, et du système général de la guerre qu'il avait à suivre. Pour ne parler que de la campagne de 1810, si nous considérons Wellington comme n'ayant pour but que de combattre l'armée de Masséna, qui lui était immédiatement opposée, nous conviendrons sans peine, avec l'auteur, que le général anglais aurait pu et aurait même dû chercher à détruire l'armée française, dans les positions devant les lignes de Lisbonne, forcée, pour subsister, à avoir continuellement le tiers de son monde employé à la maraude, en gênant de près les excursions des maraudeurs, afin de rendre impossible la subsistance de l'armée, et de l'obliger à décamper plus tôt, etc.; mais, pour expliquer la situation particulière de Wellington, nous invoquerons les mêmes principes que nous avons mis en avant pour expliquer les motifs qui engagèrent Bonaparte à entreprendre l'invasion du Portugal. Si cette invasion était indis-

pensable pour l'accomplissement du projet de ce dernier, du renouvellement de l'empire d'Occident, afin d'en chasser sans retour les Anglais, pour obtenir la possession tranquille des Espagnes; de même, la tâche de Wellington n'était pas seulement de combattre la seule armée de Masséna, mais d'entraver en général tous les projets de Bonaparte. Il lui fallait sans doute des succès militaires; mais, en les obtenant, il était aussi nécessaire de conserver une armée respectable, pour inspirer le sentiment d'une juste confiance aux Espagnols et aux Portugais, et pour forcer Bonaparte à faire chaque année de nouveaux efforts, et à renouveler ses armées dans un pays conjuré à leur perte. Bonaparte avait l'avantage immense de pouvoir disposer à son gré de toute la population de la France, de l'Italie et de la confédération du Rhin; il pouvait prodiguer le sang de ses peuples, bien sûr d'en obtenir tous les sacrifices. Wellington devait être avare du sang de ses soldats; car, s'il perdait son armée, la Grande-Bretagne ne lui en donnerait pas une autre. Il fallait, en conséquence, une extrême sagesse pour balancer, avec des moyens extrêmement bornés, les ressources immenses du pouvoir le plus colossal qui fût jamais. Nouveau Cadmus, Wellington devait terrasser d'innombrables

armées, pour ainsi dire sorties de terre, et qu'à bon droit on pourrait nommer immortelles, d'après la rapidité avec laquelle elles se renouvelaient : en un mot, il s'agissait, pour Wellington, de tenir tête, avec une armée de soixante à soixante-dix mille hommes, à Bonaparte, qui disposait d'un million de combattans, dont il employa constamment trois cent mille dans la péninsule.

Nos neveux regarderont peut-être comme fabuleux ce qui s'est passé sous nos yeux; ils auront de la peine à croire que la faible armée anglo-portugaise ait pu chasser Soult de Porto; gagner, peu de temps après, la bataille de Talavera; l'année d'ensuite, celle de Boussaco; contraindre à une retraite précipitée Masséna, qui, après avoir en vain cherché à reprendre l'offensive à Fuentes d'Onoro, fut forcé de sacrifier Alméida; qu'une partie de cette faible armée eût suffi pour attirer, par ses manœuvres, deux armées françaises (celles du maréchal Marmont et du général Dorsenne) à Fuente-Guinaldo, tandis qu'une de ses divisions remportait un avantage signalé à Albuera sur le maréchal Soult; qu'elle ait pu reprendre Badajoz, Ciudad-Rodrigo, et mettre en déroute complète, à Aropiles, cette même armée, son ancienne rivale, qui s'obstinait à porter encore

le titre d'armée de Portugal ; par un seul triomphe à Vittoria, chasser d'Espagne les armées françaises, et venir, sans s'arrêter, planter le léopard et les *quinas portugaises* triomphantes, à Toulouse et à Bordeaux.

Si malgré cette merveilleuse suite de succès si étonnans, des généraux renommés ont dit, avant la bataille de Waterloo, que le hasard et les circonstances avaient tout fait pour Wellington, et qu'il jouissait d'une réputation usurpée, je ne vois pas de motifs pour qu'ils ne persistent pas dans la même opinion après cette bataille, où Bonaparte commit les fautes les plus grossières. Ce sera toujours le hasard et les circonstances qui l'auront favorisé, quoiqu'il soit bien certain que, si la fortune a ses caprices, elle ne se montre constante, à la guerre, qu'en faveur de l'habileté et de la sagesse.

M. Gingret n'a-t-il pas tracé le caractère de Wellington, comme général, en esquissant celui de Turenne ? Écoutons-le : « Turenne » était grand par sagesse ; c'était un général » profond et sans ostentation ; il livrait peu » de batailles, qui souvent font beaucoup de » mal sans produire aucun avantage ; *mais il* » *se ménageait des combats utiles à son pays*, » *et ne laissait jamais de prise aux caprices*

» *de la fortune.* » J'abandonne le rapprochement au lecteur.

Quoi qu'il en soit, il serait bien plus sage et plus généreux de laisser jouir Wellington de sa réputation, toute gigantesque qu'elle puisse paraître à de certaines gens, et toute importune qu'elle soit à de certains intérêts, que de se battre les flancs pour lui en disputer le droit, par un sentiment de jalousie d'autant plus déplacé, que la France ne manque point de noms illustres, dont elle puisse se glorifier.

Avant de terminer, nous devons éloigner de nous le soupçon d'avoir voulu flétrir les lauriers du vainqueur de Zurich et du défenseur de Gênes, en faisant connaître les fautes commises en Portugal par l'armée française sous Masséna; l'impartialité nous y a contraint, mais ce même sentiment nous oblige à ajouter que le plus grand nombre de ces fautes doit être attribué plutôt à la fâcheuse position dans laquelle ce maréchal se trouvait placé, qu'à défaut de combinaisons qui lui fussent propres. Il faut d'abord convenir qu'une armée de soixante à soixante-cinq mille hommes était insuffisante pour conquérir le Portugal, non-seulement contre l'armée anglo-portugaise, mais contre la nation portugaise elle-même, qui, par un

dévouement sublime et dont l'histoire fournissait à peine des exemples jusqu'à cette époque, se leva toute entière, sans excepter un seul individu des deux sexes, soit pour défendre la patrie, soit pour y contribuer en faisant l'abandon de toute propriété afin de nuire à l'ennemi. On ne fait pas avec une armée la conquête d'une nation européenne; tout ce qu'on peut faire, c'est d'occuper le pays; ce qui n'est pas la même chose. Masséna savait parfaitement qu'il n'en viendrait pas à bout par l'opiniâtreté qu'il déployait en restant devant les lignes de Lisbonne pendant quatre mois; mais, n'étant pas aimé de Bonaparte, dont cependant il craignait la disgrâce, il ne pouvait pas lui montrer son désir de le servir autrement qu'en épuisant dans une position pénible et humiliante toutes les ressources qu'il pouvait se procurer. Privé des moyens de la force nécessaire pour terminer avec gloire l'entreprise qui lui était confiée, il ne pouvait les remplacer que par la constance. C'était à Bonaparte à lui fournir des moyens suffisans pour achever une conquête dont il n'a pas assez pesé les difficultés, malgré les deux leçons récentes qu'il avait reçues. Ce même sentiment de crainte de déplaire à Bonaparte influa sur sa conduite pendant la retraite. Les intérêts de l'armée exigeaient son

prompt retour en Espagne ; mais ceux de Bonaparte s'y opposaient. Il a voulu satisfaire à ceux-ci; et, trompé par la longue circonspection de Wellington, il crut pouvoir rester maître de ses mouvemens, et se conserver en Portugal. Il ne se serait pas fait illusion à ce point-là, s'il avait pesé les circonstances de sa position en général, et non en courtisan, rôle qu'alors il essaya sans succès. Personne dans l'armée ne douta que ce ne fût ce dernier sentiment qui ait influé sur la conduite de Masséna. C'est ce qui fit dire assez généralement que Bonaparte n'avait rien perdu dans l'expédition contre le Portugal ; car, s'il n'en avait pas ajouté la conquête à son empire, il avait beaucoup *gagné* personnellement, en faisant perdre à Masséna la réputation colossale qui l'importunait, et dont celui-ci jouissait dans l'armée française.

POST-SCRIPTUM.

LE manifeste du 1er. mai 1808, publié à Rio-Janeiro, portant déclaration de guerre de la cour de Portugal contre la France, est un document trop précieux pour l'histoire pour que nous négligions de le faire connaître. Ce manifeste, qui ne fut jamais publié ni imprimé en France, est une pièce justificative prouvant jusqu'à l'évidence la justesse de nos observations sur l'expédition du général Junot.

On se convaincra, par la lecture de cet exposé noble et simple, des événemens antérieurs à 1807, de la trame perfide, méditée de longue main par le gouvernement impérial contre le Portugal, ourdie d'abord sous le consulat en 1801, ajournée en 1806 à cause de la guerre de Prusse, et mise à exécution enfin en 1807, après la paix de Tilsitt, sans autre motif

que celui de disposer de tous les pays qui appartenaient à ce royaume, soit en Europe, soit dans les autres parties du monde, au gré des intérêts de Bonaparte, et au mépris des principes sacrés de la morale publique. On y trouvera la confirmation de l'état de sécurité dans lequel se trouvait le Portugal, de la dissémination des troupes portugaises le long des côtes du royaume, du défaut de toute opposition des habitans à l'entrée du corps d'armée commandé par Junot, et des preuves de mauvaise foi de ce général qui, secondant parfaitement son maître, se disait général d'un souverain ami et allié, afin de pouvoir exécuter plus facilement le complot préparé pour détrôner *le* prince régent, et ravir à la nation son indépendance, après l'avoir pressurée par d'énormes contributions.

On se convaincra également, par la lecture de cette pièce vraiment remarquable, que ce n'est pas après coup que nous avons ajusté à la résolution prise alors par la cour de Portugal les événemens subséquens, et que nous ne lui avons pas prêté une prévoyance qu'elle n'avait pas. Dans ce manifeste, publié en 1808 à Rio-Janeiro, à l'époque où le pouvoir de Bo-

naparte était parvenu à son apogée, on prévoyait la guerre contre la Russie, et on entrevoyait la destruction du colosse, puisque (comme le faisait observer la cour de Portugal) « le crime ne reste pas toujours impu-
» ni, et que l'usurpation et la force même
» s'usent et s'affaiblissent par les efforts con-
» tinuels qu'elles sont obligées d'employer. »
Enfin la même cour, décidée à ne transiger jamais avec l'honneur, ni consentir à la cession d'aucune partie de ses états, montrait déjà en 1808 par son exemple, et déclarait à l'Europe, qu'il ne pouvait y avoir pour elle de salut qu'en formant la ligue européenne, système que les souverains se décidèrent enfin à embrasser en 1813, et dont ils retirèrent tout le fruit que le prince régent se promettait.

Ce résultat, tout extraordinaire qu'il est réellement, n'est donc pas un effet du hasard, mais celui des plus sages combinaisons. Il restera toujours au prince régent de Portugal la gloire d'avoir été le premier à donner le branle à ce mouvement général, au prix des plus grands et des plus pénibles sacrifices personnels, et à la nation portugaise, celle d'avoir été la première du continent qui osa risquer son

existence en descendant dans l'arène pour reconquérir à main armée son indépendance, et réveiller ainsi le sentiment de l'honneur national, et une noble émulation chez toutes les autres.

MANIFESTE (1),

OU

Exposé raisonné et justificatif de la Cour de Portugal à l'égard de la France, depuis le commencement de la révolution jusqu'à l'époque de l'invasion du Portugal, et des motifs qui l'ont forcée à déclarer la guerre à l'empereur des Français en conséquence de l'invasion et de la subséquente déclaration de guerre, d'après le rapport du ministre des relations extérieures.

La cour de Portugal, après avoir gardé le silence convenable aux circonstances difficiles où elle s'est trouvée, et jusqu'au moment où le siége du gouvernement fut établi, croit devoir à sa dignité et à son rang l'exposé véridique et exact de sa conduite, appuyé sur des faits incontestables, afin que l'Europe impartiale et ses sujets, de même que la postérité la plus reculée, puissent juger de la pureté de sa con-

(1) Nous donnons ici la traduction de ce Manifeste, telle qu'elle a été imprimée en regard du texte portugais.

duite et des principes qu'elle a adoptés, soit pour éviter une effusion inutile du sang de ses peuples, soit parce qu'elle n'a pas pu se persuader que des traités solennels, et dont elle avait rempli les conditions onéreuses en faveur de la France, pussent devenir un jouet d'enfant méprisable aux yeux d'un gouvernement dont l'ambition démesurée et incommensurable n'a plus de limites, et qui n'a que trop dessillé les yeux des gens les plus prévenus en sa faveur. Ce n'est pas par des injures, ni par de vaines et inutiles menaces, que la cour de Portugal élèvera sa voix du sein du nouvel empire qu'elle va créer; c'est par des faits authentiques et vrais, exposés avec la simplicité et la modération la plus grande, qu'elle fera connaître à l'Europe et à ses sujets tout ce qu'elle vient de souffrir, qu'elle réveillera l'attention de ceux qui peuvent encore désirer de n'être point victimes d'une ambition si démesurée, et qui sentiront combien le sort futur du Portugal, et la restitution de ses états, *envahis sans déclaration de guerre et au sein de la paix*, doivent être précieux à l'Europe, si elle espère de voir renaître la sûreté et l'indépendance des puissances qui formaient jadis une espèce de république qui se balançait et maintenait l'équilibre dans toutes ses différentes parties.

L'appel à la Providence est la conséquence de cet exposé, et un prince religieux en sent tout le prix, *puisque le crime ne reste pas toujours impuni, et que l'usurpation et la force s'affaiblissent et s'usent même par les efforts continuels qu'ils sont obligés d'employer.*

La cour de Portugal a vu avec regret commencer la révolution de la France, et en déplorant le sort du vertueux roi, avec lequel ellè avait des liens de consanguinité si étroits, elle n'a pas cru devoir prendre aucune part à la guerre que la conduite des forcenés qui dominèrent et désolèrent la France (de l'aveu même du gouvernement actuel), força tous les gouvernemens à leur déclarer; et même, en donnant des secours à l'Espagne pour la défense des Pyrénées, elle tâcha toujours de garder la plus parfaite neutralité.

Le gouvernement français envoya en 1793 un ministre près la cour de Portugal, qu'on accueillit avec toutes sortes d'égards, mais qu'on ne reconnut pas; car alors encore les principes du droit des gens et du droit public n'autorisaient point les gouvernemens à reconnaître les changemens extraordinaires, sans qu'on eût lieu de connaître qu'ils étaient légitimes; et nulle nation n'est là-dessus juge d'une autre, si l'indépendance existe. Le gouverne-

ment français, sans déclaration de guerre et sans aucune formalité, commença à retenir les vaisseaux marchands portugais; et, après l'époque de la paix de 1801, il demanda et obtint des indemnités pour ceux que la cour de Portugal avait retenus pour s'assurer une légitime compensation, sans jamais vouloir de son côté avoir aucun égard aux réclamations des négocians portugais. La cour d'Espagne, qui avait requis les secours du Portugal, et qui, de l'aveu même des généraux français, a été forcée de reconnaître combien il leur avait été utile et nécessaire, en faisant la paix avec la France, non-seulement oublia son allié, qu'elle devait faire déclarer en état de paix avec la France, puisque la cour de Portugal, en secourant son allié pour remplir les conditions du traité d'alliance qui existait entre les deux souverains, n'avait jamais eu l'intention de faire la guerre à la France; mais, ce qui est peut-être inouï, ou au moins bien rare dans les annales de l'histoire, l'Espagne fit alors cause commune avec la France pour forcer le Portugal à recevoir des conditions de paix injustes et humiliantes, sans que le Portugal eût fait la guerre; et ne cessa de se déclarer l'ennemie de son allié, qu'au moment où l'on posa les armes, et où l'on signa les traités de

Badajoz et de Madrid; profitant même des forces de la France pour arracher une petite étendue de territoire de la province d'Alemtejo, du côté d'Olivença, voulant ainsi laisser à la postérité un monument éternel de la triste récompense qu'elle accordait à un allié qui, malgré l'ancienne rivalité des deux nations, n'avait pas voulu se dispenser de remplir les conditions d'un traité d'alliance qui existait entre elles.

Les traités de paix de Badajoz et de Madrid, en 1801, sont encore une preuve de la mauvaise foi des ennemis de la cour de Portugal, puisque le traité de Badajoz y ayant été signé par Lucien Bonaparte, plénipotentiaire français, et le prince de la Paix, d'un côté, et de l'autre par le plénipotentiaire portugais, le gouvernement français ne voulut point le ratifier, et força le Portugal à signer un nouveau traité à Madrid, avec des conditions beaucoup plus dures, sans qu'il pût alléguer d'autres motifs que ceux de son caprice et de son ambition. Ce dernier traité fut signé presqu'en même temps que le traité de Londres, entre l'Angleterre et la France, qui modéra quelques conditions trop onéreuses au Portugal, et fixa les limites du côté du nord de l'Amérique, ce qui fut confirmé par la paix d'Amiens; et cette

considération de l'Angleterre pour son ancien allié fut, aux yeux de la France, une nouvelle preuve de l'esclavage et des fers dans lesquels le gouvernement anglais tenait celui du Portugal.

A peine le traité de 1801 était-il conclu, que la cour de Portugal s'empressa de remplir toutes les conditions onéreuses, et de faire voir, par la religieuse et exacte observation de tous les engagemens pris, combien elle désirait de raffermir la bonne harmonie qui se rétablissait entre les deux gouvernemens, et qui devait faire oublier toutes les injustices qu'elle avait éprouvées, et qui sûrement n'avaient point été provoquées de sa part. La conduite du gouvernement français fut bien différente; et, dès les premiers momens que la paix fut rétablie, il ne songea qu'à exiger toutes sortes de sacrifices injustes, de la part du gouvernement portugais, en faveur des prétentions les plus extravagantes et les moins fondées des sujets français. *L'Europe devait dès lors prévoir que son asservissement, depuis Lisbonne jusqu'à Pétersbourg, était résolu dans le cabinet des Tuileries, et qu'il fallait faire cause commune, et terrasser le colosse ou en être la victime.*

Après un court intervalle, la guerre éclata de nouveau entre l'Angleterre et la France; et

la cour de Portugal, ayant fait les plus grands sacrifices pour éviter la guerre et les propositions dures et humiliantes du gouvernement français, se crut fort heureuse de pouvoir conclure, avec de grands sacrifices d'argent, le traité de 1804, où la France promettait, dans l'article VI, ce qui suit : « Le premier consul de la République française consent à reconnaître la neutralité du Portugal pendant la présente guerre, et il promet de ne s'opposer à aucune des mesures qui pourraient être prises à l'égard des nations belligérantes, en conséquence des principes et des lois générales de la neutralité. »

Le gouvernement français recueillit dès lors tout l'avantage d'un pareil traité; il n'eut jamais lieu de porter la moindre plainte contre le gouvernement portugais; et c'est cependant dans la même guerre, et après une pareille stipulation, qu'il a exigé de la cour du Portugal, non-seulement l'infraction de la neutralité, mais la déclaration de guerre contre l'Angleterre, avec la violation de tous les traités qui existaient entre les deux pays, et où, dans le cas de guerre reconnu possible, on avait fixé la manière dont les sujets des deux nations devaient être traités; et tout cela sans que le Portugal pût aucunement se plaindre du gou-

vernement britannique, qui même lui avait toujours donné toute sorte de satisfaction, lorsque les commandans de ses bâtimens de guerre avaient manqué aux égards qu'ils devaient à un pavillon neutre.

L'empereur des Français fit sortir, dans cet intervalle, une de ses escadres, où se trouvait son frère; elle mouilla à la baye de Tous-les-Saints; il y fut accueilli avec toutes sortes d'égards; l'escadre reçut toutes sortes de rafraîchissemens; et ce qui cependant est digne d'attention, c'est qu'à l'époque même où le gouvernement français recevait, de la part de celui de Portugal, tant de marques d'amitié et de considération, l'escadre brûla quelques vaisseaux portugais, pour cacher sa route, avec promesse d'indemniser les propriétaires, et jamais pareille promesse ne fut accomplie. L'Europe peut conclure de là le sort qui l'attend, si le gouvernement français vient à prendre un ascendant sur mer, égal à celui qu'il a pris sur terre, et peut évaluer au juste le fondement des plaintes qu'il porte contre le gouvernement britannique, et qu'il fait sonner si haut. L'Angleterre ne porta jamais de réclamations contre ces secours donnés à l'escadre française, car ils étaient dans les limites reconnus du droit public; mais le ministre des relations extérieures

de France ose dire, à la face de l'Europe, que le Portugal donna secours aux anglais pour la conquête de Monte-Video et de Buenos-Ayres, tandis que c'est un fait connu de tout le monde, que cette expédition, partie du cap de Bonne-Espérance, ne reçut du Portugal ni bâtimens, ni argent, ni hommes, ni enfin aucune des marchandises considérées comme contrebande en temps de guerre, et que même les escadres anglaises, pendant cette guerre, ne prirent rien à Rio-Janeiro, ni dans les autres ports du Brésil, si ce n'est ce qu'on ne refuse à aucune nation, et qu'on avait accordé avec abondance à l'escadre française. La cour de Portugal défie la cour de France de produire aucun fait qui puisse contredire cette assertion, fondée sur la plus exacte et la plus impartiale vérité.

La France reçut du Portugal, depuis 1804 jusqu'à 1807, toutes les denrées coloniales et les matières premières pour ses manufactures. L'alliance de l'Angleterre avec le Portugal fut utile à la France; et, dans la détresse où se trouvent les arts et l'industrie en conséquence d'une guerre de terre perpétuelle, et de la désastreuse guerre maritime, où elle ne recoit que des échecs, c'était sûrement un grand bonheur pour la France, que le commerce du Portugal, qui n'éprouvait aucune entrave, et

qui était à coup sûr également utile aux deux pays. *En ravageant le Portugal, en l'assujettissant à des contributions excessives d'une manière inouïe, sans lui avoir fait la guerre, ni avoir éprouvé de sa part aucune résistance, la France ne recueille pas le fruit qu'un commerce utile aux deux pays lui aurait procuré.*

La cour de Portugal pouvait donc se flatter, à juste titre, et par toutes sortes de motifs, que celle des Tuileries respecterait une neutralité qu'elle avait reconnue par un traité solennel, et dont elle retirait des avantages si positifs; lorsqu'elle fut réveillée de sa sécurité au mois d'août 1806, par une déclaration formelle du ministre des relations extérieures M. de Talleyrand à lord Yarmouth, par laquelle le premier fit connaître au second que, si l'Angleterre ne faisait pas la paix maritime, le gouvernement français déclarerait la guerre au Portugal, et y ferait marcher trente mille hommes pour l'occuper. *Ce n'est point avec trente mille hommes qu'on pouvait faire l'invasion du Portugal; mais l'empereur des Français connaissait la sécurité où le Portugal se trouvait, en conséquence du traité de neutralité; il croyait pouvoir le surprendre, et cela suffisait pour justifier ses procédés.* La cour d'Angleterre en fut alarmée; elle proposa et

offrit à celle de Portugal toutes sortes de secours; mais la France, qui, à cette époque avait tout arrangé pour écraser la cour de Prusse, laquelle, seule alors, défiait la puissance supérieure de l'empereur des Français, tandis qu'elle n'avait pas voulu une année auparavant l'attaquer, et peut-être le forcer à recevoir la loi, en sauvant l'Europe, conjointement avec la Russie et l'Autriche, trouva moyen de rassurer la cour de Portugal, qu'on voulait alors ménager, et qui ne put se persuader qu'une pareille perfidie fût le partage d'une puissance dont la grandeur devait aller de pair avec la bonne foi, et avec les sentimens de dignité qui s'allient si bien avec un rang élevé. La guerre, qui continua ensuite avec la Russie, et qui peut-être aurait encore sauvé l'Europe, si l'union entre les gouvernemens qui la divisent eût été aussi étroite qu'elle devait l'être, retarda encore les vues de l'empereur des Français à l'égard de la cour de Portugal; et ce ne fut qu'en faisant la paix de Tilsit, que la cour des Tuileries, d'un ton dictatorial, et tel qu'il conviendrait à Charlemagne près des princes dont il était seigneur suzerain, fit faire à la cour de Portugal, par le moyen de son chargé d'affaires et par l'ambassadeur d'Espagne, la demande singulière; 1°. de

fermer les ports de Portugal à l'Angleterre ; 2°. de détenir tous les Anglais qui résident en Portugal ; 3°. de confisquer toutes les propriétés des Anglais, ou bien, en cas de refus, de s'exposer à une guerre immédiate avec la France et l'Espagne ; puisque le chargé d'affaires de France et l'ambassadeur d'Espagne avaient l'ordre de partir le 1er. septembre, trois semaines environ après une pareille proposition, si la cour de Portugal ne satisfaisait point à toutes les prétentions des deux cours. La bonne foi du gouvernement Français est aussi remarquable par la célérité avec laquelle, en faisant cette déclaration, et sans attendre la réponse de la cour du Portugal, il fit retenir tous les bâtimens marchands portugais qui étaient dans les ports de France, et par là commença les hostilités sans déclaration de guerre, et porta bien plus loin tous les procédés qu'il ne cesse de reprocher à l'Angleterre, et qui, d'après une pareille conduite, seront appréciés à leur juste valeur.

La cour de Portugal pourrait bien alors adopter la maxime connue des Romains, et se persuader que *les conditions déshonorantes ont souvent fait le salut de ceux qui les refusent, et la perte de ceux qui les proposent;* mais d'un côté elle ne pouvait se persuader que la

cour des Tuileries fit sérieusement des propositions pareilles, qui compromettaient son honneur et sa dignité, et de l'autre espérait détourner l'orage, ne voulant point répandre le sang de ses peuples; et, ayant une pleine confiance dans l'amitié de son ancien et fidèle allié S. M. Britannique, elle essaya de modérer les prétentions du gouvernement français, en accédant à la clôture des ports, mais en refusant les deux autres articles contraires aux principes du droit public, et aux traités qui existaient entre les deux nations; et S. A. R. le prince Régent de Portugal n'hésita point à déclarer que ces deux articles blessaient sa religion, et les principes de morale dont il ne s'écarte jamais, et qui peut-être sont la vraie cause de la fidélité inébranlable qu'il a trouvée dans tous ses sujets.

La cour de Portugal commença alors à prendre des mesures pour assurer sa retraite dans cette partie de ses états qui est à l'abri d'une invasion qui puisse alarmer par ses suites. A cet effet, elle fit armer la partie de son escadre qui était en état de tenir la mer; et en même temps, faisant sortir de ses états tous les Anglais, et en leur enjoignant de vendre leurs propriétés, elle se disposa à fermer ses ports à l'Angleterre, pour céder à une

force supérieure, pour éviter une effusion du sang de ses sujets, qui probablement eût été inutile, et pour tâcher de complaire aux vues de l'empereur des Français, s'il ne se laissait point fléchir par la justice avec laquelle la cour de Portugal soutenait les droits de son indépendance, et ceux qui résultaient du traité de neutralité conclu en 1804. La cour des Tuileries ne voulant point se prêter à aucune voie de conciliation, et ayant exigé, non-seulement la clôture des ports, mais même l'emprisonnemant des sujets britaniques, et la confiscation de leurs propriétés, et l'abandon du projet de retraite en Amérique, S. A. R. le prince régent de Portugal, qui, d'un côté, connaissait que son fidèle et ancien allié, S. M. Britanique, qui était informé de tout ce qui se traitait, consentirait, pour sauver le Portugal de l'invasion des Français, à la simple clôture des ports, et qui, de l'autre côté, savait qu'il n'y avait plus, dans le royaume de Portugal, d'Anglais qui ne fût naturalisé portugais, et que toute propriété anglaise avait été vendue, et sa valeur même exportée, prit la résolution de fermer les ports à l'Angleterre, et de complaire même aux autres vues et prétentions que la France exigeait, en déclarant cependant que, si les troupes françaises entraient en Portugal,

S. A. R. avait pris la ferme résolution de transférer le siége du gouvernement au Brésil, qui formait la partie la plus essentielle et la mieux défendue de ses états.

S. A. R. fit alors approcher *toute son armée des côtes et des ports de mer;* crut que la France, ayant obtenu essentiellement tout ce qu'elle avait demandé, n'aurait plus lieu de rien exiger, et se reposa sur la bonne foi, qu'on doit considérer comme le principe de tout gouvernement qui a cessé d'être révolutionnaire, et sur l'assurance qu'ayant fait tout ce qu'il dépendait de lui pour assurer la tranquillité de son peuple, et pour éviter l'effusion inutile du sang, il avait rempli tous les devoirs d'un prince vertueux et adoré par ses sujets, et qui ne doit compte de ses actions qu'à l'Être Suprême.

Le gouvernement français tint alors, à l'égard de S. A. R. et de ses états, une conduite qui n'aurait point d'exemple dans l'histoire, si l'invasion de la France en Suisse, lors du directoire exécutif, n'en fournissait point un trait tout semblable. Le *général Junot*, sans aucune déclaration préalable, sans aucun consentement de S. A. R. le prince régent de Portugal, *entra avec l'avant-garde de son armée dans le royaume, assurant les gens du pays*

qu'il traversait, qu'il venait secourir S. A. R. le prince régent contre l'invasion des Anglais, et qu'il entrait comme le général d'une puissance amie et alliée. Il recueillit dans son voyage des preuves authentiques de la bonne foi du gouvernement portugais; car il vit dans quelle parfaite sécurité on était à l'égard de la France, et que *toutes les troupes portugaises se trouvaient près des côtes.* S. A. R. le prince de Portugal, surpris d'une manière si inouïe, aurait pu réunir les corps de troupes qui étaient près de lui, et, en faisant entrer l'escadre anglaise dans le port de Lisbonne, il aurait pu mettre en pièces le petit et misérable corps avec lequel le général Junot avançait avec une témérité qui serait ridicule, si ce général, que sa conduite à Venise et à Lisbonne n'a que trop fait connaître, ne se confiait point au cœur du prince vertueux qui n'aurait jamais voulu exposer ses peuples à de terribles revers par un premier succès assuré, et qui n'aurait servi qu'à châtier l'audace d'un homme qui, comme bien d'autres, abusait du pouvoir qui lui avait été confié, ou qui agissait d'après des ordres qu'on ne saurait justifier.

S. A. R. le prince régent embrassa alors le seul parti qui pût lui convenir d'après les principes qu'il avait constamment suivis, pour

épargner le sang de ses peuples, et *pour éviter l'accomplissement des vues criminelles du gouvernement français, qui ne se proposait rien moins que de s'assurer de sa personne royale, et de toutes celles qui composent son auguste famille, afin de pouvoir ensuite à son gré et à sa façon partager les dépouilles de la couronne de Portugal et de ses états.* La Providence seconda les efforts d'un prince juste, et la magnanime résolution que S. A. R. embrassa de se retirer dans ses états du Brésil avec son auguste famille, a rendu à la fois inutiles les efforts du gouvernement français, et a mis dans tout son jour à la face de l'Europe les vues criminelles et perfides d'un gouvernement qui ne vise qu'à dominer toute l'Europe et le monde entier, *si les grandes puissances de l'Europe, réveillées de l'assoupissement où elles se trouvent, ne font cause commune* contre une ambition si déréglée et si excessive.

Depuis que S. A. R. est arrivée heureusement dans ses états du Brésil, elle a appris avec horreur, non-seulement l'usurpation du Portugal, et le ravage et le pillage qu'on y exerce, mais l'indigne procédé de l'empereur des Français, qui, en vrai dictateur de l'Europe, ose faire un crime à S. A. R. d'avoir transféré sa capitale au Brésil, et à ses fidèles sujets qui

l'ont suivi, d'avoir accompagné un prince que tous ses peuples révèrent, plus encore par ses vertus que par les droits dont il a hérité de son auguste famille, et par lesquels il règne sur eux. S. A. R. a vu avec horreur l'audace de proscrire dans une feuille ministérielle les droits de son auguste famille à la couronne de Portugal, qu'elle ne cédera jamais, et est en droit de demander à l'empereur des Français dans quel code des nations il a puisé de pareils principes et une semblable autorité, en réclamant là-dessus une sérieuse réflexion de la part de tous les gouvernemens de l'Europe, qui ne pourront point voir de sang-froid ce que l'on vient d'exposer, et l'introduction d'un nouveau gouvernement en Portugal, sans son consentement, ainsi que la levée d'une contribution démesurée, exigée d'un pays qui n'avait opposé aucune résistance à l'entrée des troupes françaises, et qui par là même ne pouvait se considérer en état de guerre. La postérité la plus reculée, de même que l'Europe impartiale, verront avec douleur de pareils traits, avant-coureurs des siècles de barbarie et de misère, tels que ceux qui suivirent la chute de l'empire romain, et qu'on ne pourra éviter si l'on ne tâche point de rétablir l'équilibre de l'Europe, par un effort unanime, et par l'oubli

de toutes les rivalités qui ont été jusqu'ici les vraies causes de l'élévation du pouvoir monstrueux qui menace de tout engloutir.

D'après le récit exact et vrai que S. A. R. le prince régent de Portugal vient de faire à l'Europe et à ses sujets de tout ce qui a eu lieu entre les gouvernemens portugais et français; et lorsque l'empereur des Français vient non-seulement d'envahir et de mettre à contribution d'une manière horrible et à peine croyable le Portugal, sous le voile de l'amitié, mais qu'il a depuis long-temps fait retirer la légation qu'il avait près de S. A. R., et a même fait saisir les vaisseaux marchands portugais qui existaient dans ses ports, sans aucune déclaration de guerre préalable, et contre l'article exprès d'un traité de neutralité dont il avait recueilli les plus grands avantages; et en dernier lieu lui a déclaré la guerre, d'après le rapport du ministre des relations extérieures; S. A. R. le prince régent, après avoir remis sa cause entre les mains du Tout-Puissant, qu'il a tout droit d'invoquer dans une si juste cause, croit devoir au rang et à la dignité de sa couronne de faire la suivante déclaration.

S. A. R. rompt toute communication avec la France, rappelle tous ceux de sa légation, si

quelqu'un pouvait y être resté, et autorise ses sujets à faire guerre par terre et par mer aux sujets de l'empereur des Français.

S. A. R. déclare nuls et non avenus tous les traités que l'empereur des Français l'a forcée de conclure, et nommément ceux de Badajoz et de Madrid en 1801, et celui de neutralité en 1804, puisqu'il les a enfreints et ne les a jamais respectés.

S. A. R. ne posera jamais les armes que d'accord avec son ancien et fidèle allié, S. M. Britannique, et ne consentira en aucun cas à la cession du Portugal, qui forme la plus ancienne partie de l'héritage et des droits de son auguste famille royale.

Lorsque l'empereur des Français aura satisfait sur tous les points aux justes réclamations de S. A. R. le prince régent de Portugal, lorsqu'il aura abandonné le ton absolu et impérieux avec lequel il régit l'Europe opprimée, et aura restitué à la couronne de Portugal ce qu'il a envahi au milieu de la paix et sans y être provoqué, S. A. R. s'empressera de renouer les liaisons qui auraient toujours subsisté entre les deux pays, et doivent constamment unir des nations qui ne seront jamais divisées que par les principes d'une ambition sans limites;

et ces principes, l'expérience des siècles n'a que trop montré combien ils sont contraires au bien-être et à la tranquillité des nations qui les ont adoptés.

Rio-Janeiro, ce 1er. mai 1808.

TABLE

DES CHAPITRES.

FIN DE LA TABLE.

requises pour cette neutralisation ou combinaison parfaite dépendent de la nature des substances : il en est qui, pour y parvenir, doivent se trouver dans des proportions égales avec leur antagoniste et d'autres, dans des proportions moindres ou plus grandes.

96. Quant aux propriétés des composans qui ne sont pas aussi décidément antagonistes, ans suivre une marche ainsi déterminée, lles sont toujours changées dans le composé n propriétés différentes, et quelquefois totalenent opposées, comme on peut aisément s'en onvaincre pour la couleur, l'odeur, la saeur, la forme, la consistance, la pesanteur pécifique, etc.

a. L'acide gallique est une liqueur transarente, ainsi que la dissolution légère de sulate de fer; leur combinaison produit une encre ès-noire.

b. L'acide muriatique et l'ammoniaque ont hacun une odeur très-marquée et bien difrente l'une de l'autre, tandis que le muriate 'ammoniaque résultant de leur combinaison t sans odeur. D'un autre côté, le sulfure de otasse répand une odeur fétide, quand il t humecté, tandis que ses composans n'ont as d'odeur très-sensible.



LA CAMPAGNE

DE PORTUGAL,

EN 1810 ET 1811.

IMPRIMERIE DE LE NORMANT.

Auteur : Peltier (Voir [illegible])

1

LA CAMPAGNE DE PORTUGAL, EN 1810 ET 1811;

OUVRAGE IMPRIMÉ A LONDRES,

QU'IL ÉTOIT DÉFENDU
DE LAISSER PÉNÉTRER EN FRANCE,
SOUS PEINE DE MORT;

DANS LEQUEL LES JACTANCES DE BUONAPARTE SONT APPRÉCIÉES, SES MENSONGES DÉVOILÉS, SON CARACTÈRE PEINT AU NATUREL, ET SA CHUTE PROPHÉTISÉE.

Hunc usque minatus
Hærebat, retròque fugâ cedebat inerti.

SECONDE EDITION.

PARIS.

Chez { A. EYMERY, Libraire, rue Mazarine, n° 30;
LE NORMANT, Libraire, rue de Seine, n° 8.

M. DCCC. XIV.

AVANT-PROPOS.

Lorsque cet ouvrage parut, le Moniteur et les Bulletins nommoient *Victoires* les revers que les entreprises extravagantes et les plans inexécutables de Buonaparte, faisoient éprouver à nos braves armées. On nous répétoit chaque jour que les troupes anglaises en Portugal étoient réduites aux plus cruelles extrémités, tandis que c'étoient nos soldats qui, accablés de fatigues et de besoin, manquoient de tout; que nous allions être les maîtres du Portugal, tandis que nous étions forcés de l'éva-

cuer par des chemins impraticables ; que les conceptions de Napoléon dans cette campagne étoient le triomphe du génie du bien sur les passions malfaisantes, tandis que ces conceptions n'avoient été produites que par la fureur d'un maniaque, et par la mauvaise foi, et qu'elles offroient les résultats les plus déplorables.

L'auteur de *la Campagne de Portugal*, prit alors à tâche d'éclairer l'Europe sur tant d'impostures. Son ouvrage, composé de documens authentiques, et dicté par l'amour le plus pur de la vérité, mais dans lequel on reconnoît plutôt l'esprit d'un patriote anglais que celui d'un Français, fit la plus

grande sensation chez les étrangers, et fit rugir de rage le tyran de la France. Ce dévorateur des peuples n'y voyoit pas un fait qu'il fût possible d'arguer de faux; il frémissoit de terreur en songeant aux suites que pouvoit avoir la publicité d'un tel ouvrage. Il voulut d'abord en faire composer une réfutation par ses écrivains à gages; mais, comment réfuter ce qui est irréfutable? Toutes les feuilles de papier que ces vils barbouilleurs noircissent ne convinrent pas au tyran; il s'arrêta donc à la résolution d'empêcher, par tous les moyens possibles, et même sous peine de mort, l'ouvrage accusateur d'entrer et de circuler en France.

On va juger, en le lisant, si la crainte de se voir exposé, à nu, sous un fanal si lumineux, étoit fondée.

L'exemplaire sur lequel nous imprimons cet écrit historique est celui même que possédoit Buonaparte, et qu'on lui a soustrait.

LA CAMPAGNE

DE PORTUGAL,

EN 1810 ET 1811.

Lorsqu'après des victoires, fruit d'une témérité inouïe, et un armistice, fruit d'un découragement précipité, la paix de Vienne eut laissé au dominateur de la France la faculté d'employer tous ses efforts à compléter l'asservissement de la péninsule, il retourna à Paris, et porta immédiatement toute son attention à la réussite définitive de cet acte révoltant d'injustice et d'inhumanité.

De sa consommation dépendoit le destin du continent. On a acquis la preuve que l'époque de la prise de Lisbonne devoit être celle de l'incorporation de l'Espagne, du Portugal et du reste de l'Italie à l'Empire français. Toutes les proclamations, messages

et arrêtés relatifs à cette nouvelle usurpation, ont été interceptés et rendus publics.

Les préliminaires de cette subversion projetée avoient été la réunion de la Hollande, des villes anséatiques et du pays d'Oldenbourg à la France.

Déjà la dénomination de l'Empire français étoit mise de côté; elle devoit être remplacée par celle de l'ancien Empire romain : les limites même de l'Empire d'occident ou de l'ouest avoient été trouvées trop bornées pour l'homme qui avoit rêvé la conquête du Monde! Il est difficile de concevoir où se seroit arrêtée cette ambition sans frein, qui jusque-là n'avoit vu, dans ses succès, que de nouveaux mobiles pour étendre l'asservissement des Etats, continuer d'opérer la destruction des maisons régnantes, et consommer le malheur des peuples.

La Grande-Bretagne, fidèle à son ancien et inaltérable principe de soutenir les gouvernemens établis; la Grande-Bretagne, l'alliée constante des souverains malheureux et des peuples qui ont le courage de résister à l'oppresseur; la Grande-Bretagne, liée par des traités nouveaux et des pactes anciens

avec les peuples de la péninsule, avoit prodigué à ceux-ci, depuis qu'ils étoient envahis, tous les secours qu'ils avoient droit d'attendre de sa bonne foi, de sa générosité, et de sa munificence.

Elle leur avoit envoyé ses armées; elle avoit rempli leurs trésors et leurs arsenaux.

Deux fois ses armes avoient délivré le Portugal. Plusieurs des plus célèbres généraux de l'armée française, ou avoient capitulé, ou s'étoient retirés des frontières du Portugal devant une armée britannique.

Les journées de Vimeira, du Douro, de la Corogne, et surtout celle de Talavera, qui avoit vu rentrer honteux et fuyant à Madrid le prête-nom royal de l'usurpation, avoient appris à l'armée française à estimer et à apprécier la valeur et la fermeté des officiers et des soldats anglais.

Le seul Empereur des Français cherchoit à se faire illusion, et à imposer aux autres sa propre déception sur les justes craintes que lui inspiroient l'esprit public et les vastes ressources de la Grande-Bretagne, ainsi que la force de ses armes.

Egalement accoutumé à ébranler les

Empires par les menaces et par les effets; par le fracas des expressions et par le bruit du canon, par l'imprimerie et par l'artillerie; dès avant son retour à Paris il s'étoit déjà livré sans réserve à ses invectives accoutumées.

Dans l'intervalle qui s'écoula entre l'armistice de Znaym et la paix de Vienne, il osa écrire de son camp impérial de Schoenbrunn: « Avant un an, les Anglais, quelques » efforts qu'ils fassent, seront chassés de la » presqu'île, et l'aigle impériale flottera sur » les forteresses de Lisbonne..... Rien ne » peut être plus avantageux pour la France » que de voir les Anglais s'engager dans les » guerres de terre : au lieu de conquérir » l'Angleterre par la mer, nous la conquer- » rons sur le continent. (1) »

De ces menaces générales descendant, par une foiblesse inconnue des grandes âmes, aux diatribes personnelles, il ajoutoit: « Nous souhaitons que lord Wellington » commande les armées anglaises; du carac- » tère dont il est, il essuiera de grandes

(1) Moniteur du 27 septembre 1809.

» catastrophes..... Ni l'un ni l'autre de ces
» généraux (sir John Moore et lord Wel-
» lington) ne montrent cette prévoyance,
» caractère si essentiel à la guerre, et qui
» conduit à ne faire que ce qu'on peut sou-
» tenir, et à n'entreprendre que ce qui pré-
» sente le plus grand nombre de chances de
» succès. Lord Wellington n'a pas manifesté
» plus de talens que les hommes qui dirigent
« le cabinet de Saint-James. Vouloir sou-
» tenir l'Espagne contre la France, et lutter
» sur le continent avec la France, c'est for-
» mer une entreprise qui coûtera cher à ceux
» qui l'ont tentée, et qui ne leur rapportera
» que des désastres (1). »

C'étoit après la perte de la bataille de Talavera; c'étoit après avoir disgracié le maréchal Jourdan, qui y commandoit en chef les Français; c'étoit après que lord Wellington avoit forcé les plus célèbres maréchaux ou généraux de l'Empire à respecter sa valeur et ses connoissances militaires, qu'on osoit ainsi traduire son caractère et lui prédire des désastre! Et celui qui se per-

(1) Moniteur du 27 septembre 1809.

mettoit ce langage illibéral s'exprimoit de la sorte en face de ce rivage d'Essling où cinquante mille Français, perdus peu de mois auparavant, déposoient d'une bien plus grande catastrophe que toutes celles dont on pouvoit menacer l'imprévoyance d'autrui!

Quelques jours après, au moment de la conclusion prochaine du traité et de l'alliance de Vienne, la même plume écrivoit de lord Wellington : « Ce général de Cipayes
» a eu l'extrême imprudence de s'avancer
» jusqu'au milieu de l'Espagne, sans savoir
» ni ce qu'il avoit devant lui, ni ce qu'il
» avoit sur ses flancs.....; il fuit alors en
» toute hâte, et il a raison. S'il fut jamais un
» général imprévoyant, c'est assurément
» lord Wellington. S'il commande encore
» long-temps les armées anglaises, nous pou-
» vons nous flatter d'obtenir de grands avan-
» tages des brillantes combinaisons d'un gé-
» néral qui paroît si neuf dans le métier de
» la guerre. (1) »

Sans vouloir relever un langage aussi *inconvenant*, on va examiner avec impar-

(1) Moniteur du 9 octobre 1809.

tialité et les *combinaisons* des deux généraux, et les *avantages* obtenus par les deux armées qui furent respectivement chargées en 1810, l'une de réaliser, l'autre de démentir ces prédictions téméraires, ces prophéties prématurées.

Lord Wellington commandoit au mois d'octobre, dans les environs de Badajoz, 25,000 hommes de troupes britanniques, dont 3000 de cavalerie ; mais cette armée, par les fatigues de ses marches, les suites de ses victoires et les privations inattendues auxquelles elle avoit été réduite par une junte espagnole qui rarement fit ce qu'elle auroit dû faire, comptoit un grand nombre de malades, et éprouvoit un extrême besoin de repos et de rafraîchissemens. Elle rentra en Portugal vers la fin de l'année.

Les forces portugaises étoient alors peu en état d'agir en campagne ; mais, animées d'un véritable patriotisme, elles s'occupoient sans relâche de tout ce qui pouvoit servir à leur instruction et les former à la discipline.

Au mois de novembre 1809, la junte centrale de Séville qui se méfioit de tout ce qui pouvoit la sauver, et qui témoignoit une

grande confiance dans tout ce qui pouvoit la perdre, dédaigna les représentations du ministre et du général britannique, et résolut de risquer la sûreté de sa grande armée, celle de tout le midi de l'Espagne, et jusqu'à sa propre existence, en envoyant dans les plaines de la Manche 50,000 hommes des nouvelles levées, commandés par un général et des officiers sans expérience, avec ordre d'attaquer les corps considérables de troupes françaises qui couvroient Madrid.

La journée d'Ocana eut lieu. L'armée espagnole fut dispersée; peu après, le sud de l'Espagne fut envahi ; Séville fut prise sans résistance, et la junte centrale s'évanouit au milieu de la haine et des malédictions du peuple espagnol. Cadix même auroit pu succomber sans l'admirable célérité avec laquelle le duc d'Albuquerque y fit entrer 9000 hommes de l'armée qu'il commandoit en Estramadoure. Trois bataillons anglais et un régiment portugais partis de Lisbonne, et 800 hommes détachés de Gibraltar, arrivèrent en même temps à Cadix, et bientôt la sûreté de cette importante place ne laissa plus rien à desirer.

Lorsque Joseph Buonaparte entroit à Séville, le 1er février 1810, l'armée anglaise de lord Wellington étoit dans la vallée du Mondego. La santé du soldat s'y rétablissoit à vue d'œil; l'instruction des troupes portugaises se suivoit avec un redoublement d'activité; on mettoit en état les principales forteresses du Portugal.

Presque sûr de n'avoir plus rien à redouter en Espagne après l'investissement de Cadix et la prise de Girone, le dominateur de la France disposa tous ses préparatifs pour la troisième invasion du Portugal et la conquête de Lisbonne.

Il sera facile de juger de l'importance qu'il mettoit à cette conquête, par l'immensité des moyens qu'il résolut d'y employer. On verra par ces soins qu'il méprisoit moins qu'il n'affectoit de le proclamer, le cabinet qui avoit résolu de lui disputer cette conquête, et l'homme dont la volonté unique, puissamment secondée par les deux gouvernemens alliés, alloit diriger toute la défense du Portugal.

Pour pouvoir se faire une idée juste de la force que les Français possédoient en

Espagne du côté du Portugal, au commencement de 1810, il suffira de jeter les yeux sur le tableau authentique de l'état de ces forces.

Le 1er corps, commandé par le maréchal Victor, et le 5e corps, commandé par le maréchal Mortier, avoient accompagné Joseph Buonaparte de Madrid à Séville, et s'étendoient depuis cette dernière ville jusqu'à Chiclana devant l'île de Léon. Le corps de Sébastiani marchoit sur Grenade et Malaga; le deuxième corps, commandé d'abord par le maréchal Soult, puis par le général Regnier, étoit rassemblé sur le Tage; le sixième corps, commandé par le maréchal Ney, restoit dans la Vieille Castille, avec la division de Kellerman, attendant l'arrivée des autres divisions que l'on savoit en marche de France vers l'Espagne.

A la fin de février, le huitième corps, commandé par le général Junot, étant arrivé de la Bohême dans le nord de l'Espagne avec d'autres troupes, les Asturies et la Galice furent envahies, et Astorga investie et prise après une longue et glorieuse résistance qui coûta 2000 hommes à l'armée française.

Ainsi, l'on voit dès-lors quatre corps d'armée envelopper le Portugal au nord et à l'est, et menacer à la fois de l'envahir sur tous les points, et après qu'il eut été établi des magasins et des dépôts dans les places voisines. Des deux corps du sud, l'un investissoit Cadix, et poussoit des détachemens jusqu'à Ayamonte; l'autre contenoit les royaumes de Grenade et de Murcie; et faisoit des irruptions jusqu'au pied de Gibraltar. Toutes ces armées se donnoient la main, et ne formoient dans le fait qu'une seule ligne d'opérations combinées.

Du sein des voluptés, étendu sur l'édredon, attendant la jeune princesse qu'il venoit de conquérir à Vienne, Buonaparte, après avoir arrangé la représentation théâtrale de son divorce, ordonne un nouvel effort pour conquérir le Portugal à quelque prix que ce soit.

Il confie cette conquête au premier, au plus heureux, au plus habile de ses généraux, à son plus ancien compagnon d'armes, à celui qui, toujours à son avant-garde à l'armée d'Italie, lui avoit ouvert son immense fortune, à celui qu'il avoit surnommé

le favori de la victoire, à celui dont la présence d'esprit l'avoit sauvé peu de temps auparavant sur les rives du Danube; en un mot, au maréchal Masséna, duc de Rivoli et prince d'Essling.

Il met trois corps d'armée sous ses ordres; le deuxième, le sixième et le huitième (1). Le maréchal Soult, qui commande en chef les trois corps d'armée dans le sud, a ordre de coopérer, par des diversions, à l'ensemble de cette grande opération.

Jamais il n'avoit été rassemblé plus de moyens dans les dernières guerres de la France avec l'Autriche, la Prusse et la Russie. Mais aussi, l'honneur du tyran étoit compromis; il lui falloit tenir la parole qu'il avoit donnée à son sénat, quand il lui avoit dit, le 4 décembre 1809 : « Lorsque je paroîtrai au-delà

---

(1) Le deuxième corps consistoit en 17,000 hommes.

Le deuxième corps	17,000 hommes
Le sixième	37,000
Le huitième	28,000
	82,000

Indépendamment de la division de Serras, 6000 h., et de celle de Kellerman, 6000.

» des Pyrénées, le léopard effrayé fuira
» vers l'Océan pour éviter la honte, la dé-
» faite et la mort. Le triomphe de mes armes
» sera le triomphe du génie du bien sur
» celui du mal; de la modération, de l'ordre
» et de la morale sur la guerre civile, l'anar-
» chie et les passions malfaisantes. »

Il est inutile de parler ici en détail des mouvemens des détachemens espagnols qui se trouvoient dans l'Estramadoure, sous la Romana; Ballesteros et Mendizabal. Ces détachemens furent continuellement aux prises, et souvent avec succès, contre des divisions des corps de Regnier et de Mortier, entre Séville et Badajos. Le général Hill, avec 5000 Anglais et une division de troupes portugaises, établis à Portalègre à l'aile droite de lord Wellington, contribua à tenir les corps français en échec, et à leur faire respecter la frontière orientale du Portugal.

Dès que Masséna fut arrivé de Paris à Salamanque, et qu'il eut passé en revue les sixième et huitième corps sous Ney et Junot, qui formoient alors un complet de 65,000 h., il ouvrit la campagne au mois de juin 1810, par l'investissement de la place de Ciudad-

Rodrigo, sur laquelle ses batteries commencèrent à jouer le 24.

Le général anglais rassembla toute son armée, et établit, le 25 du même mois, son quartier-général à Almeida.

De ce moment commença à s'exécuter ce système de défense, que les Français eux-mêmes n'ont pu s'empêcher de dire avoir été si profondément combiné.

Toute cette campagne avoit été prévue et concertée à Séville, dans l'hiver de 1809, entre le marquis de Wellesley et lord Wellington. On va voir avec quelle persévérance le plan en fut suivi par le gouvernement anglais, par la régence de Portugal, et par le général en chef.

Le second corps, sous Regnier, après avoir été continuellement aux prises avec les troupes de la Romana et de Mendizabal, joignit la grande armée après la prise de Ciudad-Rodrigo, qui succomba le 3 juillet, non sans avoir fait une résistance opiniâtre, qui couvrit de gloire cette garnison et son brave commandant, le général Herrasty.

Le général Hill fit, avec sa division de droite, un mouvement correspondant à celui

du corps de Regnier, et, laissant à Thomar une réserve composée de trois bataillons anglais et d'un corps de Portugais, il se rapprocha de l'armée alliée.

L'armée britannique consistoit alors, ainsi que nous l'avons dit, en 28,000 hommes effectifs.

Les troupes réglées de Portugal montoient nominalement à 40,000 hommes, y compris 4000 de cavalerie; mais on n'en comptoit avec lord Wellington que 25,000 effectifs. Les milices et paysans portugais armés étoient alors estimés monter à 45,000 hommes.

Des états complets et authentiques des forces françaises employées alors en Espagne, interceptés par les guerillas, faisoient consister le total de ces forces en 322 bataillons, 179 escadrons, 179 compagnies d'artillerie, outre les gardes, estimés de 10 à 12,000 h.: total, 301,000 hommes. Sur ce nombre, 98 bataillons, 66 escadrons et 48 compagnies d'artillerie composoient l'armée de Portugal : total, 88,000 hommes.

Evaluant les trois corps commandés dans le sud par le maréchal Soult au même nombre que les trois corps de Masséna, on

voit près de 180,000 hommes menaçant alors l'armée alliée, sans compter les divisions réparties dans le nord de l'Espagne et dans Madrid, qui devoient prêter par la suite leur appui aux armées d'invasion, et les renforts qu'on attendoit, au nombre de 20,000 h.

Vers la fin de juillet, l'armée britannique se retira derrière la Coa, après avoir, par l'ordre du général en chef, abandonné et fait sauter le fort de la Conception.

L'avant-garde britannique, commandée par le brigadier-général Craufurd, consistant en trois bataillons anglais, deux bataillons portugais d'infanterie légère, et quelques escadrons de cavalerie, fut attaquée le 24 juillet, dans la plaine de la Coa, par une grande partie de l'armée française, et y essuya quelque perte, dont elle se vengea presque aussitôt par un carnage prodigieux au pont de la Coa, que les Français tentèrent de prendre d'assaut.

Lord Wellington, suivant d'une manière imperturbable le plan de campagne qu'il s'étoit tracé depuis plusieurs mois, avoit retiré son infanterie dans la vallée du Mondego, ne laissant qu'une division à Guarda, et

quelque cavalerie en avant pour surveiller les mouvemens de l'ennemi sur la Coa.

Almeida fut investie à la fin de juillet : la tranchée y fut ouverte le 15 d'août ; mais les batteries n'ouvrirent que le 25. Le feu ayant pris au grand magasin à poudre, tué nombre d'artilleurs, démonté les canons, démoli les murs, détruit une moitié de la ville et presque toutes les munitions, la place se rendit le 27

Ce fut le 28 du même mois que le corps de Regnier joignit définitivement les deux corps de Ney et de Junot, que Masséna avoit déjà sous ses ordres. Deux détachemens de ce corps, l'un de 150 hommes, et l'autre de 60 dragons, avoient été taillés en pièces et totalement détruits dans le mois d'août, le premier par un détachement espagnol, le second par quelque cavalerie de l'armée alliée.

Le 5 septembre, l'armée de Masséna partit d'Almeida et entra à Guarda. Alors commença le mouvement d'invasion du Portugal par la vallée du Mondego.

Le général en chef anglais avoit tout prévu pour le mouvement rétrograde. Les ordres avoient été donnés pour que tout le pays par

où l'ennemi devoit passer, fût évacué par ses habitans. On vit en cette occasion, par un de ces mouvemens héroïques si peu fréquens dans l'histoire des empires, une population toute entière, couverte par une armée, se retirer devant ceux qui venoient l'asservir.

Ces loyaux et estimables patriotes emportent avec eux leurs pénates, leur honneur, la certitude qu'ils font une chose qui sera agréable aux yeux de Dieu et de leur orince; la conviction qu'ils mériteront l'estime de leurs alliés et celle du monde, et la confiance que le succès couronnera leurs sacrifices.

Ce peuple connoît d'ailleurs son allié; il sait que le cœur du peuple anglais répondra au sien; que si leur gloire est commune, leurs ressources le seront aussi; que la libéralité de l'un soulagera la détresse de l'autre.

A mesure que les Français avançoient, les habitans du haut Beira abandonnoient leurs villes et leurs villages, emportant avec eux ceux de leurs effets qu'ils pouvoient emporter, et détruisant le reste, de sorte que le pays que l'ennemi traversoit étoit un véritable désert.

Ses communications avec l'Espagne étoient coupées par les milices portugaises et les paysans armés, connus sous le nom d'Ordonnances. Le 20 de septembre, une de ces divisions, commandée par le colonel anglais Trant, attaqua l'escorte de l'artillerie de réserve et de la caisse militaire, et lui fit plusieurs prisonniers.

La marche de Masséna avoit commencé par le chemin de Ponte di Murcella, sur la rive gauche du Mondego. Cette partie de la route étoit fortifiée sur toutes les positions qu'elle présentoit, et notamment sur celles qui sont à l'embouchure de l'Alva. Masséna, voulant les éviter, passa par le pont de Fornos sur la rive droite du Mondego, et prit la route qui mène de Vizeu à Coimbre; la difficulté des chemins, pour le transport de son artillerie et de ses équipages, lui fit perdre plusieurs jours.

Lord Wellington, qui épioit tous les mouvemens de l'ennemi, passa également sur l'autre rive du Mondego avec son grand corps d'armée, et vint se placer entre l'armée française et la ville de Coimbre, sur les

hauteurs de Busaco, au travers desquelles passe la grande route. Ce mouvement fut exécuté avec aise et régularité. Les corps des généraux Hill et Leith passèrent de même le Mondego, et vinrent former la droite de l'armée alliée.

Le 27 septembre, Masséna tenta de forcer ces hauteurs. Le corps du maréchal Ney attaqua la position de l'armée alliée sur la gauche; Regnier fit un effort semblable sur la droite du centre. Les deux attaques furent repoussées avec un carnage prodigieux. Les deux corps furent engagés en totalité, et attaquèrent avec une fureur extrême; ils y eurent 5 généraux et 8000 hommes tués, blessés ou prisonniers. L'armée alliée, qui se couvrit de gloire dans cette journée, perdit moins de 1000 hommes.

Les troupes portugaises combattirent avec la plus grande valeur dans cette affaire, et prouvèrent au général en chef, ce qu'elles ont justifié depuis, que l'on pouvoit tout attendre d'elles par la suite.

Le 28, Masséna, voyant qu'il lui étoit impossible de pénétrer par le chemin direct,

marcha par sa droite, afin de tourner les hauteurs de Busaco, et de gagner le grand chemin d'Oporto à Coimbre.

Lord Wellington resta dans cette dernière ville jusqu'au 1er octobre, que Masséna y entra ; mais ce délai avoit donné aux habitans le temps de se retirer, emportant ou ayant détruit leurs effets. L'armée française trouva cette belle ville déserte, sans ressources, sans habitans; elle y laissa ses malades et ses blessés au nombre e 5000 h., ils y furent pris le 7 octobre, par le colonel Trant, avec le détachement qui les gardoit, et les médecins et l'hôpital de l'armée.

Pour pallier ces premiers désastres, fruit des combinaisons de l'invincible Buonaparte, on inséra dans les relations françaises: d'abord « que l'attaque de Busaco n'avoit été qu'une » fausse attaque par une nuée de tirailleurs, » afin de couvrir le mouvement de flanc qui » avoit été résolu pour tourner ces mon» tagnes; qu'il leur avoit été ordonné de » nourrir l'attaque pendant deux jours; et » qu'une brigade du second corps (Regnier) » *feroit semblant* d'attaquer la droite des » Anglais, tandis qu'une brigade du sixième

» *feroit* également *semblant* de vouloir em-
» porter la position de Busaco; que ces
» manœuvres réussirent complétement, mais
» que les deux brigades, emportées par
» l'impétuosité naturelle aux Français, pous-
» sèrent leurs attaques trop loin, et ne
» purent être soutenues parce que l'armée
» étoit déjà loin (1). »

Puis, dans la même relation officielle, on attribuoit l'enlèvement des cinq mille blessés à Coimbre, « à un *malentendu* et aux *faux* » *mouvemens* d'un corps d'observation. » On y réduisoit encore à 1600 hommes le nombre des prisonniers faits à cette occasion.

L'imposture des bulletins français est devenue si trivialement proverbiale, qu'on dédaigne de disputer des assertions qui peuvent à chaque instant être démenties par 150 mille témoins, mais qui ne peuvent l'être dans la capitale du grand empire, où une seule presse a le privilége exclusif de la fabrication du mensonge et de la calomnie.

Lord Wellington, qui avoit médité depuis long-temps l'ensemble de cette campagne,

---

(1) Moniteur du 30 novembre 1810.

se retira tranquillement, et dans le meilleur ordre, sur les positions qu'il avoit choisies et fortifiées d'avance pour couvrir Lisbonne qui ne pouvoit pas être défendue efficacement à Busaco. Il suffit ici de copier la description que les Français font eux-mêmes de ces positions formidables. « Les Anglais avoient leur » droite à Alhandra, sur le Tage; leur » gauche, près de l'embouchure du Lisandro, » dans la mer : ils occupoient ainsi une posi- » tion de dix lieues d'étendue sur une ligne » de hauteurs retranchées : le petit nombre » de débouchés par lesquels on pouvoit » arriver jusqu'à eux, étoient hérissés d'ar- » tillerie...... »; Et dans un autre endroit, « M. le prince d'Esseling a fait ce qui dépen- » doit de lui pour engager les Anglais à lui » disputer le terrain : mais il a été impossible » d'amener à une bataille un ennemi *extrê- » mement prudent*, et qui ne veut pas » combattre, s'il n'est pas établi sur des rocs » inaccessibles, ou caché derrière des retran- » chemens couverts d'artillerie et inexpu- » gnables. (1) »

---

(1) Moniteur du 29 novembre 1810.

Ainsi, ce même Moniteur qui, au mois d'octobre 1809, avoit déclaré que lord Wellington *manquoit de cette prévoyance, caractère si essentiel à la guerre, qui conduit à ne faire que ce qu'on peut soutenir, et à n'entreprendre que ce qui présente le plus grand nombre de chances de succès*, étoit obligé de convenir, au mois de novembre 1810, que ce général *imprévoyant*, devenu tout à coup *extrêmement prudent*, « n'avoit » entrepris que ce qui lui présentoit le plus » grand nombre de chances de succès », tandis que le prétendu héros qui gouvernoit la France avoit eu *l'extrême imprudence* de contraindre le plus prévoyant des généraux *à s'avancer jusqu'au milieu du Portugal, sans savoir ni ce qu'il avoit devant lui, ni ce qu'il avoit sur ses flancs*. Et pour continuer de parler le langage du Moniteur, ce général ne s'enfuit pas alors en toute hâte, et en cela il n'eût pas raison!!

En effet, il s'arrêta pendant cinq mois de suite devant ces positions imprenables, et Buonaparte fut privé des deux holocaustes qui lui sont les plus agréables, le sang anglais et le sang français abondamment versés.

Dans ce même mois d'octobre 1809, le journal consacré à être l'oracle du Monde avoit dit « que les Français auroient pu » entrer en Portugal, mais qu'ils ne l'avoient » pas voulu, parce qu'on étoit alors au mois » d'août, parce que le climat est funeste » dans cette saison, parce qu'il n'y a que » des insensés, tels que ceux qui dirigent le » gouvernement anglais, qui s'exposent, au » mois d'août et de septembre, à faire périr » une armée dans les sables de l'Estrama- » doure. (1) »

Et pourtant, c'étoit au mois d'août 1810 que les Français étoient entrés en Portugal! c'étoit au mois de septembre que les hommes *sensés* qui dirigeoient le gouvernement français envoyoient 90,000 hommes *vivre* dans les sables de l'Estramadoure!

L'armée française qui, depuis son entrée en Portugal, n'avoit vécu en grande partie que de biscuit et des légumes qui étoient restés sur terre, trouva plus de ressources dans l'Estramadoure. On avoit négligé d'y faire enlever ou détruire les vivres, ainsi que

(1) Moniteur du 9 octobre 1809.

lord Wellington l'avoit fait dans le haut et bas Beira. Masséna put en conséquence y prolonger la campagne de quelques mois.

Dans l'intervalle qui s'écoula depuis le 1er octobre 1810 jusqu'au 1er mars 1811, les forces britanniques furent augmentées par l'arrivée des renforts qui vinrent d'Angleterre, de Cadix, de Sicile, et même de la Nouvelle-Ecosse. Au mois de décembre, l'armée anglaise montoit à quarante mille hommes; l'armée portugaise en comptoit un nombre presque semblable, et les milices devenoient de jour en jour plus formidables par le nombre, la discipline et l'habitude de la guerre.

Vers le commencement de novembre, le marquis de la Romana, après avoir laissé deux divisions de son armée dans l'Estramadoure espagnole, arriva avec six ou sept mille hommes, et joignit les alliés devant Lisbonne. Le 14 novembre, Masséna changea de position, et, par un mouvement sur sa gauche, se porta sur le Zézère, établissant son quartier-général à Santarem.

Daus cette nouvelle position, tous ses mouvemens furent incertains. Ses soins se

bornèrent à construire des ponts sur le Zézère ; à se procurer des vivres, et surtout à s'ouvrir quelques communications avec la France.

Telle étoit la vigilance des divisions de milices qui infestoient ses derrières depuis Pombal jusqu'à Vizeu, sous les ordres des infatigables officiers anglais et portugais, Silveira, Bascellar, Trant, Miller, Wilson et Blunt, que le général français étoit dans la nécessité d'expédier des armées pour escorter ses courriers, et d'envoyer des courriers pour qu'on lui expédiât de nouvelles armées. Le général Foy, qui porta la première dépêche de l'armée de Portugal à Paris, eut besoin d'une escorte de 3000 h. pour arriver en sûreté à Almeida.

Déjà les 90,000 hommes avec lesquels Masséna étoit entré en Portugal, se trouvoient réduits à 72,000 par les pertes qu'il avoit essuyées aux affaires de Busaco et de Coimbre, par les prisonniers qu'on lui faisoit journellement, notamment lorsqu'il changea de position, par la désertion, et surtout par les maladies qu'engendroient la famine, l'inaction et le climat.

Lorsque lord Wellington vit le change-

ment de position de l'armée française, et qu'il eut reconnu celle qu'elle avoit prise à Santarem, les pluies ayant détruit les routes et inondé les terrains bas qui se trouvent près de Santarem, le long du Tage, il se contenta de resserrer l'ennemi en établissant son quartier-général à Cartaxo, en fortifiant la ville d'Abrantès sur la rive droite du Tage, et en garnissant la rive gauche d'une force portugaise et britannique, capable de repousser les Français s'ils tentoient de pénétrer dans l'Alentejo. La division du général Hill et la cavalerie portugaise sous le général Fane, surveilloient de ce côté les mouvemens de Masséna, aidées de nombreux détachemens de chaloupes canonnières et de bateaux armés de la flotte britannique, qui couvroient et protégeoient le Tage jusqu'au-dessus d'Abrantès. Un coup de canon parti d'une de ces chaloupes, tua, le 12 octobre, le général de division Sainte-Croix, un des meilleurs officiers de l'armée française.

A quelques jours de là, le général Junot, venu en reconnoissance à Rio-Mayor, y fut blessé grièvement, à la figure, par un hussard anglais.

Un gros corps de cavalerie, détaché par Masséna pour surprendre Coimbre, trouva cette ville mise en bon état de défense par le colonel Bascellar, et se retira précipitamment.

Vers le milieu de novembre, il parut sur la frontière des troupes françaises que l'on savoit depuis quelque tems s'y rassembler pour venir renforcer Masséna. C'étoit la division du général Gardanne, dont l'avant-garde éprouva, le 14, un échec qu'elle dut au général Silveira. Cette division tourna ensuite sur sa gauche, et marcha rapidement sur Zézère. Cependant arrivée à Cardigos, à trois lieues des avant-postes de l'armée de Masséna, elle se retira avec précipitation vers la frontière espagnole, détruisant son bagage, et perdant bon nombre de ses hommes par les attaques des paysans.

Un nouveau corps de troupes françaises qui avoit été campé auprès de Nantes, pendant l'été, étoit entré en Espagne au mois de septembre, et avoit été mis sous les ordres du général Drouet, sous la dénomination du neuvième corps de la grande armée. Une partie de ce corps avoit été rassemblée vers

Salamanque, Ciudad-Rodrigo et Almeida; où elle avoit relevé les troupes qui étoient entrées en novembre sous les ordres du général Gardanne. Après la retraite précipitée de ce dernier, le corps de Drouet se porta en avant; et sa division de tête renforcée des débris de celle de Gardanne, ayant marché par Puerte di Murcella, effectua sa jonction avec Masséna le 26 décembre. Ce corps ajouta 20,000 hommes aux forces de l'armée française.

Pendant ce tems, l'armée alliée se renforçoit chaque jour. Lisbonne recevoit par le Tage des approvisionnemens de toute espèce, tant pour son ancienne population que pour la multitude qui s'y étoit réfugiée. Pour calmer les craintes du public en France sur la disette et le mécontentement qui menaçoient l'armée de Masséna d'une grande catastrophe, on disoit, on imprimoit à Paris: « Que les régimens et les soldats français » recevoient régulièrement leur ration jour- » nalière de pain et de biscuit, qu'on avoit » formé d'abondans magasins de grains, qu'il » n'y avoit rien à craindre pour les subsis- » tances, *que tout cela pourroit vivre, tenir*

» *la campagne*, *et braver les fanfaron-*
» *nades des Anglais*, que le maréchal prince
» d'Essling sentoit mieux que personne que
» des vivres dépendoit la campagne du
» Portugal. » Et d'un autre côté, le gouvernement français annonçoit : « Que les vivres
» étoient hors de prix à Lisbonne, que cette
» capitale étoit sur le point d'éprouver les
» horreurs de la famine, et que les Anglais
» y régnoient par la terreur !! (1) »

Cependant, telle étoit l'abondance, telle étoit l'affluence des provisions qui arrivoient d'Europe, d'Afrique et d'Amérique, à Lisbonne, qu'il a fallu et qu'il faut encore les réexporter aujourd'hui, tant elles s'y sont trouvées à vil prix ! tant étoit grande la confiance du commerce dans la régularité et la solidité des paiemens du gouvernement portugais et du commissariat anglais! Jamais armée britannique ne fut mieux approvisionnée ; jamais armée ne fut plus pleine d'ardeur, de confiance et de santé ; jamais armée auxiliaire ne fut plus chérie, plus respectée des alliés qu'elle protégeoit, de cette loyale popula-

---

(1) Moniteur du 30 novembre 1810.

tion résidente ou réfugiée à Lisbonne, de cette multitude d'hommes que le crédit de la Grande-Bretagne alimentoit, tandis que son bras les défendoit contre cent mille barbares qu'ils voyoient sans inquiétude à quelques lieues des portes de la capitale :

Hic profugis sedes, adversaque signa furori,
Servandis hic castra bonis . . . . .

Pour se faire une juste idée de l'immensité des secours que l'Angleterre fournit en cette occasion à son allié, il suffit de savoir qu'indépendamment de deux millions sterling que le parlement a alloués pour l'entretien de 25,000 Portugais que la Grande-Bretagne a pris cette année à sa solde, outre l'entretien de 40,000 hommes de ses propres troupes, elle a eu constamment à Lisbonne, pendant le cours de cette campagne, de 15 à 20 vaisseaux de ligne, 350 bâtimens de transport, mesurant 100,000 tonneaux. et pour une valeur de quatre millions sterling en approvisionnemens et en munitions de toute espèce.

C'est par une libéralité semblable, c'est par des efforts aussi prodigieux pour ses alliés que s'explique naturellement la baisse actuelle du change de l'Angleterre avec

l'étranger, et non par les causes imaginaires auxquelles on veut l'attribuer. On représentoit à Paris, comme le signal de détresse de la Grande-Bretagne, ce qui sera un jour le plus beau titre de sa gloire. On verra à l'avenir, dans cette dépression momentanée de son change, qu'outre ce qu'elle faisoit alors pour ses alliés, elle prenoit encore un soin plus tendre des intérêts des autres peuples que des siens propres.

Tandis qu'on amusoit l'armée de Portugal de l'idée que ses manœuvres sur le Tage ruineroient les finances de la Grande-Bretagne, son empereur la laissoit elle-même sans pain et sans solde pendant six mois.

Cependant ces quatre corps d'armée qui nourrissoient la guerre en Portugal depuis cinq mois, *suivant la loi fondamentale des armées françaises* (1), étoient eux-mêmes au moment d'éprouver toutes les horreurs de la famine; et pourtant ils avoient, disoit-on aux Tuileries, une communication libre avec leurs magasins d'Espagne, ceux de Bayonne, et toutes les ressources de la

---

(1) Moniteur du 26 février 1811.

France et de l'Allemagne; disons même avec celles de Dantzick, de la Pologne et de la Baltique, par les canaux faits ou commencés. Malgré tant d'avantages apparens, le moment arrivoit où Masséna n'auroit plus de ressources que dans la retraite.

C'est ce moment décisif que lord Wellington avoit prévu depuis le commencement de la campagne : chaque jour ajoutoit à l'espérance qu'il avoit conçue de son succès.

Cet espoir s'est réalisé le 5 mars 1811. Ce jour-là, commença l'évacuation du Portugal, après une campagne pendant laquelle de braves soldats qu'un tyran avoit laissés sans vivres, sans munitions, sans habits, pour nourrir la guerre dans le Portugal, en ont aussi fécondé les champs par leurs cadavres, et y ont laissé des souvenirs qui nourriront à jamais dans le cœur des habitans, des haines inextinguibles contre tout ce qui leur rappellera le nom de Buonaparte.

La rage qui transportoit cette armée depuis le premier des chefs jusqu'au dernier des soldats, est le plus glorieux témoignage de la sagesse et de la prévoyance du général

anglais, et de la discipline de l'armée britannique.

La route de Masséna est jonchée de canons d'affûts et de caissons détruits, de bagages abandonnés, ainsi que de cadavres de chevaux et d'hommes morts de fatigues, de disette, de maladies, ou sous les coups de l'armée, des milices et des paysans portugais.

Le pillage le plus affreux, l'incendie, le meurtre, le viol, ont été partout multipliés par les ordres de l'auguste professeur de la civilisation nouvelle, de cet empereur dont le triomphe devoit être celui du génie du bien, de l'ordre, de la morale et de la modération sur les passions malfaisantes! La ville de Leyria est réduite en cendres; les temples, les palais, les chaumières, les villages et les villes sont également brûlés; les tombeaux sont violés; les vieillards, les enfans sont mutilés, égorgés; les femmes déshonorées. On diroit que le sanguinaire Napoléon a juré d'ensevelir le Portugal sous ses ruines.

Les Français poursuivis sans relâche, aucune position ne peut les mettre à l'abri, et pourtant nul pays n'offre plus de défenses

que le Portugal! Regnier cherche en vain à plusieurs reprises à arrêter l'armée alliée; l'ardeur de celle-ci égale sa valeur et sa discipline. A peine l'armée française a-t-elle pris une position que lord Wellington l'a déjà fait tourner; et Redinha, Guarda, Almeida, Sabugal, les rivières de la Ceira, de l'Alva, de la Coa, ne peuvent opposer de barrières à l'armée qui poursuit. Le 9 avril, les dernières colonnes françaises évacuoient le Portugal, laissant seulement une foible garnison dans la place d'Almeida qui a été bloquée, et doit succomber avant peu.

Des 110,000 hommes que la ville de Ciudad-Rodrigo a vus entrer successivement en Portugal, s'il faut en juger par les proclamations de Masséna et par la force connue de chaque corps d'armée français en particulier, à peine en est-il rentré la moitié en Espagne. Le reste a donc péri à Busaco, à Coimbre, à Santarem et dans la retraite. Et tandis que le plus heureux, le plus expérimenté, le plus prudent des généraux de Napoléon, obtenoit ce juste résultat d'une tentative désespérée, cette longue et glorieuse victoire, grâces aux admirables combinaisons, aux habiles ma-

nœuvres du général anglais; ne coûtoit presque ni larmes ni sang aux enfans de la Grande-Bretagne, aux armées alliées.

Telles furent la promptitude et la rapidité de la poursuite, que le plan de dévastation de l'armée française en se retirant, n'a pu être mis à exécution que sur un local assez resserré. Il n'a heureusement pu s'étendre que dans le rayon d'une lieue de chaque côté de la route que suivoit en fuyant l'armée française.

Mais déjà ces maux ont été réparés en grande partie. Le parlement impérial a voté 100,000 livres sterling, et pareille somme a été souscrite par la noblesse et le commerce britannique, de concert avec les Portugais et Espagnols résidant en Angleterre, pour soulager les maux nécessaires que la loyauté s'étoit imposés à elle-même lors de l'invasion, et les maux inutiles que la rage et la barbarie ont infligés au Portugal lors de la retraite, au nom *du génie du bien*, *de la modération*, *de l'ordre*, *de la morale* qui préside aujourd'hui aux destinées du grand peuple!

C'est ainsi que la Grande-Bretagne *aban-*

donne des alliés qui lui sont fidèles, et qui, fidèles à eux-mêmes, ne se laissent pas décourager et intimider au premier revers! C'est ainsi qu'elle répond à ces notes injurieuses, à ces messages insolens, à ces bulletins mensongers que vomit en France la presse officielle de l'imposture.

Qui pourra croire, après avoir vu les faits qui précèdent, que le jour même où Masséna enfouissoit ses canons à Santarem, et faisoit partir ses équipages pour commencer sa retraite, ce même organe du mensonge, *le Moniteur*, faisant dans ses notes habituelles un commentaire impertinent du discours du prince Régent d'Angleterre au parlement, osoit dire : « *Si Masséna, ayant* » *reçu ses renforts et son artillerie de siége,* » *veut marcher contre vous après avoir* » *éteint vos batteries ; ou si vous-mêmes,* » *fatigués de cette lutte ruineuse, vous mar-* » *chez à lui, qu'arrivera-t-il? Si vous êtes* » *victorieux, vous n'aurez aucun résultat;* » *car à peine aurez-vous fait deux marches* » *que vous rencontrerez de nouvelles* » *armées* (1). »

(1) Moniteur du 26 février 1811.

L'armée française a fait trente-cinq marches depuis le 5 mars jusqu'au 9 avril, poursuivie par l'armée anglaise; et, bien loin de rencontrer un seul corps d'armée venant à son secours, il lui a fallu aller jusqu'à Zamora et Toro avant de trouver les premières troupes du corps du maréchal Bessières, à plus de trente lieues du point de la frontière du Portugal par lequel elle s'est échappée.

Revenant encore sur l'affaire de Busaco, le rédacteur des mêmes notes, quel qu'il soit, se permettoit de dire du général anglais que, « puisque lord Wellington avoit jugé
» convenable de prendre la position de Bu-
» saco, quoiqu'il n'obtînt pas la gloire de
» défendre le Portugal, puisque déjà il avoit
» abandonné trente lieues de pays à l'en-
» nemi, cependant il y couvroit les trois
» quarts du Portugal, il tenoit toute l'armée
» française éloignée de quarante lieues de la
» capitale, il gardoit ses communications
» avec Oporto et avec toutes les provinces
» au-delà du Douro; que l'armée française
» du Portugal demeuroit séparée de plus de
» quatre-vingts lieues de l'armée du midi,

» et ne conservoit pour subsister qu'un pays
» que Wellington avoit dévasté avec médi-
» tation ; qu'elle se trouvoit ainsi réduite à
» faire venir d'Espagne ses convois par des
» chemins impraticables ; qu'au moment de
» la saison des pluies, elle auroit été séparée
» de l'Espagne, et obligée de retourner à
» Almeida ; que si le général anglais s'étoit
» maintenu pendant quinze jours seulement
» dans la position de Busaco, il auroit pu se
» vanter d'avoir gagné la campagne et dé-
» fendu le Portugal ; qu'on auroit été, à la
» vérité, dans le cas de lui reprocher le
» ravage de trente lieues de pays, mais que
» ce reproche ne seroit pas resté sans ré-
» ponse, s'il avoit forcé l'armée française à
» évacuer ce pays même, et prouvé, par
» le fait, que ces ravages avoient contribué
» au succès de la campagne ; que ces com-
» binaisons et ces considérations n'avoient
» point échappé au général anglais ; qu'il
» avoit voulu défendre sa position, et qu'on
» s'étoit battu à Busaco ; que le résultat de
» la bataille avoit été une retraite à marches
» forcées sur Lisbonne ; que l'armée fran-
» çaise, arrivant presqu'en même temps que

» lui à la vue de ses vaisseaux, avoit trouvé » des provisions immenses dans les belles » vallées du Tage; que les Anglais avoient » donc été battus à Busaco; que peu impor- » toit que ce fût le général ou que ce fût les » officiers et les soldats; qu'une armée étoit » la réunion de *tout cela;* que le général » français avoit fait ce qu'il vouloit; que le » général anglais n'avoit rien fait, n'avoit » rien défendu, n'avoit exécuté aucun de » ses projets; que la journée de Busaco les » avoit tous fait échouer. » Et pour finir par un trait de sentiment cette heureuse tirade, ces notes ajoutoient d'une manière attendrissante : « Les Portugais reproche- » ront à jamais au général anglais les ra- » vages inutiles qu'il a exercés. Lorsqu'ils » voudront apprendre à leurs enfans com- » ment les Anglais défendent un pays, ils » leur montreront les ruines de leurs vil- » lages, de leurs châteaux et de leurs villes. »

Il s'écoula peu d'heures après la publication de ces forfanteries, lorsqu'on apprit à Paris que lord Wellington avoit bien plus efficacement défendu le Portugal des hauteurs de Lisbonne, qu'il n'auroit pu le faire de

celles de Busaco; que l'armée française ne pouvoit plus rien tirer des immenses ressources des vallées du Tage ni de l'Espagne; que l'armée anglaise victorieuse, au lieu de trouver devant elle de nouvelles armées françaises, en chassoit devant elle quatre totalement désorganisées, fuyant par des chemins impraticables; que le général anglais avoit fait ce qu'il vouloit; que le général français n'avoit rien fait, n'avoit rien conquis, n'avoit exécuté aucun de ses projets, et qu'enfin la campagne étoit gagnée.

Il avoit également été annoncé (1) que « le jour où l'armée anglaise s'embarqueroit » devroit être un jour de fête; que les avan- » tages de la lutte actuelle seroient d'autant » plus grands pour la France que les Anglais » y auroient mis plus d'enjeux; qu'il falloit » qu'elle fût forte pour être décisive, qu'elle » fût longue pour produire tous ses ré- » sultats. »

Si l'on ne savoit pas quel est l'homme qui compose seul ces réflexions pétulantes et présomptueuses, on auroit peine à contenir

(1) Moniteur du 26 février 1811.

sa surprise de l'effronterie avec laquelle on a osé offrir à une nation railleuse et spirituelle comme la nation française, des diatribes dont chaque sentence a dû ainsi retomber et porter à plomb sur leur auteur, si peu de jours après leur publication. Il faut que le système de terreur soit devenu bien puissant, s'il a empêché en France de faire, respectivement au vaincu et au vainqueur, l'application de ces grandes maximes politiques et militaires !

Certes, l'on peut bien dire aujourd'hui, avec vérité, que le jour où l'armée française a évacué le Portugal, a été un jour de fête pour ses habitans ; que les Portugais reprocheront toujours à Buonaparte les ravages qu'il a ordonné d'y exercer, et que lorsqu'ils voudront apprendre à leurs enfans quel étoit alors le génie du bien, de l'ordre et de la morale, qui vouloit les régénérer, ils leur montreront les débris de leurs villages, de leurs châteaux et de leurs villes incendiées.

Ce n'étoit point les hauteurs de Busaco, c'étoit les hauteurs de Torres-Vedras que lord Wellington avoit eu la prévoyance de choisir depuis long-tems comme le pivot sur lequel devoit tourner toute la défense du

Portugal. Ce général étoit trop prudent pour risquer légèrement en plaine, à la frontière de Portugal, et l'armée anglaise et l'armée portugaise, qui n'avoit pas encore été suffisamment éprouvée; aussi le marquis de la Romana n'hésita-t-il pas de reconnoître, au commencement de la campagne, la sagesse des motifs qui empêchèrent lord Wellington de marcher au secours de Ciudad-Rodrigo, lorsque cette place étoit assiégée. Les deux généraux avoient jugé dès-lors que cette place seroit immanquablement reprise de Torres-Vedras, et surtout qu'il falloit *que la lutte fût forte pour être décisive; qu'elle fût longue pour produire tous ses résultats.*

Elle a été décisive, cette lutte pendant laquelle on n'a pas vu moins de huit corps d'armée français, ou 240,000 hommes fixés sur une seule proie, et obligés à la fin de l'abandonner.

Ces huit corps sont:

Celui du maréchal Bessières, couvrant au nord l'armée d'invasion;

Les quatre corps de l'armée d'invasion, de Ney, Regnier, Junot et Drouet;

Les trois corps du midi, aux ordres du

maréchal Soult, commandés par Mortier, Victor et Sébastiani; le premier attaquant le Portugal par l'est, et les deux autres concourant à l'invasion par plusieurs diversions simultanées.

Elle a été longue cette lutte; ainsi on la verra, sans doute, produire tous ses résultats.

Il avoit fallu sept mois pour fortifier les hauteurs de Torres-Vedras; elles ont défié 240,000 Français pendant le même espace de temps. Cette longue et savante campagne a donc duré quatorze mois et plus.

Cependant le maréchal Soult étoit parti de Séville avec une division de l'armée de Victor; et, réuni avec quelques divisions du corps de Mortier, il avoit marché avec 22,000 hommes sur Badajoz, afin de faire une diversion utile à Masséna. L'armée espagnole du marquis de la Romana voulut absolument quitter celle de lord Wellington, et marcher au secours de ses compatriotes; mais son brave et loyal chef n'étoit plus. Cet énergique et actif patriote venoit de succomber sous le poids de ses longues fatigues. Soult eut de grands succès pendant quelques instans; mais lord Wellington avoit vu d'un coup d'œil l'en-

semble de la campagne : il savoit que le salut de l'Espagne dépendoit plutôt des avantages sur l'armée de Masséna que de ceux qu'on pourroit remporter sur la frontière orientale. Dès qu'il vit la campagne décidée et gagnée le 5 mars, avec cette promptitude qui le caractérise si éminemment, il détacha le maréchal Béresford le même jour avec 22,000 h., pour aller déloger Soult et Mortier. Déjà Olivenza et Campo Mayor ont été délivrés et repris avec les garnisons qui y avoient été laissées, les Français sont assiégés à leur tour dans Badajoz, Soult est rentré à Séville pour soutenir Victor, les partis et les armées espagnoles sont devenus plus actifs, plus nombreux et plus audacieux dans l'Andalousie et dans les autres provinces; et tout présage que la prise de Badajoz sera avant peu le signal de la délivrance du midi de l'Espagne, où déjà les corps français, réduits à un petit nombre d'hommes, offriront bientôt le même tableau de désorganisation et d'affaissement que les corps d'armée du nord.

L'impatience que Napoléon témoignoit de voir lord Wellington risquer l'armée alliée dès le commencement de la campagne, en

risquant une bataille rangée pour secourir Almeida et Ciudad-Rodrigo, les provocations qu'il sembloit lui faire à ce sujet, prouvent, beaucoup mieux que tout ce qu'on pourroit dire, la bonté du système de prudence et de défensive que la sagesse avoit conseillé au général anglais d'adopter. Il voyoit que la France faisoit, pour cette conquête, l'effort le plus prodigieux qu'elle eût encore fait, même quand il lui fallut défendre ses propres frontières. Non-seulement il voyoit qu'on lui avoit opposé le plus heureux des généraux français et celui qui passoit pour le plus habile, mais encore qu'on avoit tiré les meilleurs officiers des autres armées pour les faire agir dans celle de Portugal. Il savoit que la France étoit en paix avec toutes les puissances de l'Europe, à l'exception des peuples de la péninsule; que l'honneur de son dominateur étoit compromis; que ses menaces circuloient dans toute l'Europe, et qu'il sacrifieroit tout pour ne pas se déshonorer et pour racheter le gage qu'il avoit donné. Il vit la nécessité où il étoit de temporiser; et il suivit ce plan

imperturbablement, sans s'occuper des jugemens qu'on en porteroit.

Si cependant lord Wellington s'étoit fixé sur un système défensif, il ne perdit jamais de vue qu'il conviendroit de prendre l'offensive toutes les fois qu'il se présenteroit une chance raisonnable de succès. Cette chance se présenta à l'affaire de Busaco. On y mit à l'épreuve l'armée portugaise, disciplinée par des officiers britanniques. On n'aperçut, dans cette importante journée, aucune différence entre le soldat portugais et le soldat anglais. Alors, ces troupes méritèrent et obtinrent la confiance de leur général; elles acquirent elles-mêmes confiance dans ce qu'elles pouvoient; et lord Wellington vit, dès ce moment, ce qu'il pouvoit en attendre pour ses opérations futures.

La prudence lui interdisoit de livrer bataille à Masséna dans la forte position que celui-ci avoit prise à Santarem. Il connoissoit la situation difficile dans laquelle son ennemi se trouvoit; il pouvoit calculer, presque à un jour près, l'époque où il devroit se retirer pour ne pas périr entièrement; il savoit

que de la conservation de son armée, la seule qui pût lutter contre les Français dans toute la péninsule, dépendoit le sort définitif de ce vaste territoire. La politique, non moins que la philantropie, interdisoit une effusion de sang inutile, lorsqu'on avoit la certitude qu'un délai amèneroit les mêmes résultats. Aussi tous les préparatifs pour la poursuite de l'ennemi, dans sa retraite, avoient-ils été si bien combinés et mûris, que, malgré tout le talent du maréchal d'Empire qui dirigea cette retraite, l'armée française fut constamment menée battant jusqu'à la frontière; jusqu'au même terrain d'où Buonaparte faisoit lancer, l'année d'auparavant, ces vaines proclamations, mélange de menaces insolentes et de protestations insidieuses.

Ainsi l'Angleterre a acquis maintenant la conviction qu'elle possède une armée accoutumée à la guerre, qui l'a vue sous toutes ses formes, non-seulement dans des batailles et dans des victoires, mais encore dans de fatigantes retraites, dans une vive poursuite, dans des siéges, en restant des mois entiers dans des positions particulières; elle sait

qu'elle possède un général qui ne le cède en rien aux premiers généraux de la France, à ceux dont de continuels succès à la guerre ont rendu les noms proverbialement célèbres.

Depuis long temps les ennemis de la gloire de l'Angleterre vouloient la borner aux prouesses de ses forces maritimes, dont les succès, depuis un demi-siècle, ont jeté tant d'éclat sur sa marine. Les généraux et les orateurs français apprendront désormais à respecter davantage les armées britanniques que la France aura à combattre. Ils savent déjà, par l'exemple des Abercrombie et des Moore, que les généraux anglais savent vaincre et mourir; ils ont vu, à la bataille de la Corogne, que l'intrépidité du général et du soldat, que leur dévouement et leur patriotisme sont inébranlables, même dans les circonstances les plus pénibles; qu'ils lisent dans les trophées de Maida, de Barrosa (1) et du Portugal, que les Stuart, les

(1) Le jour où Masséna commençoit sa retraite, le général Graham, avec 3500 hommes seulement de troupes britanniques, avoit l'avantage à Barrosa, dans l'Andalousie, sur deux divisions du corps du maréchal Victor, fortes de 8000 hommes.

Graham, les Wellington, les Béresford peuvent maintenant lutter avec eux, et contre les dangers et les difficultés qui souvent ont rendu le succès des armes britanniques plus glorieux encore.

Lorsque la triste vérité est enfin parvenue aux pieds du trône impérial, on a de nouveau cherché à la déguiser aux Français, en leur disant, d'après des lettres du quartier-général, en date du 15 mars, dix jours après le commencement de la retraite, « que le » maréchal prince d'Essling avoit jugé con- » venable de faire *un mouvement;* qu'il » avoit porté sa droite à la mer, sa gauche » au Zézère, et son quartier-général à » Pombal; que différens corps de troupes » à la solde de l'Angleterre avoient été » défaits; que des colonnes avoient parcouru » le Portugal dans tous les sens, et opéré la » soumission et le désarmement de plusieurs » contrées. (1) »

Depuis ce temps jusqu'au 30 avril, il n'a plus été question de ce que le message de décembre 1809 appeloit d'avance le triomphe

(1) Moniteur du 27 mars 1811.

du génie du bien, de l'ordre, de la morale et de la modération sur les passions malfaisantes!

Que le monde entier se réjouisse aujourd'hui avec l'Angleterre et ses alliés, de l'évacuation du Portugal! Que les peuples voient dans le long et glorieux exemple de bravoure et de persévérance que leur donnent l'Angleterre et la péninsule, l'exemple de ce qu'ils peuvent tenter et espérer pour leur délivrance.

Qu'ils sachent que la prise de Lisbonne devoit être le signal de leur réunion au même joug de la plus grande partie des Etats de l'Europe.

Que de même l'on voie dans la libération déjà effectuée du Portugal, la libération prochaine de l'Espagne et la délivrance future de l'Europe.

Que les peuples se convainquent par l'exemple du Portugal, que la Grande-Bretagne n'abandonne point des alliés qui lui sont fidèles, qui se sont fidèles à eux-mêmes, et qui ne se laissent point intimider aux premiers revers! Qu'ils sachent qu'elle ne peut les réunir à son empire, mais qu'elle peut les

associer et à sa gloire et à sa prospérité.

Qu'ils voient dans cette guerre de la péninsule, la soif qu'avoit le tyran de posséder les colonies et les mines espagnoles, punie par la perte de toutes ses propres colonies.

Qu'ils voient la Grande-Bretagne, se multipliant sur tous les points, couvrir à la fois de ses forces le détroit du Phare et celui du Sund; le golfe Adriatique et le golfe de Finlande; défendre Anholt d'une main, et protéger de l'autre la Sicile; et si le génie du mal, dans un de ces élans gigantesques qui lui sont suggérés par l'enfer, chassé de Cadix, étendoit son vol jusqu'aux portes d'Archangel, qu'il soit assuré d'y trouver encore un amiral et un général britannique.

Que les nobles enfans du Portugal se félicitent de la loyauté et du patriotisme qu'ils ont manifestés! Ils ont évité les piéges qu'on tendoit à leur intégrité et à leur bonne foi: on les invitoit à recevoir les Français en amis, ils les ont reçus en hommes et en héros; ils ont su protéger leurs personnes et leurs propriétés contre celui qui avoit déjà disposé de leurs propriétés, et qui se préparoit à cons-

crire leurs personnes à l'instar des Norwégiens et des marins de la Baltique ; qu'ils aillent aujourd'hui entre les murs de leurs temples incendiés, remercier celui qui leur a inspiré la force et le courage de résister à l'usurpateur ; et leur encens, fumant au travers de ces débris enflammés, montera plus pur au pied du trône du Dieu des armées !

Que les sénateurs du tyran lui demandent aujourd'hui pourquoi, après leur avoir annoncé emphatiquement que dès qu'il se montreroit de l'autre côté des Pyrénées, le léopard effrayé se réfugieroit sur ses vaisseaux, il est demeuré à Paris, tandis que le léopard repoussoit ses lieutenans jusqu'au pied des Pyrénées ? Pourquoi, au lieu d'aller conquérir lui-même la péninsule, ce vaste tombeau de son armée et de sa gloire, il demeuroit nonchalamment arrêté auprès du berceau de sa dynastie ?

Que ses secrétaires lui demandent maintenant quelles nouvelles sentences ils doivent porter contre la Grande-Bretagne ? Quelles nouvelles expressions ils doivent employer pour menacer, intimider ou avilir dans leurs

diatrîbes un gouvernement, un général, une armée qui l'ont vaincu (1)?

Que ce tyran féroce qui naguère faisoit tout trembler, tremble à son tour sur son lit de roses! Que dans ses rêves audacieux, il s'exerce encore à tromper et à effrayer l'Europe par ses menaçantes hyperboles; l'Angleterre ne cessera de le combattre de toutes les manières, de déchirer le bandeau dont il couvre les yeux du monde, et d'arracher les fers dont il charge les mains de ses esclaves.

Que ses flatteurs, que ses poëtes aient l'air de déplorer le retard de la civilisation qu'il promettoit; qu'ils épuisent leur érudition à le comparer ou à le mettre au-dessus des

---

(1) « Je suis résolu à pousser les affaires d'Espagne » avec la plus grande activité, et à détruire les armées » que l'Angleterre a débarquées dans ce pays. » *Message au sénat, du 4 septembre* 1808.

« Soldats, je vous déclare que j'ai besoin de vous; » le hideux léopard souille par sa présence le territoire » de l'Espagne et du Portugal. Que votre aspect le » remplisse d'épouvante, et lui fasse prendre la fuite. » Portons nos aigles victorieuses jusqu'aux colonnes » d'Hercule; là, nous avons un affront à venger. » *Discours aux soldats, le* 11 *septembre* 1808.

héros anciens et modernes ; l'histoire impartiale a déjà fixé sa place au-dessus des Catilina et des Néron.

En vain il se couvre du manteau impérial ; la pourpre en fut teinte du sang de ses sujets. En vain il se délecte à contempler les abeilles dont il l'a parsemé ; semblables à celles de l'élève de Prothée, elles ont pris naissance dans les entrailles de ses victimes.

C'est sous ces favorables auspices que commence la campagne de 1811 en Espagne. L'armée de lord Wellington a été renforcée pendant ses triomphes ; elle a été portée à 50,000 hommes, dont 45,000 en état de service effectif (1) ; l'armée alliée compte en outre 45,000 hommes de troupes réglées portugaises, dont 25,000 sont en campagne : ainsi l'armée disponible s'élève à 70,000 h.

Que ne doit-on pas attendre d'une force aussi puissante, commandée par le vainqueur de Vimeira, de Talavera, de Busaco !

---

(1) Dans ce nombre ne sont pas compris 10,000 hommes en garnison à Cadix et à Gibraltar, qui portent à 60,000 hommes les forces anglaises dans la péninsule.

Que ne doit-on pas espérer d'un cabinet qui, au milieu de l'anxiété publique, n'a cédé à aucune crainte pusillanime, et qui semble déterminé à consacrer de nouvelles forces et de plus grands moyens encore au succès final de cette cause qu'il a adoptée comme la sienne!

Que ne doit-on pas attendre encore de ses opérations, dirigées par la volonté et encouragées par l'approbation d'un prince qui partage les sentimens si connus de son auguste père pour le rétablissement de l'ordre social sur ses anciennes bases!

Quà dignum te laude feram, qui penè ruenti
Lapsuroque tuos humeros objeceris orbi!

Déjà le prestige de l'invincibilité de l'oppresseur du Monde avoit été détruit à Eylau et Aspern; il vient d'achever de s'évanouir sur les rives du Tage.

Tel est le résultat de la campagne de 1810 en Portugal; tels sont les heureux effets de l'alliance et de l'énergie de deux grands peuples. On peut en présenter le tableau avec une douce satisfaction, avec un juste orgueil; on ne craint pas d'en voir un seul fait démenti, une seule assertion contredite. Dans

cette Angleterre si constamment insultée par le dominateur de la France, et qui a toujours répondu à ses outrages par des victoires, la vérité est garantie par la liberté de la discussion et l'indépendance de l'opinion : aussi tous les partis politiques se sont-ils réunis pour voter par acclamation les remercîmens nationaux à lord Wellington et à ses braves armées, et pour sanctionner ainsi, par leurs applaudissemens unanimes, ses opérations militaires et politiques. En vain le Moniteur et ses bulletins chercheront à peindre cette campagne sous les couleurs qui conviendront au dépit présent et aux vues futures de l'Empereur des Français, on pourra toujours y répondre d'un mot : « Vous étiez venus pour planter vos aigles sur les forts de Lisbonne, et jeter les Anglais dans la mer ; et les Anglais vous ont repoussés, vous et vos aigles, et ils vous ont chassés loin du Portugal, après sept mois de la lutte la plus opiniâtre. Vous étiez, en octobre, devant Lisbonne; vous êtes, en avril, à Ciudad-Rodrigo. Vous avez infligé des maux affreux à ce peuple que vous n'avez pu subjuguer; l'Angleterre s'est empressée de les

réparer; et par-là elle a donné le double exemple et de la possibilité de vous résister quand on le voudra fortement, et de la confiance que méritent la foi publique de son gouvernement et les vertus particulières de ses habitans. Ce sont là des faits que l'envie ne peut dénaturer, que la haine la plus invétérée ne peut contester à la Grande-Bretagne:

Rectè facta refert, orientia tempora notis
Instruit exemplis, inopem solatur et ægrum.

Hor.

FIN.

